

Facebook
L'école des fans
Gérard Wormser

[^{sens}public]

Les ateliers de [sens public] - Octobre 2018 - Montréal
Éditions dirigées par Servanne Monjour et Nicolas Sauret
Les ateliers naviguent dans l'archipel Sens public, avec le soutien
de la Chaire de Recherche du Canada sur les écritures numériques
et du Centre de recherche interuniversitaire sur les humanités
numériques.

Ce livre est aussi disponible sous forme de dossier dans la revue
Sens public. Facebook : l'école des fans, 19-10-2018 En ligne.
Révision linguistique : Karine Bissonnette, Eugénie Matthey-
Jonais, Margot Mellet.
Couverture : Lena Krause

Dépôt légal : 4^e trimestre 2018
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN :
978-2-924925-03-4 (imprimé)
978-2-924925-05-8 (EPUB)
978-2-924925-04-1 (PDF)



Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International
(CC BY-SA 4.0)

Pour Júnia

Table des matières

Note éditoriale	7
Préface	
<i>Pierre Lévy</i>	9
I Cynisme et succès	15
Banco!... L'espace public à l'heure du numérique	16
Amateurisme	19
« Quand le bâtiment va, tout va... »	24
« Ne vieillissez pas trop vite »	27
Jia Tong	31
WikiLeaks	36
« Tu causes, tu causes... »	42
Bibliographie	48
Qu'est-ce qu'un agent historique?	50
Le devenir social	54
Jaron Lanier et le destin du capitalisme cognitif	58
Christophe Bouton	61
Bibliographie	64

Mark Zuckerberg et la tentation hégémonique de Facebook	65
Un nouveau monde de données	67
Segmentation publicitaire ou espace public? . . .	69
Pour une communauté mondiale inclusive	74
Bibliographie	80
Facebook et la crise des élites	82
Le commerce ou la politique par d'autres moyens	83
Des orientations contradictoires	86
Accélérationnisme <i>versus</i> représentation	89
Les pratiques éditoriales laxistes de Facebook . .	94
Défaire la bulle	97
Fakebook ou meaningful groups?	98
Bibliographie	102
II Engagement et consentement	107
Les accrocs d'une stratégie mondiale	108
Un rêve mondialiste?	111
L'imaginaire utopique en déroute	113
Des lanceurs d'alerte aux réseaux sociaux	117
La presse en déroute	135
En finir avec la politique?	145
Bibliographie	156
Comment les plateformes colonisent l'espace attentionnel	163
Les Conquérants	164
Attiser les désirs et combler les annonceurs	167
McNamee / Facebook	178
Bibliographie	202
La raison pratique de la société des réseaux	205

Ne voir que ce qu'on veut voir	207
Monétiser le temps	218
Bibliographie	239
Postface	241
Un destin prescrit	242
Le balayage du monde encapsule les individus . .	244
Bibliographie	248

Note éditoriale

En 2010, la publication du texte “Banco!... L’espace public à l’heure du numérique” dans la revue *Sens public*, marquait le début de la réflexion de Gérard Wormser sur les enjeux politiques et philosophiques de la culture numérique. Le présent ouvrage rassemble les principales contributions de l’auteur sur ces questions, parues depuis une dizaine d’année dans différentes revues, auxquelles s’ajoutent des textes inédits.

Le chapitre *Banco!... L’espace public à l’heure du numérique* a été publié sur *Sens public* en 2010 avec le même titre. En ligne

Le chapitre *Qu’est-ce qu’un agent historique?* a été publié en 2014 dans la *Revue française de science politique*, vol. 64 / 3, avec le titre « Comprendre et agir sur les ressorts de l’évolution des sociétés de masse » p. 507-512. En ligne

Le chapitre *Mark Zuckerberg et la tentation hégémonique Facebook* a été publié sur *Sens public* en 2017 avec le titre : « Building Global Community. La tentation hégémonique de Mark Zuckerberg et de Facebook » En ligne

Le chapitre *Facebook et la crise des élites* a été publié sur *Sens public* en 2017 avec le même titre. En ligne

Les articles de la partie *Engagement et consentement* (*Les accroc d’une stratégie mondiale, Comment les plateformes colonisent l’espace attentionnel, La raison pratique de la société des réseaux*) paraissent avec les mêmes titres, en même temps sous forme d’article dans *Sens public* et dans ce livre en 2018.

Préface

Pierre Lévy

Depuis plusieurs années, le médium social dirigé par Mark Zuckerberg a été la cible de nombreuses critiques et l'objet de scandales retentissants. Au cœur du modèle d'affaire de la firme à la lettre bleue, un service de communication gratuit en échange des données des utilisateurs, qui sont revendues aux annonceurs à des fins de marketing. Mais les trafics de données n'ont pas toujours suivi les règles officielles et se sont retrouvés entre les mains de consultants politiques peu scrupuleux (comme Cambridge Analytica) qui les ont utilisés pour personnaliser habilement leurs messages électoraux au service des campagnes du Brexit et de Donald Trump. Avec d'autres médias sociaux, Facebook a aussi — bien involontairement — servi de canal à la propagande jihadiste, à la désinformation russe ainsi qu'à une foule d'acteurs malveillants dont les fameux propagateurs de fausses nouvelles (*fake news*), construites uniquement pour attirer les clics et ramasser l'argent de la publicité sur des sites bidon. Ce livre de Gérard Wormser a l'immense mérite d'interroger le nouvel espace politique transnational en voie de construction, espace dont Facebook est l'un des principaux bâtisseurs avec deux

milliards et deux cents millions d'utilisateurs actifs en 2018 et l'une des principales capitalisations boursières de la planète.

Au-delà des scandales, Gérard Wormser se demande comment l'idéal des lumières et la grande tradition de l'humanisme européen pourraient se reconduire dans des médias sociaux soumis à un impératif implacable de monétisation des données et qui vivent au rythme des rapports trimestriels aux investisseurs. Parce que « l'engagement » est la clé de sa survie économique, la plateforme sert les intérêts privés de ses utilisateurs et leurs satisfactions immédiates. C'est ainsi que le nouvel espace public numérique renforce les réflexes narcissiques d'un individu roi, dépendant aux *likes*, obsédé par son décompte de *followers*, se mirant dans son petit réseau de pairs et de relais d'opinion, enfermé dans les bulles cognitives d'une machine socio-technique qui ne lui renvoie à lire, à écouter ou à visionner que ce qu'il aime. Reste-t-il possible, dans ces conditions, de formuler un quelconque projet historique, capable de dépasser les limites des micro-communautés amicales, familiales, locales ou économiques favorisées par Facebook? La tête baissée sur leur smartphone, les membres de ces communautés font tourner en boucle les stéréotypes qui renforcent leurs identités éclatées et leurs mémoires courtes sous le regard narquois des experts de l'intoxication, communicants stipendiés, spécialistes du marketing et agents d'influence géopolitiques...

Pire, à l'arrière-plan des intoxicateurs professionnels, n'est-ce pas l'architecture socio-technique illustrée par Facebook (avec ses satellites WhatsApp et Instagram) qui doit être elle-même qualifiée de radicalement toxique? Son revenu est en effet fondé sur la revente des données produites par les utilisateurs — ceux-ci produisant d'autant plus de données

qu'ils sont psychiquement dépendants de la plateforme. On sait combien, de ce point de vue, les adolescents sont particulièrement à risque.

Gérard Wormser pose parfaitement la question : comment, dans ces conditions, retrouver le sens d'un projet historique axé sur l'autonomie individuelle et collective? Notre auteur ne cache pas l'improbabilité d'un soulèvement révolutionnaire contre le capitalisme numérique, ni la difficulté pratique des différentes solutions réformistes aujourd'hui proposées., Même Jack Dorsey de Twitter ou Mark Zuckerberg de Facebook admettent ouvertement qu'ils n'envisageaient nullement, lorsqu'ils ont créé leurs services dans les années 2000, qu'ils allaient devenir les « arbitres de la démocratie » dans tant de pays. On ne leur demande de jouer ce rôle que depuis quelques années. C'est ainsi que Facebook, Twitter et YouTube (c'est-à-dire Google), non sans quelques résultats, ont augmenté le nombre de leurs « modérateurs », ont multiplié les efforts de vérification (fact-checking) contre les fausses nouvelles, ont cherché à utiliser leurs compétences en intelligence artificielle pour détecter ceux qui ne respectaient pas les règles et multiplié les options permettant aux utilisateurs de filtrer le contenu et d'éjecter les trolls. Mais le modèle d'affaires basé sur l'addiction demeure, et les acteurs du côté obscur apprennent rapidement à contourner les nouveaux obstacles dressés contre leurs menées.

Faut-il, comme le préconise McNamee (voir p. 178), attaquer Facebook et consort avec des lois anti-concentration, réviser les contrats sur lesquels sont basées les plateformes afin de rendre les individus propriétaires de leurs données et leur donner droit de regard (et de blocage) sur les algorithmes? Ce serait là livrer à la concurrence et condamner à mort des entreprises qui sont trop grosses pour échouer (too big to fail), dont les actions sont désormais intégrées

au portefeuille de tous les investisseurs institutionnels, fonds de pension en tête, et qui symbolisent la puissance américaine.

La démarche européenne, illustrée par la GDPR (General Data Protection Regulation) est moins extrême. Elle protège les données personnelles par défaut et garantit aux utilisateurs un droit d'accès, ainsi qu'un droit à l'oubli et à l'effacement. Or les plateformes s'adaptent habilement à cette nouvelle réglementation et Zuckerberg a déclaré qu'il en approuvait l'esprit. On notera d'ailleurs que non seulement les GAFAM, mais aussi la plupart des grandes compagnies et administrations publiques ont maintenant un « Chief Privacy Officer ».

Laissant de côté l'effort pour réformer les plateformes, faut-il imaginer une nouvelle génération de service public en ligne — forcément international — soutenu par des gouvernements ou des fondations ? Mais aucun gouvernement ne s'en fait l'apôtre et, comme le rappelle Alexandre Moatti (2015), les tentatives de bâtir un « Google européen » se sont terminées en déroute. Voir le livre de Alexandre Moatti. Faut-il, plutôt, comme le préconise Tim Berners Lee¹, construire une nouvelle génération de plateformes alternatives, financées par les micro-paiements sécurisés de leurs utilisateurs plutôt que par la publicité ? Je rêve pour ma part d'un modèle réflexif, basé sur une véritable appropriation des données par les utilisateurs, qui permettrait un choix entre des algorithmes transparents et qui renverrait au public (à toutes les échelles) l'image mouvante de son intelligente collective.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Quel serait l'avantage décisif qui convaincrerait des milliards d'utilisateurs de rejoindre de petits réseaux en démarrage alors que la taille et l'échelle globale de leurs réseaux sont un des principaux atouts des grandes plateformes contemporaines ? En effet,

le fameux « network effect » veut qu'un réseau ait d'autant plus de valeur qu'il contient de nœuds. D'ailleurs, au-delà de toutes les possibles solutions économiques, légales ou techniques, comme le dit Lawrence Lessig, cité par Gérard Wormser (p. 92) « Nous ne savons pas comment construire un espace dans lequel les gens pourraient discuter des mêmes questions politiques, à partir d'un cadre commun et d'une compréhension partagée des faits. » Dans les années qui viennent, la pensée philosophique, l'inventivité technique et l'action politique ont du pain sur la planche !

Notes

1 Corbyn (2018) consulté le 25 septembre 2018.

Références

Corbyn, Zoë. 2018. « Decentralisation : the next big step for the world wide web ». *The Observer*, septembre. En ligne.

Moatti, Alexandre. 2015. *Au pays de Numérix*. Hors collection.

Première partie

Cynisme et succès

Banco!... L'espace public à l'heure du numérique¹

Durant un bref séjour en Chine, j'ai résidé à l'Université Fudan de Shanghai, butinant quelques impressions du monde qui vient. La jeunesse chinoise euphorique qui s'adonne aux joies de la consommation dans un nouveau décor urbain, ce n'est pas rien² : optimiste sans réserves, stupéfaite de rencontrer notre scepticisme, justifiée par un siècle de labeur pour libérer la Chine de toute dépendance, certaine de l'avenir. Les universités chinoises sont autant d'écloseries patriotiques où se mélangent les étudiants en un formidable brassage : chacun d'eux, la plupart étant sans doute enfant unique, mêle à son projet personnel un statut familial. Leur curiosité et leur spontanéité, en rencontrant des professeurs étrangers, font toucher du doigt la démultiplication immense de talents dotés d'une forte capacité de mémoire et d'appropriation docile et progressive : il n'est pas sujet de recherche qui n'ait déjà ses groupes d'études. Un aspect difficile à saisir pour les

Européens, dans cette émergence collective, tient au fait que nous sommes marqués par un modèle individualiste qui conserve quelque chose du style aristocratique – une culture de la distinction, de la singularité et pour tout dire de la « personnalité ». Cette finesse se trouve frappée de caducité en raison de toutes sortes de filtres, qui réservent toujours plus l'espace public à des expressions ayant déjà synthétisé en elles un ensemble complexes de relations et d'expérience. Naïveté et découverte sont des valeurs démonétisées à l'aune des appareils de signification associés à des normes et à des pratiques collectives. Qu'en résulte-il pour ce que nous nommons « espace public », « scène politique », « débat d'idées »? Ces formes seront-elles encore pensables à l'avenir?

À cette question cruciale, la réponse sera pour partie culturelle – et en ce sens l'évolution chinoise sera déterminante – mais également numérique. Pour la première fois dans l'histoire, les évolutions mondiales seront gérées pour partie en mode participatif, ce qui introduit une variable nouvelle : les élites de la diplomatie et de la finance travaillent sous le regard de collectifs indépendants dont les travaux et les idées se déploient à travers de multiples réseaux d'échange qui créent une mutualisation synthétique. L'avenir des sociétés contemporaines dépend pour partie de leur capacité à coopérer.

Notre constat initial tient évidemment aux effets du nombre – c'est vrai en Chine plus qu'ailleurs. Cette donnée se combine en outre à la très grande diversification des activités dans toute société fondée sur la dissémination générale de compétences d'organisation et de communication.

Les villes contemporaines sont des ensembles extrêmement composites : leur dynamique tient à un ensemble de savoirs partagés (*common knowledge*). Ceux-ci permettent aux habi-

tants d'anticiper les réactions d'autrui et d'y adapter leur propres marges de jeu. Par-delà les savoirs formels et les compétences techniques, les compétences comportementales sont devenues centrales. Un tel monde se dépolitise graduellement. Il se reconfigure en fonction de réseaux de sociabilité locaux ou à distance. Mais ses orientations globales ne sont pas négociables : plutôt que d'affronter la société après les événements de la place Tien An-men, le parti communiste chinois a choisi d'encourager la croissance économique. Il a atteint l'essentiel de ses objectifs en une vingtaine d'années : les dissidents n'arriveront pas au pouvoir comme ont pu le faire Lech Wałęsa ou des Václav Havel, et la fierté retrouvée plaide pour le régime.

Accompagnant la tertiarisation de l'économie, ces comportements vérifient amplement un diagnostic esquissé voici plus d'un demi-siècle par Daniel Bell. Constatant la considérable réduction du temps de travail aux États-Unis, le sociologue signalait la montée des hobbies en tout genre et des activités qualifiées pratiquées hors temps de travail :

« Le bricolage, la photographie, les ateliers de menuiserie avec tous les outils électriques nécessaires, la poterie, la hifi, l'électronique, les radioamateurs. L'Amérique a vu la multiplication des "amateurs" en tout genre dans des proportions encore inconnues dans les temps anciens. Il n'y a rien à redire à ce phénomène en soi, il faut seulement insister sur son coût : l'absence de satisfaction dans le travail lui-même » (Bell 1997, 314).

Moins de dix ans après la prise de pouvoir par Mao Tse-toung, l'indépendance de l'Inde, en pleine période des conflits coloniaux de la guerre froide et des émeutes de Budapest, avant le premier Spoutnik ou l'essor international du tourisme et une génération avant le premier Macintosh, on pouvait donc se préparer, dans un cadre

sociologique « de gauche », à la fin du projet post-hégélien de libération par le travail et la reconnaissance. Dans un monde voué à l'automatisation des processus industriels, Bell voit que les pratiques personnelles s'appliquent au domaine des techniques de communication et d'échange autant qu'aux dimensions personnelles du cadre de vie. Associée à l'émergence des médias et de la pop culture³, cette nouvelle économie cognitive a substitué la scène médiatique à l'espace public et les interactions à la hiérarchie. Les échanges *peer-to-peer* accréditent l'idée que le monde est gouverné par les seuls intérêts privés – qu'il s'agisse de réseaux sociaux ou d'entreprises – au détriment des engagements d'ordre général. La fluidité toujours accrue des échanges est-elle devenue l'horizon indépassable de notre temps ? Ne resterait donc de la conscience historique qu'une nostalgie européenne tandis que l'espace public a fait place aux jouissances privées. Cette idée explorée par Tocqueville vers 1835 fut contemporaine de l'essor de la presse. Sa vérité est renforcée par le règne de la consommation culturelle.

Amateurisme

Tocqueville anticipait le développement d'un paisible anonymat et la promotion de plaisirs célébrant ses formes – ce que surent faire le cinéma ou la télévision. Pouvait-il imaginer que les industries culturelles deviendraient bientôt des éléments de souveraineté au cœur de la mondialisation, puis le moteur même des sociétés post-industrielles, jusque dans leur capacité éventuelle d'orienter le devenir commun ? Les « amateurs » de Bell sont devenus les millions de bloggeurs, de contributeurs aux sites participatifs, de membres des réseaux sociaux. Après avoir produit un *entertainment* souvent très convenu, l'industrie de la

communication est aujourd'hui au cœur d'une révolution : la moitié de l'humanité peut picorer les masses d'informations prélevées de serveurs en serveurs jusqu'à un écran de téléphone et d'ordinateur. Tocqueville y trouverait-il une parenté avec les clubs éclairés où il avait puisé ses certitudes sur la démocratie américaine ? De son temps, la bourse aux idées et l'intérêt communautaire se mêlaient pour faire progresser une nation. À présent, l'usage de ces données est strictement fonction du temps disponible et des réseaux humains auxquels nous appartenons, *modulo* nos capacités personnelles d'organisation et de compréhension. Chacun est renvoyé à ses apprentissages et aux initiations dont il a bénéficié. Malgré l'utopie d'un accès généralisé de tous aux meilleures connaissances et à une information validée, l'inégalité à la naissance ne redoublera-t-elle pas entre les humains ? Ce radical changement d'échelle restera-t-il binaire, creusant l'écart entre les experts et le tout-venant, ou bien déploiera-t-il de façon dialectique des réseaux de médiation aux dimensions indistinctement sociales, pédagogiques et politiques ?

À tout le moins, cette époque stochastique – plutôt que scolastique – nourrit un relativisme qui s'alimente au renforcement des convictions de chacun par ses sources d'analyse. Cette situation pourrait dévaluer la valeur « expérientielle » de la confrontation à la viscosité épaisse du réel. Les rapports humains directs, les apprentissages requérant une application durable (une technique ou un art, par exemple), ou encore la mise à l'épreuve dans une activité requérant des coordinations gestuelles et des efforts spécifiques (ainsi d'activités sportives) resteront sans doute extérieurs à cet univers de données, de même que les opérations qui exigent une réflexivité renforcée (celles qu'occasionnent des voyages, des lectures, une introspection quelque peu poussée). L'unification potentielle

des vécus personnels, cette utopie métaphysique devient matériellement contradictoire. On pensera peut-être que l'équilibre entre ces différentes dimensions, délicat par lui-même, sera plus aisément accessible à la petite proportion de l'humanité à laquelle une éducation critique aura été offerte. Mais les conditions d'une telle éducation sont-elles incluses dans les protocoles de développement des réseaux numériques⁴ ?

Le mythe contemporain d'une levée des barrières d'accès aux ressources immatérielles accumulées par l'humanité, concrétise, au-delà de ses espoirs, l'idée d'un « musée imaginaire » chère à André Malraux. Cependant, même en négligeant les barrières de langues et de styles culturels, l'unification du monde par l'information émette toute personnalisation. Elle favorise la circulation en boucle, la reprise de stéréotypes et d'analyses partielles. Renvoyant la plupart des phénomènes à un spectacle, à une mise en scène, elle rend difficile la fixation minimale d'une opinion argumentée qui donnerait prise à une critique. En dépit de l'accessibilité apparente, elle laisse, comme depuis toujours, la très grande majorité des humains sans recours face aux décisions prises dans les lieux de pouvoir dont ils dépendent. En conséquence de quoi, la responsabilité des organismes indépendants qui déploient une activité civique au milieu de ces torrents informationnels est immense. Leur vigilance est un fragile contre-pouvoir face aux communicants institutionnels, habiles à noyer les intérêts les plus spécifiques dans une rhétorique que démultiplient de multiples canaux. L'aventure du siècle est bien celle de savoir si des agencements nouveaux assoupliront les formes de pouvoir, ou bien si, comme au siècle précédent, seules des crises extrêmes (guerres, révolutions, massacres) pourront modifier les règles d'attribution des pouvoirs, le recrutement de leurs agents,

et (parfois) l'orientation de leur action. Pour l'heure, la constitution d'empires financiers et commerciaux capables de négocier directement avec les États nous a ramenés, sous d'autres formes, au temps des Morgan et autres Rockefeller, conseillers des gouvernements et disposant de leur sort⁵.

Les entreprises qui symbolisent ce pouvoir sont celles qui sont parvenues, en quelques décennies, à créer des « chaînes de valeur » autour de moteurs de recherche, de fichiers de clients, de publicité virale ou contextuelle, de jeux ou de paris en ligne, de mises à jour de logiciels ou de matériels... Ce pouvoir tutélaire, dont Tocqueville avait conçu l'idée, se sera moins structuré en raison du désintérêt de l'opinion pour les affaires publiques, comme il l'imaginait, qu'en raison de la puissance des circuits de l'information à redistribuer les actions de millions d'anonymes au sein des sphères marchandes qui les environnent : « *think global, act local* », ce slogan des années 1970 fut méthodiquement mis en œuvre au point d'absorber toute contestation dans une médiatisation spécifique. Tel était le thème du livre célèbre de Neil Postman, *S'amuser à en mourir* (N. Postman et Postman 2005 ; Keen 2010), dans lequel il fit de l'indifférence au réel la conséquence de la généralisation des médias. En France, Dominique Wolton repartit de là pour critiquer le Web qui particularise toute information au lieu d'en structurer l'expression publique. Mais face au déferlement connectif ces réserves semblent vouées aux archives. Il reste à nous demander, avec Postman lui-même, comment renouer, par-delà les expressions utilitaristes de la maximisation des plaisirs et de la minoration des peines, les fils d'une tradition des Lumières faisant des individus le siège d'une réelle autodétermination. En effet, malgré les différences d'échelle, comment faire l'impasse sur l'engagement personnel pour assumer un destin ouvert

en lieu et place d'un déterminisme ou d'une résignation fataliste?

À défaut d'une telle possibilité, le devenir-commun serait celui d'une vie sous influence. Nous en trouverions une image chez l'un des inventeurs de l'enregistrement sonore. Poète et inventeur passablement oublié, Charles Cros (1842-1888) n'a-t-il pas simultanément conçu, en même temps que des procédés techniques d'enregistrement du son et de l'image, le devenir d'insignifiance des médias comme destin collectif? A-t-il anticipé les thèses de Jean Baudrillard? Son bref monologue *L'Obsession* montre qu'il percevait le devenir-stéréotype des cultures contemporaines. Le personnage, après avoir tenté en vain et par tous les moyens de se libérer d'un air d'opérette, dont rien ne peut le distraire, se jette dans la Seine. Sauvé de la noyade, il rapporte : « J'ai eu quelque chose qui me remontait; j'ai rendu l'eau, mais j'ai gardé l'air! lère, lère, lère, lère » (Cros et Corbière 1970, 303). Le scénario, burlesque et minimaliste, est caractéristique de la modernité.

Une histoire critique des médias devrait poser ses jalons dès le temps où Honoré Daumier (1808-1879) donna à voir crûment les népotismes qui font la vie publique. Avec ses caricatures de parlementaires, la scène démocratique use impitoyablement de la répétition, qui est un archétype de la pédagogie. La protestation du public s'appuie sur des pratiques d'« amateurs », face à des institutions portées à leur dénier l'accès à l'expression. Charles Cros rédigeait ses monologues alors que la Troisième République établissait la liberté d'expression. Pilier initial de la création des Jeux Olympiques, l'amateurisme est un thème qui pourrait s'élargir à une grande partie des activités littéraires et intellectuelles, voire scientifiques, de l'époque. Un siècle plus tard, cette question retrouve toute son actualité avec

la possibilité donnée à tout un chacun de faire circuler son opinion et une diversité de documents par Internet et les réseaux sociaux. Nouveau règne des amateurs (Flichy 2010)?

L'intérêt supérieur de la nation ne saurait se déléguer à une corporation, disait-on avec Clemenceau. Ce retour de la démocratie dans la communication au travers de groupes qui s'appuient sur des réseaux ouverts ne laisse personne indifférent. Les promoteurs de la désintermédiation financière condamnent la désintermédiation informationnelle. Ils la taxent de désinformation : seule la presse accréditée ou embarquée (« *embedded* ») devrait pouvoir s'adresser au grand public. Est-on allé trop loin dans le déballage, ou bien certains pouvoirs redoutent-ils d'apparaître publiquement ?

Pour réduire la dimension alternative, les « grands corps » se sont jusqu'ici entourés de communicants en mesure de diffuser des messages donnant au public des satisfactions de façade. Comment rivaliser avec les logiques internes des professionnels organisés ?

« Quand le bâtiment va, tout va... »

Est-ce à dire que l'*establishment* préférerait compter sur la fiabilité fondée sur la connivence bien établie entre les journalistes et les pouvoirs ? De toute manière, dans l'information de masse, les barrières à l'entrée restent considérables. Pour capter l'audience, les sommes mises en jeu dans la cession des droits de retransmission du sport professionnel engagent des moyens tels qu'ils éloignent automatiquement les grands médias d'une réelle préoccupation pour l'espace public et politique, au bénéfice de la publicité commerciale. L'information générale, comme on nomme aussi l'espace public des citoyens, n'est maintenue que par des journaux comparativement pauvres, menacés de fermeture faute de

disposer d'un modèle économique encore efficace. Portée au scoop autant par nécessité économique que par choix rédactionnel, la presse peine à conquérir et conserver un public déjà désabusé par l'indifférence des pouvoirs publics à l'opinion. D'ailleurs, la sanction électorale est-elle seulement une menace pour des professionnels de la politique ? La grande majorité se répartit les postes et mène sa carrière en toute sécurité. Seuls les ténors de la vie publique sont réellement soumis à la concurrence pour de rares fonctions exécutives et de représentation qu'ils ambitionnent d'occuper. Le discours qui en résulte est aisé à synthétiser. Il se résume à quelques propositions du genre : « tout changer pour que rien ne change », « mettre un terme à des pratiques qui n'ont que trop duré », « ne jamais tolérer le retour de certaines pratiques ». Intrinsèquement conservateur, l'espace public s'est converti en une scène strictement répétitive.

N'y a-t-il pas un air de famille entre le Paris des frères Pereire sous le Second Empire et le Shanghai actuel ? Certes, tandis que les premiers investissaient les capitaux issus de leurs gains antérieurs et subirent la faillite au même titre que leurs co-investisseurs, les fonds actuels disposent des avoirs de millions de salariés anonymes et garantissent de forts bonus à leurs employés. Engagé aux États-Unis dès les années 1980, avec la croissance des encours boursiers et les programmes informatiques d'allocations d'actifs (qui connurent une alerte aussi violente que brève en 1987), ce processus a permis aux salariés américains de saisir, grâce aux fonds de pension, nombre des opportunités de placements qui allaient s'ouvrir à cette époque. L'Amérique latine est-elle engluée dans une longue crise de solvabilité des États, il suffira d'ouvrir le front des investissements en Europe centrale après la chute du communisme ! Le Japon connaît-il la déflation et le vieillissement de sa structure

économique, les émergents prendront le relais, Chine et Russie en tête !... Dans la foulée des financiers et des avocats instillant le capitalisme et les privatisations aux quatre vents, des milliers de diplômés avides et carriéristes embrassèrent alors les métiers de la finance, ceux de la com', de la pub' et de la télé. Les années 1990 ont vu s'esquisser les premières figures européennes de modèles spéculatifs. Celles-ci avaient leur pendant avec les *business plans* des « dot com » américaines, bientôt relayés par la croissance immobilière et les profits des *joint-ventures* avec la Chine. Malgré le 11 septembre, le capitalisme des années 2000 restait sans adversaire à sa mesure. Ainsi pour éviter de couper les ponts avec le Pakistan et l'Arabie pourrait-on bientôt supposer que l'Irak possède la troisième force armée du monde, et mettre l'entreprise Halliburton en situation de coiffer les programmes militaires et « humanitaires » de l'armée d'occupation...

Si elles ont nourri une classe affaire mondiale, les reculs démocratiques auxquels ces pratiques ont abouti sont bien visibles. La Chine monnaye le contrôle qui lui est abandonné sur ses masses en rémunérant créanciers et clients. Les politiciens sont plus discrédités que jamais depuis que George W. Bush ou Tony Blair ont tout mis sur la désintermédiation financière et son ingénierie de court terme étendue aux actions militaires. Dans les classes dirigeantes, la rupture d'équilibre est consommée au profit de la spéculation assistée par ordinateur. Le « partage de la valeur » ainsi établi, journalistes, politiques et intellectuels devaient s'incliner devant les lobbies. Le *sponsoring* valable pour le sport et les actions humanitaires est devenu le mode naturel de financement de la vie culturelle et, malgré la FAO ou l'ONU qui indiquent les voies d'une agriculture paysanne ou les objectifs du millénaire, ce sont l'OCDE, l'OTAN, le FMI et l'OMC qui disent la gouvernance

applicable par le G20. Les pleins pouvoirs sont délégués aux banquiers centraux, qui ont à présent la gestion des affaires. Il est vrai que l'intérêt général semble être de soutenir des entreprises et des institutions auxquelles nous avons confié nos biens, le soin de financer les systèmes sociaux, l'éducation et la culture. Le coût potentiel d'une crise systémique serait si élevé que toute contestation frontale en devient impensable : sachons que nous sommes dans le meilleur des mondes.

« Ne vieillissez pas trop vite »

Dans les pays du Nord, une génération perdue, à laquelle la parole est retirée, se profile. Illustrons notre propos. Tout effort pour rationaliser écologiquement le « mixte énergétique » au nom des équilibres climatiques revient à renforcer les conglomérats du nucléaire et du pétrole, et à faire fabriquer en Chine les cellules photovoltaïques qui capteront l'énergie solaire. Comment réagiront les alternatifs européens quand la Chine aura le leadership des énergies nouvelles, avec les batteries et les capteurs ? Subventionnerons-nous ces équipements au profit de nouvelles délocalisations ? Une meilleure présentation des arbitrages futurs s'impose. Mais de quels organismes peut venir une vision de prospective civique qui s'imposerait au cœur des institutions dominantes ? Nous risquons d'attendre que les circonstances donnent mandat aux groupes d'intérêts les plus puissants pour justifier de décisions industrielles sous contrainte. Que le meilleur gagne ! D'ailleurs, les choix politiques dépendent pour l'essentiel d'industriels qui surfent sur le succès de leurs actions passées. Total installe des panneaux solaires aux Émirats, le Koweït entre au capital du nucléaire français. Après avoir incarné la rente industrielle la plus mirifique

de tous les temps, Bill et Melinda Gates sont devenus des philanthropes hors pair. Leur fondation incarne mieux que tout une symbolique grandiose : jadis, les rois de France guérissaient des écrouelles. De nos jours, les États sont supplantés par des milliardaires qui, prenant à bras le corps les malheurs des pauvres, donnent des leçons aux gouvernements⁶. Leur vocation n'a pas pour contrepartie la nécessité d'assurer la permanence de services publics universels vers une population un peu nombreuse, ni de tenir compte de réalités diplomatiques. Leurs bienfaits sont évalués selon des critères de gouvernance managériale et « en bon père de famille » : les Gates constatent l'effet positif des politiques de santé publique pour réduire la natalité, ce qui renforce les chances des pauvres.

Avez-vous remarqué cette publicité pour Virgin, « Ne vieillissez pas trop vite » (« Vitrines & Tendances » VIRGIN : Ne vieillissez pas trop vite? » 2010)? Ne dit-elle pas la vérité d'une époque? Un personnage au corps décati (comme on n'en affiche guère) se présente dans les vêtements de ses vingt ans. Malaise. Qui peut bien s'identifier à lui? La musique de sa jeunesse est-elle toujours d'actualité? De fait, un incessant matraquage médiatique nous ressert les gloires d'antan, désituées, qui servent une rente aux producteurs. Janis Joplin ou Jimi Hendrix sont aussi muséifiés que les objets exposés au Quai Branly – mais ils rapportent gros. Ces rythmes, comme les masques du Congo, évoquent les ancêtres. Peuvent-ils perpétuer la jeunesse de leurs premiers fans? Mais Virgin n'est pas Nostalgie : le message serait plutôt une invitation à rejoindre le présent. Le présupposé est autre : nions les différences entre générations, restons jeunes. Si la World Music transcendait imaginairement l'inégalité entre les hommes pour les fans de Bob Marley, la circulation culturelle présente abolira le temps : Charles Trenet et Lady

Gaga, même combat ! C'est sûr, le rap et le slam succèdent à Montehus et Bruant. Changer d'air fait-il changer d'ère ? N'ironisons pas sur un fait générationnel inévitable : l'équipement mental de nos trente ans a toute chance de rester la référence sous-jacente de nos réflexes ultérieurs. Le citoyen lambda est donc en situation d'infériorité structurelle face aux innovations venues des entreprises innovantes. Sauf à consentir le temps indispensable à d'incessantes mises à jour, nombre de nos attitudes demeurent fixées à un moment passé de nos vécus et de nos groupes d'appartenance. Ceci est certes vrai également dans la vie économique. Le banquier et diplomate Felix Rohatyn publiait en 2006 une réflexion intitulée « menaces sur le capitalisme américain » (Rohatyn 2006). Il pointait le risque pour les USA de voir les fonds souverains étrangers, particulièrement chinois, prendre le contrôle de nombreuses sociétés américaines en convertissant en actions leurs bons du trésor. Il en déduisait la nécessité de prendre en compte des facteurs culturels et de souveraineté dans la stratégie des grandes entreprises. À rebours de tout ce qui s'est pratiqué à Harvard depuis deux générations, il citait le patron d'IBM exposant que la « responsabilité sociale » des entreprises fait partie des indicateurs phares au même titre que la transparence comptable et les bénéfices financiers. Si la pratique des grands patrons prenait en compte ces intérêts supérieurs, « on devrait donc, concluait Rohatyn, leur accorder une plus grande autorité et leur offrir un horizon à plus long terme que les intérêts immédiats des actionnaires spéculateurs actuels ». Douze ans plus tard, si sa prédiction semble se réaliser pour ce qui est de la Chine, qui s'est introduite en préteur souverain auprès de la Grèce, la situation des entreprises occidentales n'a pas suivi le cours qu'il espérait. Les « *cost killers* » ont pris l'ascendant sur les stratèges après la récession de 2008.

Pouvait-il en aller autrement, à force de célébrer le culte des rapports financiers trimestriels, de pratiquer l'endogamie entre les intérêts étatiques et ceux de la finance, et par-dessus tout, de conditionner les réflexes des jeunes les plus ambitieux en fonction des attentes de dirigeants formés dans un contexte tout différent ?

La lenteur des leaders d'opinion du système institutionnel à rejoindre leur époque tient pour partie au conditionnement du débat public, sa communication interne et la vulgate des commentateurs autorisés. Destinés à rassurer l'opinion et à cantonner les controverses, les médias susurrent à des esprits jeunes un monde mental dépassé : ils dessinent de fausses fenêtres pour nos *sociétés-Potemkine*. Nous enfermons l'avenir dans nos visions du passé. Qu'est-ce qui empêchait Felix Rohatyn de penser que les CEO (les PDG) relevaient davantage du problème que de la solution, ou d'opposer fermement les risques financiers aux fondements de l'industrie, sinon des habitus culturels contractés durant une carrière pleine d'honneurs, mais finalement étrangers aux évolutions en cours ? Sa vision macroéconomique était découplée du fonctionnement interne des entreprises et de leurs dirigeants. Ou bien son tropisme francophile le faisait-il rêver à de « grand commis de l'État » ? En existe-t-il encore chez nous ? Gageons que sur ce plan aussi, contraints de penser pour un milliard d'hommes, les dirigeants chinois sont également au-dessus du lot⁷. Prenons une image : une ville européenne ne reconstruit qu'environ 1% de son bâti chaque année. Si nous évoluons à ce rythme – celui en quelque sorte de notre croissance économique résiduelle – en de nombreux domaines, craignons les adaptations mal pensées des cinquante prochaines années face à des sociétés évoluant cinq ou six fois plus vite, qui édifient de nouvelles métropoles sans éprouver la nostalgie d'un âge d'or.

Jia Tong

La donne actuelle modifie en profondeur notre idée du monde, elle nous oblige à reformuler notre conception de la réalité. Les cultures contemporaines ont intériorisé la dimension herméneutique, celle qui associe un style ou un récit à toute réalité, sans transformer toutefois fondamentalement l'idée de la prévalence d'une réalité objective sur nos interprétations. Celles-ci seraient des représentations « de quelque chose ». Cette conception traditionnelle est particulièrement engagée lorsqu'il s'agit de l'identité humaine. Nous sommes enclins à supposer l'extériorité radicale de réalités synthétiques comme celles qui constituent les langues et les cultures, les sentiments et les émotions, les croyances et les motifs d'action : nous leur prêtons une « raison d'être », une « transcendance », une stabilité ou une consistance propre, ce qui nous permet d'y réfléchir, de les isoler ou de les contextualiser. Ces opérations et manipulations abstraites forgent une opposition entre le « réel » et les hypothèses que nous formulons pour l'interroger et le styliser de diverses manières.

Par contraste, la cohérence du monde nous est figurée aujourd'hui bien davantage par les redondances et confirmations que nous livrent nos écrans qu'à travers les ajustements provisoires et partiels que les « réalités » nous proposaient jusqu'ici. La masse des contributions autour d'un récit ou d'une image n'est-elle pas une suffisante attestation de leur portée? Même reçues comme fausses, certaines opinions ne signifient-elles pas une certaine modalité de conscience collective, une possibilité incarnée? Les sondages et l'audimat en donnaient déjà des instantanés, mais la nouveauté consiste à vaporiser tous les critères de recevabilité : toute opinion, sur tout sujet, peut être attestée par les forums et les réseaux sociaux qui

l'ont accueillie, indépendamment de toute restriction liée à la « représentativité » ou à la « plausibilité » de sa portée effective. Bien plutôt, comme une ancienne tradition critique de la sophistique le faisait valoir dès l'Antiquité, le crédit donné à une quelconque opinion est mesure de sa capacité à entrer dans la discussion. À rebours, un fait qui ne suscite pas le commentaire cesse à peu près d'exister.

Cette évolution est visible sur simple recensement des pratiques numériques dominantes, qui consistent essentiellement en de confirmations réitérées. Au téléphone, on se dit qu'on peut se parler et on actualise les paramètres de sa géolocalisation ; sur écran, on vérifie la présence en ligne de ses pairs, on traque les scoops venus de ses amis, ou ceux dont on souhaite les informer. Ainsi, ce qui fait sens de réalité devient un mixte mêlant des représentations générales (sur les cultures, les comportements, les interprétations...) et les faits singuliers (événement politique ou résultat sportif, petit fait « people » ou fait divers catastrophique...). Ces topoï ont d'autant plus de réalité qu'ils sont le fonds même de la communication médiatique. Mais, *a contrario*, la pertinence d'une affection particulière devient problématique : il est exclu par la netiquette de commenter ses états intérieurs, ses doutes, ses tracasseries, ou de s'abandonner à exprimer qu'on ne pense pas grand chose de tel ou tel sujet. Le formatage des échanges actualise une présence au monde fondée sur des habitus incorporés. Le message principal consiste en une confirmation perpétuelle de notre aptitude à « contribuer » à nos réseaux de référence : le règne contemporain de l'information est associé à une saturation absolue des échanges. Cela mériterait d'amples développements. Contentons-nous de noter que la mission des services de communication et de marketing les plus divers est, aujourd'hui, de ne jamais se faire oublier.

Nous sommes quotidiennement assaillis par d'innombrables messages dont la signification est de nous rappeler l'existence de leurs émetteurs. Promotion commerciale, commentaire politique, controverse médiatique, résultats sportifs, oscars et distinctions, célébrations et commémorations, condamnations et communiqués de presse n'ont guère d'autre finalité – à proportion de ce que leur capacité à infléchir les évolutions du monde demeure limitée. Notre rapport au monde est conditionné en permanence par une médiatisation qui puise à des sources formatées et instrumentales. Nous sommes ainsi dissuadés par avance – je ne dis nullement qu'il y ait là une intention formelle – d'interroger les justifications de ces messages à structurer nos représentations. Nous demander si ces brassages ont une valeur quelconque relève en effet, dans ce contexte, d'une attitude curieuse : ne sont-ils pas le monde lui-même ?

Ainsi, sans être nécessairement suspecte, toute mise en question de l'évidence de cette « couche communicationnelle » court-circuite un ensemble de représentations convenues. La présupposition principale est la suivante : nos pensées se donnent en spectacle sur écran. Si une contradiction est perceptible, probablement le monde est-il en faute, sa défaillance brouillant provisoirement la quiétude des écrans. Le GPS pourrait nous faire prendre une route à contresens sans que nous réagissions. Le Premier ministre français déclare, après une chute de neige hivernale sur Paris, que la paralysie générale des réseaux routiers tient aux insuffisances de la diffusion des informations météorologiques.

Nous sommes entrés dans une société où, pour savoir s'il pleut, on n'ouvre plus la fenêtre : on regarde la vidéo en webcam qui provient d'une station voisine. Notre réel est devenu ce qui était nommé voici peu de temps

encore « virtuel ». L'extériorité est juste ce qui contrevient parfois aux confirmations que nous donnent nos systèmes d'informations. Le style de nos pensées est alors en passe de se figer : le croyable et l'incroyable relèvent de critères de « citabilité » plus que d'« épreuves de réalité ».

Ceci se lie directement à l'impossible résignation à quitter l'ère de la jeunesse. Chacun de nous cherche la touche « REPLAY » pour fantasmer un monde disparu, que nous pourrions réactualiser à loisir. En cinquante ans, l'Europe est passée d'une poussée démographique, démocratique-médiatique et économique remarquable à l'invention d'un imaginaire « rétroprospectif ». L'avenir devient un objet freudien « désiré-rejeté ». Cette injonction contradictoire libère la possibilité de fuir le réel pour y substituer une « nostalgie anticipée » de ce qui n'aura jamais lieu. Les débats imposés de l'agenda médiatique sont l'écume qui n'effleure pas les évolutions de fond, les vagues de long terme et les seuils invisibles.

Mais le nouveau n'attend pas : l'Université Jia Tong de Shanghai crée « un institut Montagnier » qui accueillera les recherches du Nobel français (le Pr Luc Montagnier). Dira-t-on que c'est un succès de nos universités? Cela ressemble plus à une captation d'héritage, auquel ne seront pas insensibles de jeunes chercheurs occidentaux en quête de post-docs.

C'est d'ailleurs tout l'intérêt des grandes sociétés pharmaceutiques internationales que de financer des séjours longs en Chine pour leurs futurs cadres, et de repérer des talents asiatiques dont la formation ne leur aura rien coûté, d'autant que la Chine saura les employer. Ce modèle d'internationalisation s'approfondira par conséquent, au prix d'une hiérarchisation entre structures universitaires de rang international par opposition aux instituts régionaux. Ceci n'ira pas sans retombées sur le statut de ceux qui y

officient, dont les perspectives sont « finalisées », comme dit l'euphémisme qui indique le pilotage de la recherche par l'économie.

Les entreprises règnent sans partage : ne pas les penser est une faute que commettent nombre de chercheurs. François Roussely, ancien président d'EDF, et Christophe de Margerie, ancien président de Total, disaient chacun pour leur compte, lors d'un forum de *Libération*, leur fierté de voir les ingénieurs des grandes entreprises apporter à la France son indépendance énergétique, le financement des politiques publiques et un appui décisif à sa souveraineté. Leur décontraction pédagogique lors de débats contradictoires avec des militants écologistes en dit long sur la puissance qu'ils incarnent. Hommes d'expérience et familiers des cercles politiques, rompus aux anticipations stratégiques, comptables des forces engagées dans le grand jeu de la mondialisation et auréolés de l'atout que représente une *success story* incontestable, ils sont la France autant et plus que les diplomates et les ministres. Leur présence à un forum public est un geste de communicants qui ne négligent pas les profondeurs de l'opinion publique : ces dirigeants savent jouer avec le quatrième pouvoir autant qu'ils savent animer les *road shows* de leur direction financière auprès des investisseurs internationaux. La mondialisation serait donc faite de cette capacité de faire correspondre le réel avec les anticipations que l'on peut faire partager au public. Cette prétention est d'ailleurs l'affirmation même du contrôle que l'humanité se voit assumer sur le monde, à coup de solutions technologiques, de baisse des taux d'intérêts, de sommets de chefs d'État et de *credit default swaps*... « *Everything is under control* » reste plus que jamais le slogan contemporain, et nous sommes invités à négliger l'inconséquence des institutions publiques.

La pire, c'est par exemple lorsque plusieurs milliers de décès brutaux ont été provoqués par la contamination massive de tout le cours de la rivière Artibonite et de son delta à Haïti, avec « le déversement en une fois d'une quantité phénoménale d'excréments contaminés » (2010) par le virus du choléra provenant des établissements de la force des Nations-Unies en Haïti⁸. L'absence de gestion des latrines par des militaires sous mandat international poursuit donc à notre époque l'œuvre mortifère des épidémies qui ont dévasté les Caraïbes et l'Amérique indienne depuis l'arrivée des Européens ! Tragique retour au réel... et quel symbole du malheur de ces populations, dont la présence sur l'île d'Hispaniola s'explique précisément par la destruction des Taïnos et autre Karibs qui la peuplaient voici cinq cents ans. Le rapport établit que nombre des victimes sont mortes en quelques heures sans pouvoir rejoindre l'hôpital qui les aurait soignées (2010). Un tel accident pouvait être aisément évité au moyen d'un suivi régulier et d'un contrôle des routines d'une caserne⁹. La responsabilité humaine a pris définitivement le pas sur toute autre raison d'être des phénomènes collectifs.

WikiLeaks

Notre monde de communication ouverte est donc régi par un rythme où les moments de crise mettent à nu les divergences entre les discours publics et les manques que nous pouvons constater. C'est à ce titre que les polémiques suivant la diffusion des mémos diplomatiques américains par WikiLeaks concernent de près notre espace public. Ne s'agit-il pas d'une sorte de tempête dans un verre d'eau ? Chacun peut imaginer que les diplomates commentent ce que leur suggère l'opinion publique des pays où ils travaillent. Pour une part, en effet, les

télégrammes diplomatiques portent sur des sentiments et des événements dont le public a connaissance et les analyses confirment, comme le remarque Timothy Garton Ash (2010), la qualité de services américains dont les rapports ne sont ni cyniques, ni délirants. De plus, signale Bernard Guetta (2010), la communication en temps réel de toute information, à supposer qu'elle soit l'utopie de WikiLeaks, interdirait nombre de mouvements diplomatiques pour lesquels le secret des négociations est indispensable. Les compromis tacites sont le cœur de nombre d'équilibres mondiaux et leur décryptage comme leur plasticité facilite des évolutions dont une explicitation immédiate stériliserait le cours. Sans plaider la diplomatie secrète, constatons juste que l'approche de WikiLeaks s'accorde de près à ce transfert de réalité au profit de l'écran dont nous parlons. Si chaque acte se produisant dans la réalité doit avoir son analogue sur nos écrans, le *scan* tient donc lieu d'attestation de réalité. Le journalisme doit-il cesser d'utiliser le « off », rapportant indirectement certains propos, suggérant entre les lignes, codant une information sensible qui circule sans engager ceux qui la délivrent ? Les éditoriaux de presse doivent-ils céder devant l'évidence issue de la documentation ou son absence ? La matérialité des documents, si importante en effet, ne supprime ni les interprétations ni les faits non rapportés.

Invoquée par Julian Assange, la critique du cynisme repose ainsi sur une double assertion (Greenberg 2010 ; Stengel 2010). Les journalistes ne feraient pas un travail d'investigation suffisant pour que le public décode les sous-entendus associés aux déclarations diplomatiques. Mieux informé par des sites tels que WikiLeaks, le public interviendrait davantage pour contrôler les gouvernements. L'expérience fait cependant répondre par la négative à ces deux thèses.

L'information ne manque pas sur les menées des gouvernements, et cela ne suffit pas à soustraire les pratiques populaires aux effets lénifiants ou vindicatifs des médias de masse.

De même que les massacres de 1994 au Rwanda étaient une éventualité menaçante dont la presse rendait compte avant l'attentat contre l'avion de Habyarimana, les Accords de Munich en 1938 étaient transparents. Des gouvernements sans illusion sur la suite des événements européens ont donné à Hitler un blanc-seing pour absorber la Tchécoslovaquie, après six mois de chantage de la part des nazis, s'appuyant sur les revendications des Allemands des Sudètes qu'ils encourageaient. Si WikiLeaks avait existé à l'époque, il serait apparu que la raison principale, mais cachée, de ces accords, tenait à l'espoir de reporter la guerre à l'Est, compte-tenu peut-être des propres déclarations de Hitler concernant les Slaves et certainement en raison de la confiance qui lui était accordée une fois de plus. Les diplomates soviétiques – qui, tout comme les américains, ont été tenus à l'écart de ces tractations – mesuraient assez ce qui s'était passé pour signer le pacte Molotov-Ribbentrop. Celui-ci permettait à Hitler d'espérer une reddition britannique avant d'avoir à en découdre avec Staline, à qui cet accord permettait de combler les trous laissés dans l'Armée rouge par les procès de 1936... et de renvoyer la guerre à l'Ouest. Le cynisme des gouvernants n'est pas une nouveauté. Nombre de journalistes et d'observateurs en avaient tiré à l'époque les conséquences qui s'imposaient : observer la France du Front populaire et les résolutions de la SDN enseignait ce que serait les suites de la Guerre d'Espagne. Il n'en fallait pas plus à Nizan, Malraux, Aron. Le premier, avant d'être tué lors de l'offensive allemande du printemps 1940, eut le courage d'écrire une

Chronique de Septembre qui démasquait le processus qui s'était déroulé de manière quasiment publique, compte-tenu des déclarations nombreuses parues dans les journaux du moment. Au moment du pacte germano-soviétique de 1939, qui ouvrait la voie au partage de la Pologne, Paul Nizan démissionnerait du Parti communiste français dont il était l'un des journalistes les plus en vue. Les justifications « diplomatiques » n'auraient pas cours, chacun en savait assez pour décider. C'est donc que la réalité des faits politiques n'est pas intrinsèquement dépendante de la publication immédiate de toutes les sources et des termes de négociation. Voilà pour le premier volet.

Quant au second, celui des capacités de réaction du public, le même événement permet d'en juger : tout comme en 1914 malgré les socialistes européens, les opinions publiques furent inopérantes en 1939 et 1940 dans une Europe chauffée à blanc par les propagandes antagonistes, où les modérés étaient battus d'avance sauf à devoir s'en remettre à quelques combattants d'élite. Ce fut le cas de la Grande-Bretagne auprès de ses aviateurs durant l'été 1940. Il importe ici de comprendre que l'engagement et la motivation de groupes numériquement restreints produit parfois des effets notablement plus durables que la conscience diffuse d'une opinion commune mais trop passive.

Nous tiendrions le même raisonnement pour la période actuelle. Les pires nouvelles peuvent être diffusées sans que le public s'en émeuve : l'insurrection des moines birman a-t-elle été suivie de rétorsions supplémentaires envers la dictature? Les gouvernements d'Algérie ou de Côte d'Ivoire ont-ils été inquiétés en raison de leurs procédés antidémocratiques? La société civile américaine a-t-elle soutenu un changement radical après l'élection de Barack Obama? Ce dernier n'a d'ailleurs même pas vraiment

cherché à redresser les mensonges de la précédente administration et de s'en désolidariser : il est donc admis que la désinformation paie. Il n'est malheureusement que de voir la chute des ventes de presse et l'affaiblissement de la conscience politique qui a suivi la fin du mouvement ouvrier ou de contestation de la jeunesse des pays développés durant les années 1960 et 1970 pour en juger. La fin de la rhétorique ouvrière a facilité le retour de l'Est européen à la démocratie. Mais celle-ci s'est accompagnée de la victoire mondiale des monopoles commerciaux post-coloniaux. À la transition politique a succédé le vent des affaires. À coup de partenariats commerciaux, l'Occident a quitté la politique de « containment » en Afrique et en Amérique latine pour des partenariats avec la Chine et l'Arabie saoudite. Cela était dit clairement. Les conséquences en étaient prévisibles. Et nul n'a pu modifier le cours des choses – pas même Oussama ben Laden. Pour répondre aux menées d'Al Qaida, il n'a même pas été possible aux Américains d'obtenir des concessions de la part d'Israël. Mieux : à la suite des crises financières des trois dernières années, la scène publique européenne a vu se renforcer l'emprise des financiers, se réduire la marge des gouvernements. L'Europe politique est en panne et des gouvernements plus nationalistes se sont formés presque partout. L'incidence d'Internet sur la politique et les gouvernements semble donc comparable à celle des socialistes européens pour éviter le conflit en juillet 1914 : des groupes militants et activistes minoritaires, incapables d'entraîner les nations. Des buts à court-terme, consensuels au sein des sociétés organisées autour d'eux sont-ils les seuls qui puissent être atteints à travers des campagnes électroniques, d'essence pétitionnaire et parfois populiste ? Critiquons donc le gouvernement... Si les choses finissent

par changer, c'est au rythme accepté par les multinationales qui parviennent à en tirer profit.

La transparence promue par l'Internet présente ainsi un inconvénient de taille : à faire dépendre une cause de l'engagement du public, elle court le risque de focaliser sélectivement ses attentes et de manquer du suivi indispensable aux transformations en profondeur. Croit-on que des révélations sur la gouvernance des banques américaines vont réformer les places financières ? Le constat d'une faillite des instances déontologiques est assez aisé à établir, mais la désintermédiation poussée jusque dans le champ de l'opinion publique participe au mieux du nivellement des informations qui aveugle le grand public sur la hiérarchie des événements. Un scandale de dopage, à cette aune, est aussi sensible que les circuits occultes de financement des partis politiques ou que ceux des commissions liées aux contrats de matières premières. Au pire, ce constat contribue à la dépolitisation générale ; il transforme la scène publique en une arène au sein de laquelle s'affrontent des experts de l'intoxication relevant d'obédiences diverses. Si codage et décodage deviennent le propre du discours politique, cela réserve de fait son usage à une élite plutôt restreinte. Les conflits de normes et de légitimité laissent donc une certaine marge d'action à de petits groupes organisés.

C'est d'ailleurs sur ce versant que Julian Assange est le plus percutant. Posant que la diplomatie a toujours pratiqué le cynisme (« les nations n'ont pas d'amis, elles n'ont que des intérêts », disait Disraeli), et que la plus ou moins grande sensibilité à la divulgation de leurs secrets serait par elle-même une indication de la position des institutions dans la société civile, Assange, en libertarien revendiqué (2010) veut faire exploser les coûts du secret pour les institutions qui veulent le préserver. Les mesures

requis pour le protéger devraient, selon lui, devenir de plus en plus coûteuses et réduire ainsi l'efficacité des organisations qui le pratiquent¹⁰. Il s'agit donc, suggère-t-il, de cantonner ceux qui ont besoin du secret dans les affaires de la gestion d'organisations tétanisées par les risques de fuite, les obligeant en quelque sorte à adopter malgré elles la théorie du complot. Mais ne risque-t-on pas ici un amalgame excessif et de renforcer les barrières entre les institutions « fermées » – qu'il s'agisse d'agences publiques ou d'entreprises – et les organismes relevant de la société civile ? Nous applaudirons aux prises de conscience que favorise WikiLeaks. Mais ces informations massivement diffusées pourraient tétaniser des esprits face à la différence d'échelle d'action entre les sociétés civiles et les cercles de gouvernement. Elles disent cependant la réalité des rapports entre institutions : Julian Assange, en mettant à nu les ressorts de la diplomatie, montre le caractère très subjectivement engagé des réseaux publics. Ce sont bien des personnes qui les font agir, il est possible de les inquiéter sur les contradictions entre leurs pratiques et leurs principes, c'est sa portée critique essentielle. WikiLeaks est un projet voltairien pour le monde actuel. C'est en effet ce changement de paradigme, de celui du cercle à celui des réseaux ouverts, qui définit la question de l'espace public contemporain.

« Tu causes, tu causes... »

La dépolitisation actuelle tient en partie aux conditions de la communication de proximité. La plupart des êtres humains vivent en effet dans de petits cercles, familiaux et professionnels (après avoir été des cercles villageois, de genre ou de caste) que structurent les modes d'interaction électroniques des téléphones portables. Si le 19^e siècle avait vu

l'émergence de formes politiques de rassemblements dont l'intention pédagogique accompagnait la mobilisation sociale (Cossart 2010), notre époque est celle où l'action revendicative se pare des apparences d'une proximité non politique, selon l'enquête fondatrice de Nina Eliasoph (2010). Pour le dire simplement, ce sont les modes mêmes de la transmission culturelle qui sont aujourd'hui altérés (Bensa 2006) : entre le repli vers des formes de sociabilité privée et la structuration en réseau des activistes, l'espace public contemporain peine à trouver un point d'application effectif. De fait, la décennie qui commence sera celle d'une nouvelle presse, celle d'un espace public en reconstruction qui parviendra à lier entre elles les dimensions de vie personnelle dans des cercles restreints, privilégiant les circuits courts, l'entraide et une sociabilité coopérative, et les orientations liées à la prise en charge des enjeux planétaires. Le changement se prépare là où on parvient à « entamer » le réel, comme se plaisait à dire Jean-Toussaint Desanti : un certain tranchant est requis, qui ne se produit qu'au détour d'une confrontation aux difficultés concrètes qui s'opposent à notre action.

En l'occurrence, la question de l'échelle d'action est déterminante. La pensée des Lumières avait prospéré parmi les quelques milliers de lecteurs de *L'Encyclopédie*, dont les formes d'organisation étaient celles des salons et des cabinets de lecture. Il s'agit actuellement de concevoir des médiations appropriées à des segments d'opinion publique qui font le grand écart entre des lobbies formés de quelques dizaines de personnes fort influentes et des groupes de pression composés de millions de personnes dont l'horizon d'attente est réceptif à des formes nouvelles de motivation¹¹. L'écologie des idées est importante pour inciter le public à des projets d'avenir qui pourront orienter nos sociétés vers une consommation socialement plus équi-

table. Ici, l'abaissement des coûts n'est pas le seul critère à prendre en considération si la recherche d'avantages individuels pour chacun d'entre nous est incompatible avec le développement collectif. Mais comment, à notre échelle individuelle, infléchir le comportement d'autrui ? En renforçant les contraintes associées à des usages par trop éloignés de l'économie soutenable ? Les transports en commun et des réductions de consommation énergétiques peuvent développer simultanément des emplois non délocalisables, un meilleur bilan carbone et une sociabilité plus riche : tout laisse penser que cette évolution est plébiscitée sans qu'il soit besoin de recourir à l'application autoritaire de normes contraignantes. Une meilleure offre contribue à réduire les tensions économiques et sociales, de nouvelles modalités d'administration se mettent progressivement en place, faites moins de sélection pyramidale que d'enchaînements souples.

La question centrale demeure cependant celle des modalités d'organisation du débat public. Concernant les grands équipements et réseaux, les acteurs locaux ne peuvent guère intervenir qu'en disposant d'une masse critique d'information susceptible d'entrer en résonance avec celle des professionnels. Qu'il s'agisse de transport ou d'urbanisme, d'énergie ou d'échanges internationaux, de certification ou d'autorisation de mise sur le marché, et bien évidemment des modes d'intervention sur les marchés financiers, le progrès exige la coopération des institutions. Actuellement détentrices de quasi-monopoles, celles-ci devront bien les partager avec les citoyens (*stake-holders*) si un dialogue doit se nouer. Les activistes d'aujourd'hui, militants ou bloggeurs, sont indispensables à la vie publique organisée. La liberté d'expression reconquise pour les citoyens de l'ancien bloc soviétique voici vingt ans fut rendue immédiatement inopérante à mesure que les circuits de

l'argent prirent le dessus sur les enjeux civiques. Avec le recul, l'ouverture des marchés combinée avec la vitesse que donnent aux transactions les dispositifs numériques est devenue incontrôlable. C'est ce scénario qu'il importe d'éviter au moment où la mondialisation incorpore la Chine à ses dynamiques. Loin de se conformer à des dominations à sens unique, il s'agit d'explorer la mise en relation de collectivités autonomes avec des procédures validées internationalement. Il pourrait en résulter une régionalisation vertueuse qui établirait des règles de relation entre des sociétés soucieuses de maintenir les dynamiques et une cohésion locales au moment même où elles adoptent des règles générales.

Tel est le défi pour la génération qui vient. Les débats de prospective et les mobilisations civiques ou médiatiques orchestrées par de petits groupes sur la toile ne sauraient être réduits à une forme molle de militantisme : ils préparent un socle de gouvernance démocratique pour demain.

Notes

- 1 Ce texte a été publié sur *Sens public* en 2010 avec le même titre. En ligne
- 2 Qui sommes-nous pour fustiger les ombres du processus? L'Europe n'a-t-elle pas embrigadé ses paysans et ses ouvriers pour assurer son décollage industriel? Deux milliards d'humains accèdent peu à peu aux instruments personnels de la mondialisation. Une révolution d'une telle ampleur crée progressivement ses propres normes et ne saurait être jugée en fonction de critères externes.
- 3 Le rock'n roll de la jeunesse « blanche » subvertissait les hiérarchies culturelles en reprenant à son compte les moyens mis en oeuvre par les communautés noires des USA.
- 4 Cette question resterait centrale même si l'on répondait, face à ce risque, que les réseaux numériques font voir les différences initiales

plus qu'elles ne les créent. Ils donnent d'ailleurs des moyens pour contrebattre leurs propres effets, démultipliant, tout comme des bourses d'études, les possibilités dont nombre de personnes motivées se saisiront. Et le « plafond de verre » n'est pas une invention récente.

5 Ce contre quoi s'élève Jacques Delors : « Ce n'est pas aux banquiers qui ont reçu des États, comme prêts ou garanties, 4 589 milliards d'euros de dicter aux gouvernements leur comportements. » (LeMonde.fr 2010). C'était l'opinion de Saskia Sassen dès le moment de la prise de fonction de Barack Obama, dans un article paru en janvier 2009.

6 Le syndicat des milliardaires constitué autour de Bill Gates (*The Giving Pledge*) dispose d'un fonds d'investissement nettement plus consistant que celui de nombre d'États. Il peut, de surcroît, orienter ses libéralités où bon lui semble. Bill et Melinda Gates sont intarissables sur leur dévouement aux miséreux pour qui la santé est un besoin primordial : « avec quelques milliers de dollars, vous pouvez sauver des enfants, faire reculer la maladie, transformer les sociétés ». Dans un même élan, évoquant la contribution française au Fonds mondial contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, ils s'étonnent des fluctuations de la contribution française, dont ils encouragent le « leadership » en invitant notre pays à s'engager plus résolument dans les partenariats public-privé (Joignot 2010).

7 Dans le même registre, l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, dans un entretien avec un groupe d'économistes britannique, affirme que « l'Europe manque de dirigeants ». Il ajoute que l'humanité se divise en trois groupes : les gens ordinaires, soucieux du bien commun même s'ils manquent parfois de vertu, les criminels engagés – et il pense sans doute aux nazis autant qu'aux malfaiteurs – et les financiers d'investissement, dont la psychologie mimétique est incontrôlable (Marsh 2010). D'une autre manière que Felix Rohatyn, Helmut Schmidt semble penser qu'un directoire européen pourrait résoudre nombre des problèmes actuels. Il accepte l'idée (mentionnée par Jacques Delors dans l'entretien cité ci-dessus), que l'affaiblissement du continent « traversé par ces effluves nationalistes et populistes » nuira aussi à l'Allemagne. Il craint le ressentiment antieuropéen d'une Allemagne dont la primauté continentale s'est nourrie d'une limitation du revenu des ménages et qui supporte mal l'idée de

soutenir une monnaie dévaluée (même si c'est le ressort paradoxal de la prospérité allemande). Faute d'une intégration européenne assez complète, l'Allemagne renouerait avec un sentiment de supériorité dont l'absence de coordination des économies est responsable. Mais comment régénérer l'Europe si cela suppose un changement radical d'attitudes collectives qu'une population vieillissante a peu de chances de plébisciter? L'Europessimisme semble de mise. De son côté, la Chine ne pourrait surmonter les conséquences d'une perte de contrôle des activités criminelles... et financières. Tel est l'enjeu contemporain.

- 8 La comptabilité macabre égale le nombre des victimes haïtiennes du choléra à celles qui périrent brutalement dans les attentats du 11 septembre 2001.
- 9 Auteur du rapport sur le choléra (2010), le professeur Piarroux note que les réfugiés du séisme de janvier 2010 ne seront pas atteints car les conditions sanitaires des camps qui les abritent sont meilleures que celles des campagnes haïtiennes. Cette élévation de la qualité des services à la population est l'enjeu crucial de notre époque.
- 10 Selon la version du même argument donnée à *Time Magazine* (2010), le fait que les formes de confidentialité des institutions soit renforcées après les révélations de WikiLeaks permettrait de distinguer le bon grain de l'ivraie et de bloquer les institutions les moins ouvertes dans leur mentalité d'assiégées. En ce sens, Julian Assange porte bien la lutte au cœur des cultures d'institution, ce qui est clairement un point sensible pour elles. Il souligne d'ailleurs que les institutions les plus ouvertes sont celles dont nous apprendrons le plus, et le moins difficilement, manière de leur rendre hommage : ce sont elles qui nous renseigneront, souvent indirectement, sur les dictatures et les entreprises. La méthodologie de WikiLeaks tire parti de la possibilité de s'appuyer, de fait, sur une plus grande transparence des institutions publiques démocratiques relativement à toutes les autres.
- 11 L'énergie solaire a trouvé des adeptes qu'un encouragement fiscal a démultiplié. Son impact porte-t-il plutôt sur la bonne conscience que sur l'énergie? La production de cellules photoélectriques n'est guère économique, leur rendement est faible : un usage responsable des énergies actuellement produites contribuera

autant au bilan carbone que la production spécifique d'énergie solaire.

Bibliographie

Ash, Timothy Garton. 2010. « US embassy cables : A banquet of secrets Timothy Garton Ash ». *The Guardian*, novembre. En ligne.

Bell, Daniel. 1997. « Malaise dans le travail [Work and its discontent, 1956] ». In *La fin de l'idéologie*, trad. E Baillon, 403. PUF.

Bensa, Alban. 2006. « La fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique ». *Anacharsis*.

Cossart, Paula. 2010. *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Cros, Charles, et Tristan Corbière. 1970. *Œuvres complètes*. La Pléiade. Paris : Gallimard.

divers, Auteurs. 2009. *Cahiers Sens public, n°9/fév. 2009, Obama, Hope*. Cahiers Sens public 9. Paris ; Lyon : Éditions de la Maison des sciences de l'homme ; Sens Public. En ligne.

Eliasoph, Nina. 2010. *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. Études sociologiques. Economica. En ligne.

Flichy, Patrice. 2010. *Le sacre de l'amateur*. La République Des Idées. Seuil. En ligne.

Greenberg, Andy. 2010. « WikiLeaks' Julian Assange Wants to Spill Your Corporate Secrets ». *Forbes*. En ligne.

Guetta, Bernard. 2010. « La presse et la transparence informatique ». *Libération.fr*. En ligne.

Joignot, Frédéric. 2010. « Les Gates, couple philanthrope ». *Le Monde.fr*, novembre. En ligne.

Keen, Andrew. 2010. « Qui sont donc les amateurs :

analyse de Patrice Flichy ». RSLN. *Regards sur le numérique*. En ligne.

LeMonde.fr. 2010. « Jacques Delors : “L’Europe se laisse aller, traversée par des effluves populistes et nationalistes” ». *Le Monde.fr*, décembre. En ligne.

Marsh, David. 2010. « Helmut Schmidt : “L’Europe manque de dirigeants” ». *Le Monde.fr*, décembre. En ligne.

Piarroux, Renaud. 2010. « Rapport de mission sur l’épidémie de choléra en Haïti ». En ligne.

Postman, Neil, et Andrew Postman. 2005. *Amusing Ourselves to Death : Public Discourse in the Age of Show Business*. Anniversary edition. New York, N.Y., U.S.A : Penguin Books.

Rohatyn, Felix G. 2006. « Menaces sur le capitalisme américain, par Felix G. Rohatyn ». *Le Monde.fr*, mai. En ligne.

Stengel, Richard. 2010. « TIME’s Julian Assange Interview : Full Transcript/Audio ». *Time*, janvier. En ligne.

« Vitrines & Tendances » VIRGIN : Ne vieillissez pas trop vite? » 2010. Blogue. *Vitrines et Tendances*. En ligne.

Qu'est-ce qu'un agent historique?¹

C'est en vivant son époque, en la comprenant du dedans et en acceptant que sa compréhension devienne un agent de l'époque elle-même qu'on est historique, non pas en la contemplant dans l'inactivité de la génération qui n'a plus qu'à l'expliquer.

Jean-Paul Sartre (1983)

« Vivre libre ou mourir! ». Ce 21 février 2014 voit les révolutionnaires ukrainiens, confortés par une médiation de l'Union européenne, parvenir à un tournant historique dans l'histoire de leur pays. On oubliera les péripéties de ce qui apparaîtra comme la « naissance d'une nation » à l'avenir encore très incertain, mais devenue pleinement actrice de son destin. La peur panique des tenants d'un pouvoir face au risque de le perdre est sans aucun doute l'un des motifs les plus puissants de l'histoire, peu étudié alors qu'il est central. Les historiens répugnent

généralement à étudier les « causes négatives » (Sartre 1983, 101), cependant déterminantes. L'accumulation de petites frustrations finit par créer un climat propice à une action qui restait en latence : mais la peur retient la plupart d'entre nous d'agir.

Dès 1947, Sartre étudie la manière dont l'histoire est portée par son propre mythe : « La caractéristique de l'histoire moderne est qu'elle a son propre mythe comme facteur interne. Elle enveloppe son propre mythe et l'Histoire vraie se fait par le moyen du mythe de l'Histoire. [...] Ainsi les changements qui se faisaient dans l'ignorance s'opéreraient en connaissance de cause... » (1983, 92). Il ouvre alors la voie à une phénoménologie de l'action historique qui devait aboutir à la *Critique de la raison dialectique*. Après *Qu'est-ce que la Littérature?* il se demande si l'« action par proposition », qui caractérise la lecture et qui laisse chacun libre et responsable de ses décisions, permet de penser l'histoire. Est-ce ainsi qu'on parcourt les chemins de la liberté? Ou bien devons-nous voir dans les décisions humaines des épiphénomènes psychiques?

L'improbable se produit lorsqu'un saut est franchi : la peur est surmontée par une perspective d'action. « Le soulèvement me semble une manière de faire l'histoire, au sens précisément où il en interrompt le fil, en perturbe le cours pour le modifier. C'est par lui que la subjectivité s'introduit dans l'histoire. [...] Subjectivité non de grands hommes, mais de n'importe qui. C'est là une différence notable avec la Révolution française de 1789... », écrit Christophe Bouton dans *Faire l'histoire. De la Révolution française au Printemps arabe* (Bouton 2013, 242-43). Référée à Michel Foucault, cette conclusion ne laisse pas de faire question. Comment rejeter la figure des grands hommes, comme si les mouvements populaires ne devaient être ni préparés ni suivis par des « figures » où ils s'incarneraient,

dussent ces personnalités trahir ou décevoir. L'Inde sans Gandhi et Nehru? L'Afrique du Sud sans Mandela? Le Brésil sans Lula? Prague sans Havel? Et n'est-ce pas précisément l'absence de *leadership* suffisant à Kiev qui permet à Poutine de faire comme si ce soulèvement n'avait jamais eu lieu, et qu'il restait loisible de le réprimer par la force? Plus fondamentalement, peut-être, il y a comme un escamotage dans le présupposé qu'un « soulèvement » procéderait d'une unité concrète. Accordons à Foucault qu'il est possible de « préférer le risque de la mort à la certitude d'avoir à obéir » (2013, 242). Mais ce thème révolutionnaire, ranimé en France par le mythe de la Résistance, est pour une part illusoire. Nombre de soulèvements liés à des situations devenues intolérables ne parviennent pas à transformer la réalité. Et parmi ceux qui y parviennent, un grand nombre sont portés par des organisations prêtes à engager une confrontation violente : du NSDAP en 1933 aux communistes russes de 1917 ou chinois de 1949, comment fonder la thèse du soulèvement populaire sans direction politique qui se transformerait de soi-même en fait historique?

L'histoire qui se produit est-elle celle qu'ont rêvée les hommes? Est-elle le fait de puissances qu'il n'est au pouvoir de personne de contrôler? L'idée d'agent historique fait-elle sens? Pour envisager cette question, établissons un parallèle avec le livre *Who Owns the Future?* de Jaron Lanier. L'auteur, brillant informaticien, acteur des logiciels libres et conseiller chez Microsoft, constate l'effet de la « main invisible » des grands monopoles qui prospèrent sans s'inquiéter du chômage technologique qu'ils créent en captant des profits pour les seuls actionnaires. J. Lanier propose un chemin vers une économie soutenable, un « humanisme informationnel » qu'il souhaite voir adopter par les acteurs du monde des réseaux.

Les monopolistes et les ploutocrates actuels tirent leur puissance du plébiscite quotidien que les utilisateurs en ligne accomplissent en manipulant leurs connexions tarifées et addictives. Le peu de probabilité d'un soulèvement contre le capitalisme du numérique se mesure à la faible part des individus et des organisations qui, dans les pays riches, restreignent leur appui à ces monopoles privés : « La raison pour laquelle les gens cliquent "oui" [à la demande d'être pistés par les sites] n'est pas qu'ils comprennent ce qu'ils font, mais c'est simplement l'unique option pratique hormis celle de boycotter complètement une société, ce qui devient assez difficile.

C'est un autre exemple de la manière dont la modernité numérique ressemble à un chantage doux » (2013, 298). Qu'on ne compte pas sur des modèles comme Wikipedia, prévient J. Lanier : la gratuité de la mise à disposition d'informations publiques (à partir de *L'Encyclopedia Britannica* de 1911, libre de droits, et de contributions volontaires) a aussi pour effet de faire prévaloir un modèle dominant.

Il s'agit ainsi de penser les inflexions, les points de rebroussements, d'aborder l'incalculable, bref l'événement. La même semaine du 20 février 2014 a vu Facebook engager dix-neuf milliards de dollars pour acheter un service de téléphonie mobile sur Internet qu'utilisent un demi-milliard de personnes. Est-ce plus ou moins déterminant que l'événement de la place de l'Indépendance de Kiev ? J. Lanier ouvre son livre sur la mise en balance de la chute du mur de Berlin en 1989 avec le développement de l'informatique personnelle et de l'Internet à la même époque. Lequel de ces deux événements est-il le plus marquant ? L'informatique détruit progressivement les emplois de la classe moyenne en Californie. What'sApp emploie quelques dizaines de personnes au moment de son rachat par Facebook : chaque employé pèse-t-il 300

millions de dollars? Notre époque est folle. Une loi *antitrust* pourrait-elle réintroduire de la concurrence entre des réseaux dont l'efficace tient à leur position dominante? L'acteur principal de l'histoire ne serait-il pas, plutôt que le peuple anonyme, les cabinets juridiques qui rédigent les statuts permettant de lever d'immenses capitaux et de prospérer sur le NASDAQ?

Le devenir social, entre l'anecdotique et le structurel

C. Bouton repère certaines des objections émises face à la thèse d'une histoire faite par des sujets. L'impuissance des hommes, la confusion des circonstances et l'ignorance des suites seraient rédhibitoires. Les conséquences violentes et meurtrières des actions historiques revendiquées par des autocrates, et pour finir l'obsolescence éventuelle de l'idée d'historicité elle-même achèveraient de nous détourner de toute apologie de l'action volontaire. Convient-il alors d'en rabattre sur l'idée saugrenue de faire triompher les idéaux démocratiques, le progrès de la raison, voire de simples règles d'équité? Quoi opposer au quiétisme et à l'abstention? Mais comment expliquerions-nous les progrès de l'esprit humain et la capacité d'une partie de l'humanité actuelle, à conjurer la fatalité qui pèse sur l'existence de chacun sans le « projet historique »? La synthèse entre ces extrêmes nous conduira-t-elle à nous confier à une providence?

Telles sont les premières questions de l'auteur. Par choix méthodologique, il assume le fait d'étudier des catégories herméneutiques et délaisse les dimensions « matérielles » de l'histoire. Évoquées dans l'introduction, les objections liées à l'excès de confusion ou à l'obsolescence ne sont

pas traitées avec la même précision que ne le sont les thèses de l'impuissance ou de l'ignorance. Les catégories mobilisées suffisent-elles à remplir le programme explicite de l'ouvrage? L'idée même d'histoire se trouve minée par le retrait des acteurs politiques au profit des puissances économiques et financières.

C. Bouton s'attache aux débats issus du 19^e siècle qui voient se succéder les figures du « grand homme » et de la « classe ouvrière ». Si, selon Marx, le communisme peut se présenter comme l'agent d'une histoire dont les conditions sont potentiellement réunies, mais à laquelle manque encore la pleine conscience de ses acteurs (2013, 55), reste, note Castoriadis, que l'aléatoire marque le décalage entre le cours rationnellement prévisible des choses et la suite des circonstances qui fait proprement histoire. Castoriadis introduit « l'irréductibilité de la signification à la causation » (2013, 74). Cet écart est le lieu spécifique du « faire histoire », par un paradoxe qui clôt l'essai de problématique rédigé par C. Bouton, sur un concept « qui vise la transformation de la société par l'autonomie des hommes pour réaliser l'autonomie de tous » (2013, 77)².

Nous retrouvons là le projet du *Contrat social*, mais la volonté générale se heurte à l'incapacité des hommes à s'élever au niveau de l'intérêt général d'où le fait que l'histoire doit en rester au seuil de l'émancipation, devenant la chronique de ses échecs. La démocratie, on le sait, est présentée par Rousseau comme convenable à des dieux, mais inatteignable dans les conditions de l'historicité humaine. Cette aporie pourrait-elle être levée en examinant la part de l'imaginaire social qui peut s'investir dans un processus de transformation de la société par elle-même? Par opposition à cette involution, Christophe Bouton entend poursuivre un programme de recherche d'herméneutique historique développé par

Reinhardt Koselleck dans les années 1970, pour étudier les conditions de « faisabilité » de l'histoire. Si Daniel Innerarity s'est efforcé de montrer que la prétention de faire l'histoire avait toute chance de créer les conditions même de la violence qu'on prétend dépasser (Innerarity 2008), C. Bouton revisite les analyses qui doutent de la capacité des hommes à faire l'histoire.

Impossible de reprendre ici chacune de ses études. Les romanciers sont des protagonistes essentiels. Tolstoï est l'auteur de référence pour peser le mérite des décisions humaines à l'aune du destin des sociétés. La guerre et la paix confrontent dans l'écriture même de l'événement les bornes de l'énergie et de la volonté humaines face aux contingences du destin et aux constances des choses. Le génie napoléonien engage des puissances humaines et non humaines qui transforment ses décisions les plus hardies en pièges et muent le calcul en autant de prises de risques auxquelles se mesure la raison. Tolstoï fait un héros d'un Koutouzov dont la réussite viendrait de ce qu'il ne tente pas le destin, mais l'accompagne. Le grand homme est aussi contraint dans ses actes que l'un quelconque de ses subordonnés. Des citations de Musil renvoient aux dimensions statistiques et moyennes qui sont l'ordinaire historique. Se refusant à un réel plaidoyer pour l'action historique, l'auteur choisit de présenter avant tout les travaux « à charge », qui tiennent un discours négatif sur la possibilité de faire histoire : il se réserve quelques pages (intitulées « répliques ») pour présenter quelques intuitions et objections au terme des chapitres.

Dans la partie consacrée à l'ignorance comme justification de l'impossibilité de « faire l'histoire », les thèses de Hugo (« les événements dictent, les hommes signent [et] ne sont que les greffiers », p. 141), de Hannah Arendt ou de Hans Jonas s'opposent à la thèse hégélienne selon laquelle,

même dans l'ignorance de ce qu'il accomplit, le « grand homme » est l'agent historique. L'agent historique consacre son énergie à poursuivre un but dont il a conscience : seulement, à travers ce but, il arrive que s'engendre autre chose. À la lettre, donc, l'ignorance n'empêche nullement de faire histoire. Simplement, le grand homme aurait besoin de l'historien pour préciser le sens dialectique de son action. Cela fut noté par Sartre, après d'autres, en 1947 :

Plus l'agent historique choisit pour moyen la violence, le mensonge et le machiavélisme, plus il est efficace. Mais plus il contribue à la division, plus il met l'accent sur la détotalisation ; plus il est lui-même objet en Histoire et plus il défait l'Histoire (dont l'existence idéale serait par totalisation). Le véritable agent historique est moins efficace, mais en traitant les hommes comme lui-même il tâche à faire exister l'Esprit comme unité donc l'Histoire. C'est par lui qu'une Histoire est possible (par l'écrivain, le philosophe, le prophète, le saint, le savant) (Sartre 1983, 27-28).

Einstein, bientôt opposé à la bombe, et Eisenhower, soucieux de préparer le refoulement du communisme, ne font pas de leur responsabilité l'enjeu essentiel. Le savant qui tente d'éviter l'instrumentalisation de la science est en retard sur l'histoire, et le politique qui l'enrôle accomplit le destin, si l'on pense que ce programme débouche à terme sur l'informatique d'aujourd'hui (Dyson 2012 ; Turner 2012). Facebook était en germe dans le programme Manhattan pour la bombe en raison même de la masse des calculs nécessaires, de la mobilisation des universités pour des programmes « finalisés » et de la gestion de projets de recherche à l'échelle nationale. Les grands hommes s'exonèrent donc par principe de toute responsabilité : déjà Thucydide avait montré l'inutilité historique des mises en garde de Périclès aux Athéniens. Bientôt, Philippe

et Alexandre de Macédoine domineraient la Grèce, et Christophe Bouton note qu'ils ont su maximiser leurs chances dans une époque troublée. Les Californiens ont-ils fait autre chose ?

Jaron Lanier et le destin du capitalisme cognitif

C'est bien ce qui inquiète J. Lanier : « À mesure que notre économie devient davantage une économie de l'information, la croissance ne viendra que si plus d'informations sont rétribuées, et non moins. Mais ce n'est pas ce qui se passe » (Lanier 2014, 12). Les facilités du numérique gratuit sont donc une dangereuse illusion. Nous croyons disposer de plus de ressources, en réalité nous nous appauvrissons. Notre temps de travail perd toute valeur économique, notre pouvoir d'achat baisse, la distribution des richesses devient de plus en plus inégale. Ne faudrait-il pas rémunérer a minima chacun de ceux qui traitent des données sur les réseaux et les améliorent ? Les logiques collaboratives devraient se substituer, y compris au plan financier, à l'idée de rentes versées sans contrôle aux entreprises cotées. Utopique ? L'auteur y voit le seul moyen d'échapper à l'approfondissement de la crise des classes moyennes. Le revenu de base stagne à des niveaux limités quand quelques vedettes voient les leurs monter de manière astronomique. Cette répartition selon un modèle où le gagnant rafle la mise (*winner takes all*) accroît le conformisme : tout écart à la norme devient fatal, tant l'aléatoire devient fort. Une courbe en cloche moins inégalitaire des revenus rendrait viable de nombreuses initiatives qui resteront sans cela à l'état d'ébauches inabouties. C'est sur cette courbe qu'il faut agir.

Les financiers et les concepteurs d'applications cotées exultent et encensent la dérégulation et la compétition ouverte (Lanier 2014, 44). Mais les artistes voient disparaître leurs droits d'auteurs, les syndicalistes les emplois industriels et les ménages leur espoir de gains immobiliers. Les perdants ont en commun que chacun peut survivre, mais est placé dans l'impossibilité de construire un avenir, faute de revenus récurrents prévisibles (Lanier 2014, 46). Ne gagnent que ceux qui parviennent à créer un monopole fonctionnel, un usage monétisable dont ils sont propriétaires, de la cote d'un artiste à la réputation d'un logiciel comme PayPal (Lanier 2014, 54). Wal-Mart (Lanier 2014, 62-65) avait réalisé une semblable percée en créant une base exhaustive de fournisseurs dans les années 1990 : assuré de passer ses commandes au meilleur rapport coût-quantité et de maintenir ses marges malgré la concurrence sur les prix, le réseau de vente capte le client final, mais nombre de boutiques disparaissent des villes. À ce point, J. Lanier fait état d'une « nostalgie pour le sens » qui, dit-il (Lanier 2014, 122), nous rapproche de Rousseau rêvant du retour à une authenticité originelle. Sauf que c'est impossible, tant nous alimentons de multiples innovations dont résulte un appauvrissement continu de notre environnement social. En utilisant les meilleurs réseaux, nous renforçons les plus puissants d'entre eux. « Nous autres, de la Silicon Valley, avons miné les droits d'auteurs en valorisant le service au détriment des contenus – notre code plutôt que leurs fichiers. Mais l'impasse inévitable fut bien entendu que nous avons perdu le contrôle de nos propres contenus, de nos fichiers. Nous n'avons pas affaibli seulement des exploitants démodés, nous nous sommes affaiblis nous-mêmes » (Lanier 2014, 199), en laissant les publicitaires prendre la main. Et Jaron Lanier d'ajouter que seule une classe moyenne prospère

peut maintenir une vitalité démocratique. Cela a un coût : mieux vaut que l'information et les contenus soient « payants mais abordables » (Lanier 2014, 202) que gratuits et déstructurants pour la société, sans quoi les productions exigeantes ne verront plus le jour.

Le temps que nous passons à échanger des informations, des opinions et des conseils pourrait fonder divers types de rétribution pour des activités en ligne si le jeu de l'offre et de la demande fixait des prix attachés à chaque contribution sur les réseaux. Peut-on répartir ces droits par une traçabilité pérenne des contributions attachées à une personne au lieu d'en créditer un site ou une société ? Une nouvelle économie numérique reste à construire pour monétiser l'information et permettre aux multiples micro-producteurs et micro-usagers d'associer des revenus à leurs échanges. Il s'agit de transformer l'Internet en immense coopérative d'échanges administrés. On prélèverait aussi des impôts pour financer le service et des achats publics destinés à ceux dont les revenus sont loin de couvrir les dépenses (2014, 277-78). La contrepartie en sera la traçabilité de toutes nos navigations. Cette inévitable transparence sociale des comportements en ligne ouvre un chapitre délicat et peut-être contradictoire du modèle esquissé. Mais l'auteur nous demande de contribuer à son amélioration.

Jaron Lanier rejoint exactement la problématique de Christophe Bouton. Comment se fait-il qu'« au moment où la crise climatique eut demandé aux pouvoirs publics de mobiliser des ressources considérables dans la recherche pour la transition énergétique, on ait plutôt subventionné les prêts liés à l'extension de l'habitat pavillonnaire, avec les conséquences désastreuses que l'on sait », les coûts induits étant notoirement incompatibles avec la transition énergétiques (2014, 281) ? Il existe un conflit de rationalité

entre le court-termisme des financiers et le long-termisme des scientifiques. Intégrer le coût des externalités aux taux d'intérêts et d'assurance dégonflerait instantanément les bulles financières. Mais qui pourra décider en ce sens? L'économie contemporaine a intégré de plus en plus de plaisirs à la pyramide des besoins selon Maslow (2014, 284). Mais si les gens deviennent dépendants de leurs plaisirs encore davantage que de leurs besoins, qu'avons-nous gagné? Et si cela se fait pour le plus grand profit des sociétés qui nous les procurent, nous renforçons notre dépendance! Tel serait le piège comportemental de la société des données.

Batailles et soulèvements seraient-ils alors limités aux enjeux des transformations capitalistiques? Si tel était le cas, nous pourrions tenir ce qui a relevé du « faire histoire » jusqu'alors pour un vestige dont les effets restent purement locaux, mais n'interfèrent plus avec les transformations mondiales. Cette question des échelles d'historicité est sans doute l'un des manques des deux ouvrages considérés, et l'un des aspects qui resterait à étudier de près, en repartant peut-être des analyses de Sartre, certainement rendu attentif à cette question par sa lecture des historiens de la Révolution française, qui peut encore servir de modèle par la complexité et l'intrication de ses dimensions multiples.

Christophe Bouton : la violence et la responsabilité historique

Scénarios, mises en scène, récits et contre-utopies mettent en avant, le plus souvent, le caractère contradictoire d'une volonté forcenée d'accomplir le temps. Le cinéma de Visconti (*Les Dammés*) associe très précisément les

perversions individuelles et collectives : il indique très précisément comment inférer d'une fausse conscience personnelle à des drames humains de grande ampleur. Ces fictions pourraient être congédiées sans remords si l'on disposait de discours satisfaisants en dehors d'elles. Certes, Hannah Arendt voit le totalitarisme comme ce qui « défait l'histoire plus qu'il ne la fait ». Mais s'il s'agit de Cortez et Pizzaro au 16^e siècle, de Staline et Hitler au 20^e siècle, ou de financiers d'une ambition comparable à celle de Pierpont Morgan ou, dans un autre genre, de George Soros, prêter aux États, financer des universités ou des *start-up*, n'est-ce pas exercer aujourd'hui des fonctions souveraines au sens de Georges Dumézil ?

C'est une chose de critiquer l'idée de Sofsky selon laquelle il y aurait dans l'humanité en tout lieu et en toute époque, un même quantum de violence larvée. Une autre serait de faire droit aux réponses apportées au cours du 20^e siècle à l'hypothèse de la violence de masse comme destructrice de la possibilité de faire histoire. Aron, évoqué par C. Bouton, indique que les « guerres en chaînes » résultent du fait que les états-majors se prévalurent d'une capacité destructrice pour porter les buts « politiques » au niveau des possibles militaires, au lieu de proportionner les forces aux enjeux diplomatiques raisonnables selon Clausewitz. Dans un chapitre conclusif sur la responsabilité historique, C. Bouton passe du Koutozov de Tolstoï à la figure de Gorbatchev, dont la grandeur aurait été de plier aux événements sans y ajouter de la violence. L'auteur félicite le dirigeant russe d'avoir rompu avec la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée : mais elle demeure dans la relation de Poutine à l'Ukraine, avec l'approbation d'Hubert Védrine qui considère la « finlandisation » de ce pays comme une hypothèse raisonnable de sortie de crise (Haski 2014). L'hypothèse conclusive de l'ouvrage

– « vers une démocratisation de l'histoire? » – semble pour le moins hasardeuse. Castoriadis et Kojève n'y eussent probablement pas souscrit au vu de l'impunité des affairistes chinois, de la condition des milliards de miséreux et de chômeurs des villes et des campagnes, de Calcutta à Kinshasa, voire de Mexico et Detroit.

N'en déplaise à Koselleck, les obstacles au « faire l'histoire » sont surtout liés à l'inégalité des conditions, à celle des moyens d'agir, voire à celle de formuler sa propre situation dans une langue qui clarifie des enjeux et des possibilités. Si l'impuissance et l'ignorance restent dominantes, ce sont celles des dominés qui facilitent les menées des « élites » de l'argent et du pouvoir. Les impuissances et ignorances des dominants ne marquent notre temps que par le maintien de situations de misère qu'il serait à la portée de l'humanité de supprimer, nonobstant les rapports de domination. C'est ce que Sartre aurait nommé « rareté » puisque nous ne voyons pas comment rejoindre l'espoir de nos deux auteurs de voir un peuple sans chef devenir agent historique. Le spectacle contemporain nous renvoie plutôt l'image de millions de réfugiés bien incapables de changer leur condition. L'horizon d'une justice humaine est loin et nous ne sommes pas convaincus, malgré l'effort de nos deux auteurs pour étayer le primat de l'action humaine, d'échapper au processus sans sujet dont parlait Louis Althusser. Si le monde n'est pas en proie à la Fortune, notre historicité s'articule pour le moins aux contre-finalités thématiques par Sartre.

Notes

1 Texte publié en 2014 dans la *Revue française de science politique*, vol. 64 / 3, avec le titre « Comprendre et agir sur les ressorts de l'évolution des sociétés de masse » p. 507-512. En ligne

2 Voir aussi textes de Christophe Prémat sur le site Internet de *Sens public*, En ligne.

Bibliographie

Bouton. 2013. *Faire l'histoire. de la revolution francaise au printemps arabe*. Paris : Éditions du Cerf.

Dyson, George. 2012. *Turing's Cathedral : The Origins of the Digital Universe*. 1st Edition edition. New York : Vintage.

Haski, Pierre. 2014. « Hubert Védrine : cinq propositions pour sortir de la crise ukrainienne ». *L'Obs*. En ligne.

Innerarity, Daniel. 2008. *Le futur et ses ennemis : de la confiscation de l'avenir à l'espérance politique*. Paris : Climats.

Lanier, Jaron. 2014. *Who Owns the Future?* Export ed. edition. New York : Simon & Schuster.

Sartre, Jean-Paul. 1983. *Cahiers pour une morale*. Paris : Gallimard.

Turner, Fred. 2012. *Aux sources de l'utopie numérique : De la contre culture à la cyberculture*. Caen.

Mark Zuckerberg et la tentation hégémonique de Facebook¹

L'avenir est aux robots et aux algorithmes, cela nous est répété à l'envi. Mais simultanément, beaucoup s'inquiètent du devenir de personnes manquant de plus en plus d'échanges réels et dont l'insertion dans le monde dépend des médias. Les évolutions, sur ce plan, dépendent de la capacité des grandes entreprises du secteur à combiner la dimension relationnelle à la diffusion de programmes. L'interactivité accompagne aujourd'hui la diffusion unidirectionnelle des médias vers le public (sur catalogue comme en diffusion programmée), il nous faut comprendre comment les acteurs majeurs de ces médias espèrent la développer. La récente lettre ouverte de Mark Zuckerberg (2017) est à cet égard un jalon significatif. Après avoir offert à des millions de gens des

pages pour interagir en privé et avoir mis en réseau la plupart des entreprises autour de la planète (ce qui les rapproche de leurs clients et de leurs contacts), Facebook et ses plateformes associées – principalement Messenger, Instagram et What'sApp – imaginent une nouvelle phase de leur développement. La taille critique atteinte par l'entreprise et les ressources immenses qu'elle peut mobiliser en bourse lui permettent d'engager des investissements considérables dans l'intelligence artificielle pour franchir une étape radicalement neuve.

Il ne s'agit de rien d'autre que de créer pour chacun un environnement cognitif et relationnel à la mesure de ses besoins et de ses capacités. Facebook procurerait alors à l'humanité une base pérenne dont l'efficacité irait croissant en fonction de l'activité déployée par chacun sur ces plateformes, afin de renforcer la fidélisation tout en ouvrant à des retours financiers gigantesques. Mais il s'agit là d'un défi colossal qu'aucune organisation ne s'était proposé jusqu'ici. Comment aborder les zones frictionnelles qui, fut-ce de manière estompée, retentissent au cœur des réseaux sociaux à partir de conflits politiques aux interprétations controversées ? Qu'il s'agisse de guerres ou d'idéologies, d'élections ou de la diffusion de documents faisant état de situations particulières, méconnues, marginales, éventuellement choquantes, comment la communication en réseau peut-elle éviter les surenchères, les schématismes et les simplifications outrancières, les propos intentionnellement falsifiés et autres manipulations qui verraient s'enflammer des discussions aussi stériles que porteuses d'exclusion ?

Quelles que soient les limites des hypothèses formulées par le patron de Facebook, un tel exercice est d'une redoutable complexité. L'avenir nous dira si les voies choisies par Mark Zuckerberg sont réellement porteuses de l'hybridation

qu'il espère : modération des propos, diversité des points de vue et structuration d'une communauté mondiale focalisée sur ceux qui mènent des actions positives là où leur vie se déroule.

Un nouveau monde de données

Jusqu'à présent, Facebook avait axé son déploiement planétaire en greffant ses serveurs et ses réseaux dans un système technique et juridique créé indépendamment de lui. Les infrastructures de télécommunication et les machines professionnelles ou personnelles ainsi que les protocoles de connexion et de dialogue formaient un écosystème accueillant les innombrables pages dont Facebook assure la maintenance. Plateforme mondiale majeure, Facebook stimule la demande de matériels informatique et de télécommunication et a principalement besoin de bande passante et de réseaux fonctionnels. Opérateur de la maintenance et de l'accès à des milliards de pages, Facebook a créé un service universel dont la valeur est immense. L'entreprise est bénéficiaire grâce à la croissance très rapide de son chiffre d'affaire publicitaire, mais c'est sa valeur en bourse qui lui permet d'investir pour renforcer son hégémonie sur les services numériques.

Mark Zuckerberg envisage le futur comme une immense bibliothèque de liens sémantiques entrecroisés de multiples nœuds d'échanges venant instantanément seconder nos désirs. Le spectre d'une vie humaine asservie aux données propose à l'humanité un bonheur californien mêlant la promesse prométhéenne à un conformisme nourri de représentations écologiques et bien pensantes soutenues par d'immenses « fermes à données » déployées dans les contrées froides du globe où les mégaserveurs refroidissent à coût inférieur. Au terme de cette vision, Mark Zuckerberg songe à

réduire l'importance des États-nations dans nos vies à mesure qu'une communauté globale s'épanouira, faite de réseaux de liens associant ce que nous faisons là où se déroule notre vie territorialisée aux immenses ressources rendues disponibles à travers Facebook, promis au statut d'ange de l'histoire.

Cette utopie est contemporaine d'une dissolution des liens sociaux qu'un Peter Sloterdijk ou qu'un Zygmunt Bauman décrivent depuis la fin du siècle dernier, et dont les grands sociologues, de Tocqueville ou Marx à Durkheim et Elias ont détaillé les ressorts. Si les sciences sociales, en remontant à Hobbes par exemple, posent que les rapports humains articulent de nombreuses incertitudes qui rendent presque impossible de les représenter sous l'angle de la nature des choses, Facebook se présente comme capable de substituer des conversations en ligne aux rapports humains hors-ligne qui, « selon la recherche » (expression récurrente dans le texte de Mark Zuckerberg), se raréfient. Ce faisant, Facebook permettrait de soutenir les appartenances communautaires tenues pour une forme exemplaire de la « vie bonne ». Il y a là comme une référence implicite aux sources grecques de la morale classique (Aristote), dont Paul Ricoeur a donné une version actuelle. Loin de l'esthétique nietzschéenne de la vie comme du rigorisme kantien, deux des paradigmes qui décrivent le lien de l'individu aux valeurs, il s'agit ici de faire l'éloge des valeurs partagées, celles qui, en particulier, font de la « modération » et du « juste milieu » la position de base. Le rejet des extrêmes est ici une valeur en soi. Facebook se propose de retisser des liens sociaux en sélectionnant assez d'offres répondant aux intérêts proclamés de chacun pour renforcer des actions communes entre amis. Initialement centré sur les interactions personnelles, Facebook deviendrait ainsi

l'institution de référence pour éditorialiser nos vies et accroître grandement la valeur ajoutée du réseau.

Construire la communauté mondiale [*Building Global Community*] (Zuckerberg 2017) évoque l'usage de Facebook par le gouvernement indien et celui de What'sApp par les communautés locales au Kenya. Facebook offre au monde les outils de son développement communicationnel et cognitif. C'est la reprise d'un stratagème éprouvé, le cheval de Troie. Servir de l'information à la demande à des groupes dont les leaders seront autant de prescripteurs pour leurs fidèles, c'est obtenir en retour tous les moyens d'un ciblage publicitaire bien plus efficace que s'il s'agissait d'individus isolés. Le traitement par paquets est au cœur de cette approche censément ouverte, mais intégralement contrôlée par un conglomérat d'entreprises de réseautage.

Segmentation publicitaire ou espace public ?

Derrière la palinodie de Zuckerberg contre la solitude, on distingue sans peine le projet d'un traitement algorithmique de micro-communautés. Ces services ne seront toutefois offerts qu'à ceux qui plieront leurs expressions dans le cadre du bon goût et des normes acceptables par Facebook, supposément au nom de la majorité de la population et des gouvernements. Cette clause est essentielle, tant elle recouvre de discussions potentielles dont la résolution algorithmique semble déboucher sur un retour à l'isolement de chacun dans le cadre des filtres mis en place. Selon les centres d'intérêt exprimés, les informations accessibles seront si différentes que le concept de communauté globale semble devenir un mirage au moment d'apparaître. La segmentation des publics en

fonction de logiques publicitaires se renforce continûment en vue d'une monétisation directe qui valorise l'audience de Facebook à travers les leaders communautaires les plus représentatifs. De même que Google a fait de son moteur de recherche la base universelle de liens publicitaires – comment éviter de cliquer sur des liens associés à une redevance et trouver les liens directs des sites recherchés? –, de même l'annonce par Facebook d'une action forte pour stimuler le visionnage de vidéos sur téléphones connectés, suivie de celle du lancement sur Instagram de fichiers non-pérennes (ce qui copie clairement Snapchat, qui fit une entrée en bourse remarquable en 2017 après avoir rejeté en 2013 une offre de rachat de Facebook, contribue à monétiser les liens entre personnes. Nous assistons à la structuration d'une offre globale fondée sur la volonté de stimuler la participation sociale et la structuration de communautés. Cette stratégie promotionnelle vise le bonheur des actionnaires autant que celui des communautés. Celles-ci, dûment étiquetées, sont des cibles autant et plus que des organismes sociaux.

Nous avons grandement besoin d'une nouvelle pensée critique du numérique pour ne pas succomber aux pièges d'une rhétorique altruiste et apparemment désintéressée. Jaron Lanier s'y est essayé en pointant voici quelques années le « digital labor » et la nécessité pour les majors des réseaux de rétribuer d'une manière ou d'une autre le temps offert par leurs usagers à leurs centres de données². Mais un consultant de Microsoft peut-il aller au terme d'une étude de fond? Le débat n'a pas pris... et il est plutôt question de l'évitement fiscal dont profitent ces compagnies. Au lieu de prophétiser la fin de l'État-nation, Zuckerberg pourrait annoncer que Facebook va reverser une part significative de l'argent collecté aux groupes organisés dont il célèbre l'importance sociétale ainsi qu'aux

services éducatifs de proximité dans le monde... La réalité, c'est que Facebook collecte des données personnelles et les monétise autant que possible. Les réseaux sociaux vivent en captant une ressource dont le prix de revient diminue et dont la valeur s'accroît à proportion de la masse et de la fidélisation du public. Une dialectique du numérique qui tente d'abolir l'histoire en proclamant que le monde selon Facebook succède naturellement à celui des États-nations ayant lui-même émergé d'un monde de cités sorties d'une sauvagerie tribale (c'est le schéma explicitement revendiqué par Facebook...) : ce récit ne saurait nous satisfaire. Geert Lovink a tenté une telle critique depuis la création de l'Institute of Network Cultures. *Sens Public* a esquissé la notion d'éditorialisation pour caractériser les phénomènes collectifs relevant d'une logique du sens portée par les écrans électroniques aux pouvoirs disruptifs³. La logique algorithmique place la curation des données au cœur des protocoles sociaux : toute activité n'est-elle pas réductible à une arborescence où la décision et le jugement sont fonction de contextes bien définis? Dans ce cadre, la production s'est adjointe la gestion des stocks et des données. Comme disait récemment Alain Touraine, « On fabrique davantage de programmes que de voitures » (2016).

La société post-industrielle décrite par Alain Touraine aboutit à une transformation des cadres de pensée pour le progressisme, dit-il. Il faut donner la priorité aux jeunes et aux femmes, et changer les modes d'éducation. Ce sont des objectifs pour lesquels les discours ne suffisent pas, il faut disposer d'exemples et de stratégies à court-terme. Nous pouvons nous inspirer des approches proposées par Saskia Sassen sur les rapports entre mondialisation, numérique et démocratie et suivre un Jimmy Wales qui en appelle à l'esprit critique de chacun de nous pour répondre

aux contre-vérités virales dont les réseaux sociaux sont les vecteurs passifs. Affectant de ne pas se mêler des contenus qui n'attendent pas à leurs règles de base, ils laissent naturellement passer nombre de discours cyniques et hypocrites qui abondent dans toute collectivité en même temps qu'ils filtrent comme inconvenantes des protestations moins démagogiques ou plus radicales. Au nom de la bienséance, c'est la critique qu'on assassine, et la désinformation qui fait le buzz⁴. Dans ces conditions, nous voyons mal comment Facebook, en soi-même porteur de transformations considérables des habitudes personnelles, pourrait effectivement « renforcer les institutions traditionnelles là où elles sont en déclin »⁵, bien que Zuckerberg en fasse son premier objectif. Mais nous reviendrons sur ce traditionalisme revendiqué.

Jimmy Wales, promoteur de Wikipedia, en appelle à la collaboration désintéressée et n'imagine pas laisser les GAFAM⁶ se charger en notre nom de prescrire ce à quoi nous pouvons croire. Constatant que les réseaux sociaux et de téléphonie numériques sont les vecteurs principaux d'aujourd'hui, Wales est convaincu que la qualité des supports éditoriaux anciens est un patrimoine considérable, prêt à servir le libre débat. Mais il admet en même temps que les algorithmes des réseaux sociaux seront toujours plus indispensables. Simplement, il faudrait penser des limites à la privatisation commerciale des espaces éditoriaux et donner toute sa place aux logiques collaboratives issues des modèles du logiciel libre.

Ce qu'il nous faut, ce sont des solutions humaines qui ne reposent pas simplement sur des vérifications factuelles faites par des tiers, mais sur le pouvoir collaboratif. Il nous faut des gens issus de toutes les sensibilités politiques pour aider à identifier les sites suspects et signaler les intoxs. Les systèmes

journalistiques doivent être développés pour renforcer [empower] les individus et les communautés – que ce soit en tant que bénévoles, salariés ou les deux⁷.

Wales tient que l'information libre est indissociable d'une contribution publique et ne peut être le seul fait d'algorithmes produits par une entreprise capitaliste. Pour preuve, c'est sous le coup d'actions civiques indépendantes que des objections sérieuses atteignent les plus grosses organisations, qui ne se remettent en question qu'à être directement pointées du doigt. L'attribution d'un Oscar en 2017 à un comédien noir musulman et le couronnement de *Moonlight* répondaient bien plus aux critiques de la précédente édition où l'absence de Noirs était patente qu'aux propos islamophobes de Donald Trump. Ce texte traitant des engagements civiques de Facebook et des efforts de la plate-forme pour promouvoir la diversité des points de vue répond de même aux critiques acerbes qui voient dans ce réseau social un agent puissant du simplisme extrême des idées, de la suppression du débat public et de l'enfermement de la plupart de ses utilisateurs dans une *filter bubble*⁸ où rien ne vient contrer des idées qui, ne souffrant aucune contradiction, deviennent autant de vérités ininterrogées, ravageuses lorsqu'elles font place à des préjugés sociaux et culturels. Zuckerberg le reconnaît lui-même :

Si tout cela continue et que nous perdons le sens commun, alors, même si nous avons éliminé toute la désinformation, les gens continueraient de souligner différentes séries de faits pour soutenir leurs opinions polémiques. C'est pourquoi le sensationnalisme des médias me préoccupe autant⁹.

De son côté, Jimmy Wales insiste sur la transparence du processus de discussion en ligne comme une garantie de qualité dans l'information :

N'importe qui peut ajouter de la matière aux articles ; n'importe qui peut tester cette matière et ouvrir un débat. Cela veut dire plus d'yeux sur plus d'information et une fiabilité accrue. Quoiqu'il en soit de leurs penchants politiques, les éditeurs se doivent de jouer des mêmes règles pour créer, affiner et vérifier les contenus : la vérifiabilité et la neutralité, non les interprétations singulières. [...] Nous avons besoin d'espaces en réseau pour ouvrir des dialogues concernant diverses perspectives. Ces espaces doivent être largement ouverts par construction – les comportements toxiques, en y incluant le harcèlement sont malheureusement une réalité du Net. Nous avons besoin de règles de base, un engagement pour des vérifications scrupuleuses, des échanges respectueux et civils, et une participation active. Et nous devons appliquer ces règles à toute notre activité en ligne¹⁰.

Avec un certain optimisme Jimmy Wales nous appelle tous à tenir bon dans le chaos informationnel que nous avons créé. A nous, ensemble, de fournir la régulation qualitative dont il manque. Zuckerberg songe-t-il à ce même résultat à travers l'intelligence artificielle ?

Pour une communauté mondiale inclusive

Building Global Community se présente comme un texte ambitieux qui détaille les orientations d'un des acteurs majeurs de la mondialisation culturelle et sociale. Présentant

l'objectif d'offrir un support numérique structuré à tous ceux qui déploient une activité significativement utile dans le monde, il affirme une stratégie de soutien, au travers de l'intelligence artificielle (AI), aux secteurs les plus variés de la société – de la santé au journalisme et à l'engagement civique. Ces thèmes pourraient constituer le cœur d'un discours de réception pour un *Doctorat honoris causa*. Cependant, en renvoyant à un avenir assez lointain les solutions pratiques, le fondateur de Facebook montre que sa plateforme évoluera lentement. Les standards conservateurs et familiaux resteront la norme de publication même s'il proclame son soutien aux personnalités engagées de la société civile. Facebook se dit prêt à accompagner les changements que ces militants induiront autour d'eux, mais se défend de reprendre à son compte une position quelconque. Les opinions les plus critiquables auront libre cours en même temps que les militants les combattront à l'aide de ressources assorties par Facebook à leur usage. Cette incohérence résulte de la règle de libre publication dans le respect des *Community Standards* ainsi que des lois et des usages en vigueur.

Comment ne pas voir un aveu d'impuissance dans cette rhétorique? En s'interdisant de choquer quiconque, Facebook réduit forcément l'espace des points de vue critiques – et choquera une minorité d'acteurs éclairés. Le modèle économique et la course quantitative menée par Facebook a pour conséquence que l'entreprise associe des technologies aux effets révolutionnaires avec une ligne éditoriale qui conforte « par défaut » des représentations conservatrices. Nous allons cependant lire ce texte en acceptant de le tenir, comme l'ont fait les journalistes américains à sa sortie, pour un *mission statement*, un genre pratiqué par les grandes entreprises américaines.

S'adressant aux employés et aux créanciers, aux actionnaires et aux utilisateurs qui veulent comprendre la dynamique de Facebook, il présente les perspectives de développement et les orientations de l'entreprise sans qu'il s'agisse d'engagements opposables à la direction. C'est le cadrage pragmatique et adaptable d'évolutions à venir qui justifient de futures décisions d'investissement coûteuses en les appuyant sur une vision de long terme. *Building Global Community* décrit un scénario pour la croissance de Facebook à une période de ralentissement inévitable de l'augmentation du nombre de comptes.

Nous pouvons tous commencer à travailler à long terme dès aujourd'hui. Dans des temps comme les nôtres, la chose la plus importante que nous puissions faire chez Facebook, c'est de développer l'infrastructure sociale pour donner aux gens le pouvoir de construire une communauté globale effective pour nous tous [that works for all of us]. Dans la dernière décennie, Facebook s'est employé à connecter des amis et des familles. Sur cette base fondatrice, notre prochain objectif sera de développer l'infrastructure sociale pour les communautés – pour nous soutenir, pour veiller à notre sécurité, pour nous informer, pour l'engagement civique et pour l'inclusion de tous ¹¹.

La campagne de Donald Trump fit largement usage des réseaux sociaux, où la diffusion virale de contre-vérités est presque impossible à stopper. Facebook ne peut se laisser accuser sans réagir d'être instrumentalisé par des activistes aux convictions incompatibles avec les idéaux d'une connectivité universelle. De plus, comme les règles d'exclusion de documents sur Facebook aboutissent à censurer des messages engagés pour la liberté de pensée, comment éviter d'être accusé de renouer avec une forme de maccarthisme sous prétexte de protéger

ses utilisateurs? Nous reviendrons ainsi sur la censure en 2016 de la photo de Nick Ut datant de la Guerre du Vietnam, où se distingue le corps d'une fillette dénudée parmi d'autres enfants fuyant sur une route après un bombardement américain. Pétries de bonnes intentions et indiquant des voies sûrement prometteuses pour l'avenir, ces pages rédigées sous une forme très accessible paraissent souscrire aux principales attentes d'un public humaniste. Mais elles laisseront sur leur faim la plupart des analystes. Dans l'immédiat, il s'agit de mobiliser l'intelligence artificielle pour proposer des informations tenues pour consensuelles et modérées aux usagers. Cela aurait pour vertu de diluer la « bulle des filtres » qui favorise le monologue et *ipso facto* de contrarier les thèmes extrémistes. Parallèlement, des suggestions ciblées appuieront le leadership communautaire des utilisateurs qui rayonnent autour d'eux en déclinant les moyens de seconder les initiatives propres à « faire société ».

Communautés de soutien. Les communautés en ligne sont un point brillant, et nous pouvons renforcer les communautés existantes en aidant les gens à se réunir en ligne autant qu'hors ligne. De même que se connecter entre amis renforce les relations réelles, développer cette infrastructure renforcera ces communautés, et permettra aussi d'en créer de tout à fait nouvelles. [...] Sur Facebook nous considérons que 100 millions de personnes appartiennent à ce que nous nommons des groupes « hautement significatifs » [...] Si nous pouvons améliorer nos suggestions et aider à connecter un milliard de personnes avec ces communautés porteuses de sens, cela peut renforcer notre tissu social. Nous prévoyons de construire plus d'outils destinés à renforcer les responsables communautaires [...] Nous pouvons concevoir ces

expériences non pour un usage passif, mais pour renforcer les connexions sociales¹².

À terme, il s'agit de renforcer les possibilités de reliance entre ceux qui sont centrés sur des thématiques comparables et de soutenir particulièrement les groupes engagés concrètement dans des actions communautaires et sociales de terrain – de la santé à l'éducation, par exemple. Ce serait faire de Facebook une base partagée qui assouplira les limitations imputables jusqu'ici aux frontières étatiques et aux rivalités territoriales. Rien de moins. Hormis ce partage de la base, toutefois, chaque groupe d'initiative resterait ce qu'il est, enrichi à la marge – ou parfois plus fondamentalement – par des connexions proposées par Facebook vers d'autres groupes porteurs de projets ou de valeurs analogues.

Notes

1 Texte publié sur *Sens public* en 2017 avec le titre : « Building Global Community. La tentation hégémonique de Mark Zuckerberg et de Facebook » En ligne

2 Concernant le digital labor, on se reportera à l'ouvrage de Dominique Cardon et Antonio Casilli (2015) et à l'entretien donné par Casilli sur le sujet (Casilli 2017).

3 On se reportera par exemple à l'article d'Eric Fournieret (2016).

4 Jérôme Marin faisait la synthèse du débat sur son blog du Monde en novembre 2016.

5 “to strengthen traditional institutions in a world where membership in these institutions is declining” (Zuckerberg 2017).

6 GAFAM : acronyme de « Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft ».

7 “*What's needed is human solutions that rely not just on third-party fact-checking bots but on the power of collaboration. We need people from across the political spectrum to help identify bogus websites and point out fake news. New systems must be developed to empower individuals and*

communities – whether as volunteers, paid staff or both” (Wales 2017). Jimmy Wales ajoute : « Si les fausses infos n'ont rien de nouveau, les moyens de leur diffusion ont évolué. Les fils d'info des réseaux sociaux, les vidéos recommandées et les messages instantanés ont notoirement remplacés les courriels comme vecteurs principaux des infos mensongères. L'internet actuel est bien plus vaste et davantage fait de liens, et se transforme bien plus constamment qu'il ne le faisait au tournant du siècle. L'an dernier, en Inde, lorsqu'un nouveau billet de 2000 roupies a été introduit, une intox disait que le billet comportait une puce de surveillance. Dénoncée peu après, cette “info” circula comme un feu de broussaille sur la plate-forme de messagerie What'sApp, utilisée par 50 millions de personnes en Inde. La question est bien de savoir comment nous pouvons répondre, nous les consommateurs et les institutions » (Wales 2017). S'il appuie le journalisme sérieux, première source crédible, et crédite les réseaux sociaux de leurs efforts pour éviter d'être eux-mêmes submergés, il n'en considère pas moins que l'engagement personnel et collaboratif reste la meilleure garantie d'une conscience civique durable.

8 Il s'agit là des effets d'autopersuasion et de la fermeture à toute contradiction qui résulte de notre enfermement référentiel : nous multiplions en effet les requêtes dont les moteurs de recherche se servent pour nous proposer les contenus et les offres corrélés à notre navigation. Dès lors, notre espace numérique devient un espace redondant en matière d'information et nous n'accédons plus aux signaux qui pourraient diverger de nos croyances et renforcer nos interrogations et nos doutes. En développant cette thèse en 2011 dans l'ouvrage *The filter bubble : What the internet is hiding from you* (Pariser 2011), Eli Pariser a ouvert un vaste débat centré sur l'éditorialisation numérique. Evgueny Morozov a rédigé la recension de l'ouvrage pour le New York Times (Morozov 2011). On se reporterà enfin à l'article « Did Facebook's Big New Study Kill My Filter Bubble Thesis? » de Pariser (2015).

9 “*If this continues and we lose common understanding then even if we eliminated all misinformation, people would just emphasize different sets of facts to fit their polarized opinions. That's why I'm so worried about sensationalism in media*” (Zuckerberg 2017).

10 “*Anyone in the world can add material to articles; anyone can challenge that material and start a discussion. This means more eyeballs on more*

information and more accountability. No matter what their political leanings, editors have to play by the same rules in creating, refining and fact-checking content : verifiability, neutrality, and no original research. [...] We need online spaces for open dialogue across a variety of viewpoints. These spaces must be inclusive by design – toxic behaviour, including harassment, is unfortunately a fact of the internet. We need ground rules : commitment to verification, civil dialogue and active participation. And we need to apply these principles to all our online activity.. commitment to verification, civil dialogue and active participation. And we need to apply these principles to all our online activity” (Wales 2017).

11 “We can all start working on the long term today. In times like these, the most important thing we at Facebook can do is develop the social infrastructure to give people the power to build a global community that works for all of us. For the past decade, Facebook has focused on connecting friends and families. With that foundation, our next focus will be developing the social infrastructure for community – for supporting us, for keeping us safe, for informing us, for civic engagement, and for inclusion of all” (Zuckerberg 2017).

12 ” Supportive community ” Online communities are a bright spot, and we can strengthen existing physical communities by helping people come together online as well as offline. In the same way connecting with friends online strengthens real relationships, developing this infrastructure will strengthen these communities, as well as enable completely new ones to form. [...] 100 million people on Facebook are members of what we call “very meaningful” groups. [...] If we can improve our suggestions and help connect one billion people with meaningful communities, that can strengthen our social fabric. We plan to build more tools to empower community leaders [...] We can design these experiences not for passive consumption but for strengthening social connections” (Zuckerberg 2017).

Bibliographie

Cardon, Dominique, et Antonio A. Casilli. 2015. *Qu'est-ce que le digital labor?* Études et controverses. Bry-sur-Marne : INA.

Casilli, Antonio A. 2017. « « Sur Internet, nous travaillons

tous, et la pénibilité de ce travail est invisible » ». *Le Monde.fr*, mars. En ligne.

Fournier, Eric. 2016. « Existe-il une structure de servitude volontaire dans les technologies de l'information et de la communication ? » *Sens Public*, juin. En ligne.

Morozov, Evgeny. 2011. « Book Review - The Filter Bubble : What the internet is hiding from you - By Eli Pariser ». *The New York Times*, juin. En ligne.

Pariser, Eli. 2011. *The filter bubble : What the internet is hiding from you*. Penguin.

Touraine, Alain. 2016. « François Hollande laisse la France dans un état de délabrement inouï ». *Le Monde.fr*, décembre. En ligne.

Wales, Jimmy. 2017. « With the power of online transparency, together we can beat fake news ». *The Guardian*, février. En ligne.

Zuckerberg, Mark. 2017. « Building Global Community ». *Facebook*. En ligne.

Facebook et la crise des élites¹

« L'Internet nous a fait découvrir le pouvoir des rédacteurs en chef, qui peuvent décider si ce que vous dites est vrai »

Lawrence Lessig

Selon Bauman ou Sloterdijk, le concept de société est inutile : dans l'univers liquide des bulles, chacun sélectionne ce qui lui convient ou lui déplaît (touche « Delete »). Souverainement. La naïveté de Zuckerberg est de croire à l'innocence des réseaux. La réalité est celle décrite par Nassim Nicholas Taleb : à tout moment, un événement hautement improbable peut renverser nos convictions. Nous devons nous préparer à l'événement statistiquement imprévisible. Une enquête indique que les fake news² furent le cygne noir des élections américaines. À l'automne 2016, les intox furent davantage partagées que les infos (Silverman 2016). Mais Facebook doit-il aller contre ses membres ?

Malgré tout, c'est une plateforme et non un éditeur, n'est-ce pas? Plus de trafic, c'est plus de publicité. Un public plus influençable est même meilleur pour certains annonceurs. Facebook abrite deux milliards de comptes actifs, sa valorisation atteint 500 milliards, en hausse de 40% en 2017. Quelle était la question?

Zuckerberg s'engage contre toute discrimination après les événements de Charlottesville. Mais la voie est libre pour la diffusion incontrôlée des rumeurs sectaires sur un réseau ouvert. Techniquement comme juridiquement, comment restaurer une démocratie représentative face au populisme? La liberté d'opinion est protégée par le Premier Amendement de la Constitution américaine, personne ne souhaite donner à Facebook une mission de censure universelle.

Cette crise rend visible la crise de la lecture et des médiations sociales (journaux) : le papier ou l'écran d'ordinateur font place au smartphone devenu le trou de serrure par où chacun recherche des sensations fugaces et peu avouables. La supériorité du smartphone sur l'ancien ragot malveillant tient à la possibilité de partager ces ragots avec une multitude d'inconnus. Ces appareils sont conçus pour cela! Comment les contrôler après les avoir diffusés à des milliards d'exemplaires? La révolte vertueuse contre les *fake news* relève de la défense des élites et pose une question politique qui n'est pas près d'être résolue malgré le discours bon enfant de Mark Zuckerberg.

Le commerce ou la politique par d'autres moyens

La mise à disposition de « moteurs de fiabilité » associés aux moteurs de recherche est indispensable. La course

aux investissements est ouverte. L'initiative de George Soros et Pierre Omidyar dont le *Guardian* a testé la version *bêta* fait partie du lot. Elle doit aider à contrôler les politiciens en anglais, en espagnol et en français par le truchement d'ONG basées à Londres et couvrant aussi l'Amérique latine et l'Afrique (Booth 2017). Il s'agit de corrélér en temps réel le sous-titrage des vidéos à des bases documentaires par des liens vers des bases statistiques fiables qui valideront ou contesteront les faits évoqués par des politiciens. Cela aidera des journalistes qui manquent souvent de références. À terme, pourquoi pas des infobulles qui se déclenchent sur les pages de Facebook ou Twitter?

Les initiatives se multiplient. En mars, Tim Berners-Lee, créateur de l'internet, conseillait de travailler avec les plus grandes entreprises. Nous ne maîtrisons plus nos données personnelles, nous sommes pris dans des bulles de désinformation et de dogmatisme, disait-il :

Les campagnes électorales élaborent désormais des messages publicitaires personnels présentés directement à chaque utilisateur.

Durant l'élection américaine de 2016, jusqu'à 50 000 variantes de messages publicitaires étaient présentées chaque jour sur Facebook, une situation presque impossible à surveiller [alors qu'elle permet de] diriger des internautes vers des sites de fausses informations, par exemple, ou d'en dissuader d'autres d'aller voter. La publicité politique ciblée permet à une même campagne de présenter des messages radicalement différents, voire contradictoires, à différents groupes de personnes.

Est-ce démocratique? Nous devons travailler de concert avec les grands groupes du Web pour trouver un équilibre qui rende aux personnes un juste

niveau de contrôle sur leurs données, y compris pour développer de nouveaux outils technologiques, comme des Data pods [Personal Online Data Stores, « coffre-fort numérique »] si besoin est, et pour rechercher de nouvelles sources de revenus, comme les abonnements payants et les micropaiements. [...] Nous devons contrer la désinformation en aidant les points d'entrée sur le Web que sont Google et Facebook à poursuivre leurs efforts pour résoudre ce problème, tout en évitant de créer une institution centrale qui déciderait de ce qui est « vrai » ou non. (Berners-Lee 2017).

Les grandes organisations s'y mettent : Mozilla l'a fait en août (Gibbs 2017a ; Mantzarlis 2017 ; Pereira 2017). En février, Jimmy Wales (Wikipedia) recommandait aux réseaux sociaux de se contraindre à diffuser des points de vue nettement plus diversifiés que ce qu'ils font : « Ce dont nous avons besoin, c'est de procédés humains ne reposant pas seulement sur les moteurs de vérification de tiers-partenaires, mais sur l'énergie collaborative. Nous avons besoin de gens représentant le spectre politique entier pour aider à identifier les faux sites et signaler les intox. Créons de nouveaux systèmes pour renforcer ces individus et ces groupes – sur une base bénévole, salariée, ou les deux. Pour mobiliser cette énergie, nous avons besoin d'ouverture. [...] S'il y a une parade [kryptonite] contre la fausse information, c'est la transparence. Les plateformes technologiques peuvent décider de donner davantage d'information sur les contenus que les gens voient et sur les raisons pour lesquelles ils les voient. Nous avons besoin de cette visibilité parce qu'elle met en lumière les processus et les sources d'information, cela crée un cadre pour en rendre compte. Nous avons besoin d'espaces

en ligne pour un dialogue ouvert qui intègre une variété de points de vue » (Wales 2017).

En France, *Le Monde* établit une échelle de fiabilité des sites (Les Décodeurs 2017b). La presse internationale veut accréditer son sérieux et se rendre indispensable... à Facebook! (Les Décodeurs 2017a) Lequel doit maintenir sa crédibilité vis-à-vis du grand public et des investisseurs. Le commerce est, comme la guerre selon Clausewitz, de la politique par d'autres moyens.

Des orientations contradictoires

La pression monte donc contre Facebook de la part de la société civile et des associations démocratiques. Cet establishment est bien celui que l'électorat de Trump vomit. Un an après sa campagne victorieuse, les enquêtes sur ses liens avec la Russie et sur son entourage disent que cette guerre civile par médias interposés se poursuit. « Une part essentielle de ce que les enquêteurs ont besoin de savoir sur les méthodes de la Russie est enfermée dans les serveurs de Facebook [...] "Il n'est pas particulièrement de l'intérêt de Facebook de reconnaître qu'ils ont été manipulés de la sorte" rapporte Kellermann³ à VICE News. "Facebook n'est si profitable qu'en raison des aspects marketing de la plateforme. Et voici que cette force de marketing, cette identité, et la crédibilité spontanée que les gens leur accordent a été instrumentalisée contre le marché américain [...] La société a jusqu'ici refusé de partager assez de données sur les clients qui utilisent ses offres publicitaires, ce qui rend difficile aux enquêteurs de comprendre comment ces opérations numériques étaient mises en oeuvre dans Facebook » (Kulwin 2017).

Les directeurs du Projet Cyberpropagande (Computational Propaganda Project), Howard et Gorwa, demandent

l'ouverture des métadonnées de Facebook : « Leurs analystes pourraient certainement fournir des idées qui échapperaient aux services de renseignement » (Howard et Gorwa 2017). Facebook minore sa responsabilité éditoriale et le *Washington Post* écrit : « Les réseaux sociaux doivent s'adapter à la réalité : ils sont à présent dans une certaine mesure des kiosques d'information ; cela impose de se référer davantage à des éditeurs humains pour effectuer le désherbage des intox » (Editorial Board of The Washington Post 2016). Les journaux négocient avec Google et Facebook qui compensent le transfert de la publicité depuis les sites de presse vers leurs plateformes. Ces géants leur demandent maintenant de les aider à débusquer les fausses informations qu'ils abritent.

Le même jour, Mark Zuckerberg écrit : « Nous ne voulons pas devenir nous-mêmes les arbitres de la vérité, mais plutôt nous appuyer sur notre communauté et sur des tiers de confiance. [...] Le plus important que nous puissions faire, c'est d'améliorer notre aptitude à indexer la désinformation » (Zuckerberg 2016a). Facebook détectera et signalera les pages suspectes, leur ajoutera des liens de meilleure qualité et s'appuiera sur des tiers comme Snopes, une ONG active dans la détection des intox numériques. Et Facebook n'acceptera pas les budgets publicitaires de qui serait lié à ces fausses nouvelles⁴. Des milliers de faux comptes ont été fermés en France, et les articles liés existent aux USA, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas... Cependant, le rythme des événements s'impose et Zuckerberg est contraint à s'engager davantage. Après Charlottesville, Twitter, Facebook ou YouTube ont décidé de supprimer les pages de Daily Stormer ou de Chris Cantwell de leurs plateformes. N'est-il pas contradictoire que des prestataires de service qui veulent éviter toute

ingérence réagissent aux demandes de leur public et des investisseurs? Facebook deviendrait-il un éditeur? À l'usage des critiques, Mark Zuckerberg publie en février 2017 « Building Global Community » (« Construire une Communauté mondiale », Zuckerberg 2017). C'est une diversion idéologique pendant que le NASDAQ parie sur les résultats financiers : la croissance est énorme, deux milliards de comptes actifs en juin, Facebook augmente de 25% ses tarifs publicitaires, le retour sur investissement s'élève à 45%! Encore un peu et la société sera la plus puissante de la planète. La confiance des investisseurs pèse bien plus que celle des critiques : marquer des pages n'a guère d'effet sur les extrémistes, les mêmes documents circulent ailleurs sans marquage... Qui, parmi des lecteurs crédules et pressés, prendra le temps de lire des articles liés à côté des intox? Facebook veut éviter tout rôle éditorial qui le rendrait responsable des contenus qui circulent. Seul ce qui est illégal partout et clairement destiné à nuire en travestissant des faits incontestables sera filtré. Et encore, seulement si cela choque d'autres communautés Facebook. La plateforme continuera à réagir au cas par cas, laissant aux critiques le soin de lui indiquer les abus que ses propres employés ont laissé passer. Cependant, si Facebook entend de toute manière refléter les croyances et des préjugés de ses abonnés, à quoi bon établir des principes bien pensants pour les communautés organisées? C'est d'autant plus étonnant que ces principes sont à l'opposé des pratiques boursières de l'entreprise : d'un côté, on fonce, de l'autre on pose des principes nostalgiques, voire réactionnaires... *Building Global Community* expose que Facebook servira les groupes structurés en leur adressant des informations susceptibles de les intéresser. Chacun verra ce qu'il recherche. N'est-ce pas contradictoire avec la promotion des articles liés? Cet univers segmenté est au plus loin de

la neutralité du net. Qui paiera pour être promu fera la fortune de Facebook en même temps que la sienne en flattant chacun selon ses orientations. Facebook ou Google ont constitué des agrégateurs de contenu si puissants que la simple navigation accompagnée de publicité et de données personnelles crée des plus-values extraordinaires. Face à cet effet de réseau, les communs numériques disparaissent : couvrant mal leurs coûts, ils distribuent des ressources patrimoniales sans intérêt commercial, comme dans le cas de Wikipedia ou des bibliothèques publiques. L'idéalisme humaniste a perdu la partie : quelques grands journaux et maisons d'édition résistent, mais cela n'est plus à l'échelle. Facebook veut mettre en valeur les documents réellement lus par rapport à ceux qui sont partagés instantanément au vu du titre ou de mots-clés. Ce critère permet-il de connaître la proportion de lecteurs sur Facebook? D'éliminer les bots et les comptes programmés pour rediffuser automatiquement des contenus?

Accélérationnisme *versus* représentation

Selon Zuckerberg, après les tribus, les cités antiques, puis les démocraties... il y a maintenant la Communauté Facebook. Cela renvoie au paradigme accélérationniste développé par Nick Land. Les fake news sont un produit du capitalisme exacerbé pour qui la vitesse de réalisation est le seul principe : Trump et Facebook sont contemporains : l'idéologie traditionaliste de Zuckerberg dans sa vision passéiste de la communauté le démontre. « Les accélérationnistes exposent que la technologie, particulièrement la technologie numérique tout comme le capitalisme sous ses formes les plus agressives et globalisées doivent

être accélérées et intensifiées sans relâche, soit parce que c'est la voie royale du progrès humain, soit parce que nous n'avons pas le choix. Les accélérationnistes poussent à l'algorithmisation. Ils appuient le déploiement d'une fusion cyberhumaine. Ils appuient la dérégulation des affaires et l'aplatissement des hiérarchies du pouvoir. Ils pensent que les gens devraient cesser de s'illusionner sur nos possibilités de contrôle des avancées économiques et technologiques. Et ils pensent que les mises à jour sociales et politiques ont une valeur en soi. [...] "Nous vivons tous dans des systèmes fonctionnels mis en place par la triade en accélération de la guerre, du capitalisme et de l'intelligence artificielle en émergence," dit Steve Goodman, accélérationniste britannique. "Qu'on le veuille ou non," expose Steven Shaviro, dans son ouvrage de 2015 sur ce mouvement, *Sans limitation de vitesse*, "nous sommes tous accélérationnistes aujourd'hui." "Dans la Silicon Valley," dit Fred Turner, qui fait référence sur l'histoire des industries numériques aux USA, "l'accélérationnisme fait partie de tout un mouvement qui dit "on n'aura plus besoin de politique, on pourra oublier la "gauche" et la "droite" si on se fixe sur les droits technologiques". L'accélérationnisme converge également avec la manière de promouvoir les outils numériques – la croyance selon laquelle ils nous aideront à dépasser pour de bon le monde matériel et tout le bazar physique" » (Beckett 2017).

Quelques extraits pertinents du *Manifeste accélérationniste* : « Les plateformes sont les infrastructures de la société globale. Elles établissent les paramètres fondamentaux du possible comportemental et idéologique. En ce sens, elles incarnent la transcendance matérielle de la société : elles possibilisent certains dispositifs d'action, de relation et de pouvoir. Et si le cadre actuel de la plateforme globale est orienté par les rapports sociaux capitalistes, ce n'est pas une

fatalité. Ces plateformes matérielles pour la production, la finance, la logistique et la consommation peuvent être reprogrammées et seront reformatées en fonction de fins post-capitalistes. À nous de créer une autorité hiérarchique légitime et collectivement contrôlée qui s'ajoutera aux formes de socialité horizontalement distribuées, pour éviter de devenir les esclaves soit d'un centralisme totalitaire tyrannique, soit d'un ordre émergent aléatoire incontrôlable. La commande du Plan doit se marier avec l'ordre improvisé du Réseau » (Williams et Srnicek 2013). Cela est en passe d'être fait par Facebook ! Facebook est un service public contrôlé par son conseil d'administration, qui prélève une sorte d'impôt sur l'économie des services marchands partout où il déploie ses « communautés » et vend des espaces publicitaires. Mais il reste des bugs. Au moment où la campagne américaine bat son plein, Facebook censure une photo couronnée d'un prix Pulitzer montrant des enfants en guenilles, dont une fillette sans vêtements, marchant sur une route et accompagnés de soldats américains pendant la guerre du Vietnam (Scott et Isaac 2016). Le norvégien ayant posté la photo vit son compte bloqué, puis Facebook supprime les pages de journaux qui la republient : Facebook attendra une protestation officielle du gouvernement norvégien pour s'excuser. Cette photo, tout comme le tableau de Picasso *Guernica* ou des gravures de Goya, entendait faire voir au monde la cruauté gratuite. Elle a sensibilisé l'opinion occidentale : la rejeter, c'est appuyer les extrémistes qui conspuent le journalisme.

Les questions éditoriales priment sur les règles de décence. L'histoire est faite de documents relatant des faits horribles : doit-on les censurer ? Incapable de distinguer le sens de chaque post sur ses réseaux, Facebook est piégé. Comment garantir simultanément la liberté du partage, le contrôle

des abus, et la liberté d'expression? Facebook filtre au Pakistan, en Turquie, en Russie – est-il plus simple de s'abriter derrière des règles de censure que d'assumer une responsabilité démocratique? Avec la liberté d'expression et d'opinion viennent les débats et les effets de bulles, apparaissent des cygnes noirs. Le hiatus entre le Premier Amendement de la Constitution américaine et l'action pour l'inclusion et la citoyenneté est de nature éditoriale. Selon Lawrence Lessig : « les algorithmes qui alimentent les gens en informations sur les plateformes comme Facebook, produisent de plus en plus un monde dans lequel chacun vit dans sa propre bulle d'information. Or dans ce monde-là, l'idée même d'une action politique orientée vers l'intérêt général est presque impossible. Nous ne savons pas comment construire un espace dans lequel les gens pourraient discuter des mêmes questions politiques, à partir d'un cadre commun et d'une compréhension partagée des faits. [...] Laisser les gens vivre dans un monde où les seules idées et paroles qu'ils reçoivent sont celles qu'ils veulent, c'est détruire la base de l'engagement démocratique. Quand Facebook ne veut pas que quelque chose soit publié, ils disent juste : "c'est notre plateforme, privée". Mais l'idée d'une plateforme privée quand des millions de personnes sont dessus est assez folle. Nous devons réfléchir à cela : comment créer les standards et les valeurs qui devraient gouverner un monde possédé par des entreprises privées? Nous sommes désormais soumis à de très nombreux souverains : non plus seulement à l'État et aux gouvernements fédéraux, mais aussi au règne de Facebook, Google, Twitter, Microsoft. Cela réclame de réfléchir sérieusement aux valeurs publiques que nous perdons quand nous abandonnons aux entreprises privées le contrôle du cyberspace. Et aujourd'hui, on n'a pas du tout le sentiment que les valeurs constitutionnelles vont

s'imposer à la manière dont le cyberspace se développe » (Petillon 2016).

Facebook répond : il faut accepter des règles moins protectrices dans le traitement des images et des discours. Allons vers un « contrôle personnel de notre présence en ligne » (*a system of personal control over our experience*) en activant librement diverses options en fonction des contenus désirés ou écartés par chacun. Ces constats sont le nouvel horizon de Facebook, ouvert à « davantage de contenus informatifs de qualité et de contenus historiques » (*newsworthy & historical content*)⁵.

Est-ce un début de prise de contrôle par les usagers sur le service? On rêverait de trouver un soutien non pas seulement de ce qu'une majorité pourrait accepter, mais bien de ce que des minorités exigent et doivent obtenir. Il y a actuellement tant d'aléas dans les liens promus ou supprimés par les algorithmes que les principes actuels de la « régulation générale » [*community governance*] semblent incapables de s'adapter. On peut faire varier les normes selon la géolocalisation des usagers et en fonction d'options pour élargir les critères éditoriaux; mais cette approche balance entre (1) une simple sérendipité des liens, (2) une distribution liée à des contrats promotionnels et (3) la constitution d'une bulle par chacun des usagers. Facebook cessera-t-il de censurer des œuvres d'art parfois choquantes qui participent de la culture mondiale? D'images au fort symbolisme historique, mais violentes? Mais comment gérer la propagande extrémiste et les provocations intentionnelles? Les pires horreurs se produisent dans le monde, faut-il les montrer et peut-on le faire sans faire des choix éditoriaux? Les médias actuels recouvrent la violence du monde d'un voile fait d'actualités sportives ou people qui sont en elles-mêmes des manipulations du public. Ces diversions sont des *fake news by design* : elles appuient

les injustices et la destruction planétaire. Une entreprise mondiale de communication basée en Californie au temps de Donald Trump ne peut éviter ces débats. Comment affronter la crise éditoriale de Facebook ⁶? Repérer les pages faisant l'apologie d'une activité délictueuse et les distinguer de sites présentant des documents comparables ou identiques dans le but de les dénoncer est complexe : Facebook sera l'arbitre absolu de toutes les opinions sur tous les sujets !

Les pratiques éditoriales laxistes de Facebook

Les déclarations sont toujours positives : « Zuckerberg déclare : “Sur l'année, nous ajouterons 3000 personnes mondialement réparties à notre équipe de supervision communautaire – en plus des 4500 d'aujourd'hui – pour examiner nos millions de signalements hebdomadaires et les traiter plus rapidement. Si nous voulons construire une communauté sûre, il faut répondre vite. Nous travaillons à faciliter le signalement des vidéos pour mieux décider plus vite quoi répondre à qui aurait besoin d'aide autant que pour éliminer un billet” » (Gibbs 2017b). Mais en pratique « le réviseur [en langage Facebook “analyste des opérations de la communauté”] déclare qu'il n'a reçu aucune instruction obligatoire, bien que sa société propose régulièrement des sessions de perfectionnement et qu'on puisse sur demande avoir accès à un superviseur. Cependant, les employés, souvent des immigrés récents à l'anglais médiocre et supposés travailler dans leur langue maternelle, recherchent de préférence l'aide psychologique hors des horaires de travail plutôt que de la demander en interne, de crainte de perdre

leur travail ou d'être renvoyés chez eux sans salaire » (Solon 2017).

Zuckerberg écrit : « Nous n'écrivons pas les reportages que vous lisez et partagez, mais nous reconnaissons que nous ne sommes pas que des diffuseurs d'infos. Nous sommes une espèce nouvelle d'infrastructure [platform] de parole publique – ce qui implique de notre part la responsabilité nouvelle de permettre aux gens d'avoir les conversations les plus significatives et de construire un espace informatif pour tous » (Zuckerberg 2016c). L'engagement à vérifier les faits est un retournement relativement au 12 novembre, à peine connue la victoire de Trump, quand Zuckerberg disait de Facebook : “Ma conviction est que nous devons être très vigilants pour ne pas devenir nous-mêmes les arbitres du vrai” » (Zuckerberg 2016b).

Ces hésitations disent l'impasse : Facebook est incapable de contrôler ses propres pages. Le débat sur l'éditorialisation de Facebook ne fait que commencer et les entreprises qui travaillent pour Facebook doutent : « Aaron Sharockman, directeur de PolitiFact, site honoré d'un Prix Pulitzer et qui fait de la vérification pour Facebook, constate qu'au moment où ses équipes signalent un article, il se peut qu'il ait été publié depuis des jours, voire plus d'une semaine, ce qui limite l'effet du signalement. “Nous n'avons aucune idée de l'impact réel de notre travail,” et il ajoute “Et Facebook ne nous en dit rien” » (2017, Sam Levin).

Les documents dont disposent les réviseurs de Facebook révèlent un laxisme volontaire⁷ digne d'une de ces « compagnies de marchands » accusées au 18ème siècle par Adam Smith de se comporter en quasi-souverains sans considérer l'intérêt général. Submergé par l'océan des données qui transitent sur ses serveurs, Facebook ne voit ni n'analyse tous les matériaux et les liens. Si même c'était possible, le discernement requis et les algorithmes

indispensables feraient défaut. Or, depuis toujours les institutions dépendent des rumeurs. Ces questions avaient été traitées par les radios et la télévision : une erreur en grande diffusion ne se rattrape pas, et les rédactions présentent divers points de vue, ce que les réseaux sociaux ne font pas. Les renvois de site en site « valident » un signal et conditionnent un comportement. C'est la base de la publicité. Les populismes et l'obscurantisme profitent de ce que les pensées plus élaborées et nuancées sont plus complexes. Simplicité, ignorance et mépris vont de pair, et les peurs exagérées font le jeu des extrêmes. Les réseaux sociaux ne se plieront qu'aux pratiques légales :

Facebook cachera ou supprimera des contenus négationnistes dans quatre pays – France, Allemagne, Israël et Autriche. Le document précise qu'il ne s'agit pas de questions de décence, mais parce que la société craint l'ouverture d'un procès. “Notre politique de géo-blocage croise notre foi dans la libre expression avec la nécessité pratique de respecter les législations souveraines de certains États pour ne pas être bloqués et éviter toute poursuite”⁸.

Dès lors

le rapport indique une négligence manifeste des réseaux sociaux quant à la manière dont leurs réseaux sont manipulés. Facebook, par exemple, délègue l'essentiel de sa veille contre la propagande à des organismes tiers comme Snopes et Associated Press, qui [...] n'ont guère de références en matière de repérage de robots de publication engagés sur les questions politiques. Les chercheurs indiquent qu'un pays est notablement différent des autres. En Allemagne, la crainte d'une déstabilisation cybernétique a pris de vitesse le lancement du cyberactivisme politique et conduit à l'élaboration et à la mise en œuvre des

premières lois au monde qui exigent des réseaux sociaux d'assumer la responsabilité de ce qui est publié sur leurs sites (Hern 2017 ; Noisette 2017).

La cyberpropagande est le plus puissant des outils contemporains contre la démocratie. Les entreprises des réseaux sociaux peuvent bien n'être pour rien dans la rédaction de ces contenus puants, mais elles sont leur espace d'accueil. Elles doivent largement se repenser si la démocratie doit survivre aux médias viraux (2017, Liat Clark).

Défaire la bulle

S'adressant particulièrement au public européen choqué par les filtrages de Facebook et s'opposant à la censure en général, Mark Zuckerberg indique que des standards régionaux accepteront des normes plus ouvertes si elles ne font pas polémique. La segmentation du public en communautés qui s'ignorent entre elles est au cœur d'une stratégie qui combine ciblage publicitaire et personnalisation des réglages.

Mais comment ouvrir le spectre des documents et contrôler la radicalisation des échanges en ligne ?

Notre doctrine s'attachera moins à bannir la désinformation qu'à surimposer des vues et des informations supplémentaires, dont le fait que les réviseurs contestent la validité d'un point. Certes, il nous faut travailler davantage sur la diversité informationnelle et la désinformation, mais je suis mobilisé encore plus par l'effet du sensationnalisme et de la polarisation, et sur le projet de construire une intercompréhension. Les médias sociaux ont une forme brève où tout message bruyant se voit grandement amplifié. Cela pousse

au simplisme et décourage la nuance (Zuckerberg 2017).

Un algorithme de classement expose aussi une vision du monde incorporée, c'est une éditorialisation des boucles informationnelles dont il y a besoin. L'idée de pluralisme bridé est incohérente : il faudrait connaître le nombre de partages de chaque lien et compte pour relativiser certaines pages ou alerter sur les intox dangereuses. Parfois Facebook indiquerait tel ou tel document indexé, mais rejeté « hors-Facebook ».

Fakebook ou meaningful groups ?

Zuckerberg prétend associer le modèle de la télévision généraliste avec les mouvements civiques. Il cite la place Tahrir ou le Tea Party. Mais, face à une situation insurrectionnelle survenant dans une dictature mieux préparée que la Tunisie sous Ben Ali, les accès numériques seraient rapidement bloqués. Et la Place Tahrir symbolise aussi la liberté bafouée en Égypte, pays où Facebook se soumet au contrôle du pouvoir. Facebook est régulièrement accusé de se préparer à se plier aux exigences chinoises de censure⁹.

Le projet de Facebook reprend plus ou moins la pyramide de Maslow : agir dans les champs de la sécurité physique et de la santé sera la base, l'étage intermédiaire est l'appui donné à une information crédible. Et l'horizon serait celui d'une meilleure inclusion dans une communauté mondiale. Est-ce crédible ? Des amis de longue date qui vivent sous l'influence des informations diffusées soit en Russie, soit en Ukraine se sont opposés sur Facebook et ont rompu leurs liens. Les chercheurs d'Oxford considèrent que l'Ukraine a servi de terrain expérimental pour la

stratégie russe. Quelles confrontations démocratiques entre points de vue divergents ?

Si Facebook devient par nécessité un organisme de contrôle, il ne pourra guère servir les *groupes significatifs* critiques et caustiques, moins consensuels et plus ironiques ou créatifs. Facebook est lié à l'ordre dominant. Après la novlangue associée aux totalitarismes étatiques, voici une nouvelle forme de confrontation où les protagonistes ne se rencontrent jamais. Chacun est seul dans une voiture, mais des bribes de pensées sont accessibles aux autres. Les discussions n'ont plus cours qu'à travers des commentaires indirects. L'opérateur peut à tout moment débrancher un émetteur ou supprimer la possibilité de l'entendre, il peut aussi créer ou promouvoir des conversations, mais il n'existe pas de forum, pas de place publique. Seule la circulation est réelle. Quelques personnes émancipées pourront participer à des discussions plus élaborées et minoritaires : elles pourraient même concevoir un espace démocratique de confrontation des opinions ! Mais il faudrait alors descendre de l'autoroute, quitter la circulation, former des communautés réelles, pas seulement des groupes de pairs.

Facebook ne se réfère à rien d'extérieur à soi. Or un dialogue authentique présuppose cette extériorité. Facebook favorise-t-il la communication et l'échange au sein d'une société dont il est l'image ? Notre époque est marquée par de profondes injustices sociales et par un isolement psychique qui les aggrave. Le plaidoyer de Zuckerberg en faveur de communautés inclusives est un vœu pieux : ces communautés intensifient l'entre-soi. Facebook va-t-il vraiment contrer la perte de la vie communautaire par une capacitation [*empowerment*] équitable ? Zuckerberg atteindra mieux cet objectif à travers sa Fondation et Facebook en payant des impôts que par la magie du verbe au service de la rente.

Notes

- 1 Texte publié sur *Sens public* en 2017 avec le même titre. En ligne
- 2 Le terme *fake news* circule partout. En français, il semble approprié d'utiliser le mot « intox », qui désigne une fausse information (par opposition à « info ») et recouvre nombre des acceptions du terme anglais. Intox réfère habituellement au contenu, mais vise par extension l'intention mensongère. S'il ne désigne pas habituellement une publication qui reproduirait la charte graphique d'un support crédible afin d'estomper le sens critique des lecteurs, nous pourrions acclimater cet usage, même si on peut aussi penser à « publication trompeuse ». C'est la différence entre la propagande, qui peut se revendiquer comme telle, et l'intox qui est masquée et annihile le sens critique. Bien entendu, lorsqu'une intention parodique et humoristique est clairement affichée, cette fausse publication n'a pas le caractère d'une intox, mais celui d'une satire ou d'un pastiche, genres légitimes s'il en est dans le monde de la presse. Ressemblerait à forger un terme approprié au phénomène que constitue le partage d'intox sur les réseaux sociaux. L'effet d'amplification peut être massif et c'est à lui que nous consacrons particulièrement cet article. Il s'agit à proprement parler de rediffusion d'intox. Mais cette expression précise a peu de chances de s'imposer. NB : toutes traductions renvoyant à des sites en anglais sont de Gérard Wormser.
- 3 Un responsable de sécurité informatique qui a averti la Maison Blanche dès 2015 des tentatives russes.
- 4 Voir l'entretien de la vice-présidente de Facebook, Fidji Simo du 11-09-17 : « Nous avons interdit à certaines pages identifiées comme diffusant des fausses informations de promouvoir leurs contenus sur Facebook. Et nous avons rendu impossible pour les annonceurs de placer de la publicité sur un contenu identifié comme faux. Cela a permis de frapper ces propagateurs de « fake news » là où cela fait mal, au porte-monnaie » (Piquard 2017). L'essentiel du propos tient cependant à la capacité de Facebook de devenir une infrastructure de diffusion indispensable aux médias : « Nous avons apporté énormément de changements à Instant Articles pour accroître la densité de la publicité présente sur les pages, pour ajouter de la publicité dans les "articles connexes"... Le revenu publicitaire par page a crû de 50% au cours des six derniers mois. Et nous reversons désormais plus de 1 million de

dollars [831 000 euros] par jour aux éditeurs. Beaucoup de médias qui étaient un peu dubitatifs sur la monétisation reviennent en force vers cette solution ».

5 *Building Global Community* (Zuckerberg 2017) : « Notre communauté évolue : nous connectant initialement à notre famille et aux amis, elle devient aussi une source d'informations et d'expression publique. Nos règles communautaires doivent s'adapter à ce changement culturel pour autoriser davantage de contenus informatifs et historiques, même si certains font débat [...] à présent que nous utilisons Live pour compiler les infos et que nous publions des vidéos pour protester contre la violence, nos règles doivent suivre. Pareillement, toute photo montrant un enfant nu aurait toujours été exclue – pour de bonnes raisons – mais nous avons modifié nos règles pour autoriser des contenus historiques importants comme cette photo de la Terreur de la guerre ».

6 « Les règles communautaire doivent refléter les normes culturelles de la communauté pour que chacun ne voie que le minimum possible de contenu discutables et que chacun partage à volonté en ne se heurtant qu'exceptionnellement à des interdits. L'idée est d'associer des processus démocratiques à grande échelle pour établir les règles à de l'intelligence artificielle pour appuyer leur mise en œuvre. Il s'agit de permettre à chacun des membres de disposer d'options pour ajuster ses réglages de contenus » (Zuckerberg 2017).

7 Voir la vidéo du *Guardian* dans leur premier article sur les documents destinés aux réviseurs de Facebook (Hopkins 2017b). Le même jour, voir l'éditorial de Nick Hopkins et Julia Carrie Wong (Hopkins et Wong 2017) qui laisse penser que Facebook ne pouvait guère anticiper son succès et ses conséquences.

8 Voir Hopkins (2017a). En septembre 2017, le site Propublica révélait que des groupes antisémites avaient pu utiliser les mot-clés de Facebook pour cibler des publics affichant leur haine des juifs (Angwin, Varner, et Tobin 2017). La vice-présidente de Facebook, Sheryl Sandberg dut monter au créneau et présenter des excuses publiques (Maheshwari et Isaac 2017).

9 Selon le *New York Times*, Facebook négocie son retour en Chine au prix d'une acceptation de la censure (Isaac 2016 ; Lee 2016 ; Marin 2016).

Bibliographie

Angwin, Julia, Madeleine Varner, et Ariana Tobin. 2017. « Facebook Enabled Advertisers to Reach “Jew Haters” ». *ProPublica*, septembre. En ligne.

Beckett, Andy. 2017. « Accelerationism : how a fringe philosophy predicted the future we live in ». *The Guardian*, mai. En ligne.

Berners-Lee, Tim. 2017. « Travaillons avec les géants du Web pour plus de transparence ». *Le Monde*, mars. En ligne.

Booth, Robert. 2017. « Journalists to use 'immune system' software against fake news ». *the Guardian*, août. En ligne.

Clark, Liat. 2017. « Twitter and Facebook have become 'vessels of propaganda and manipulation' ». *WIRED UK*, juin. En ligne.

Editorial Board of The Washington Post. 2016. « Social media sites can't allow fake news to take over ». *Washington Post*, novembre. En ligne.

Gibbs, Samuel. 2017a. « Google to display fact-checking labels to show if news is true or false ». *the Guardian*, avril. En ligne.

———. 2017b. « Facebook Live : Zuckerberg adds 3,000 moderators in wake of murders ». *the Guardian*, mai. En ligne.

Hern, Alex. 2017. « Facebook and Twitter are being used to manipulate public opinion – report ». *the Guardian*, juin. En ligne.

Hopkins, Nick. 2017a. « How Facebook flouts Holocaust denial laws except where it fears being sued ». *The Guardian*, mai. En ligne.

———. 2017b. « Revealed : Facebook's internal rulebook on sex, terrorism and violence ». *the Guardian*, mai. En ligne.

Hopkins, Nick, et Julia Carrie Wong. 2017. « Has Facebook

become a forum for misogyny and racism? » *the Guardian*, mai. En ligne.

« How Facebook handles Holocaust denial ». 2017. *the Guardian*. En ligne.

Howard, Philip N., et Robert Gorwa. 2017. « Facebook could tell us how Russia interfered in our elections. Why won't it? » *The Washington Post*, mai. En ligne.

Isaac, Mike. 2016. « Facebook Said to Create Censorship Tool to Get Back Into China ». *The New York Times*, novembre. En ligne.

« Julia Carrie Wong ». 2017. Profil. *the Guardian*. Consulté le septembre 29. En ligne.

Kulwin, Noah. 2017. « What Facebook Knows : Facebook could tell us a lot about Russia's election meddling ». *VICE News*. En ligne.

Lee, Dave. 2016. « Facebook 'made China censorship tool' ». *BBC News*, novembre. En ligne.

Les Décodeurs. 2017a. « Le Décodex, un outil de vérification de l'information ». *Le Monde*, janvier. En ligne.

———. 2017b. « Le blog du Décodex ». *Le Monde*, juillet. En ligne.

Levin, Sam. 2017. « Facebook promised to tackle fake news. But the evidence shows it's not working ». *The Guardian*, mai. En ligne.

« Liat Clark ». s. d. Profil. *WIRED UK*. En ligne.

Maheshwari, Sapna, et Mike Isaac. 2017. « Facebook, After "Fail" Over Ads Targeting Racists, Makes Changes ». *The New York Times*, septembre. En ligne.

Mantzaris, Alexios. 2017. « Mozilla wants to matter more in the fight against misinformation ». *Poynter*, août. En ligne.

Marin, Jérôme. 2016. « Pour conquérir la Chine, Facebook pourrait accepter la censure ». *Le Monde*, novembre. En ligne.

- « Nick Hopkins ». s. d. Profil. *the Guardian*. En ligne.
- Noisette. 2017. « Propagande et fake news : Facebook et Twitter sont utilisés pour manipuler ». *L'Obs*. En ligne.
- Oltermann, Philip. 2016. « Germany to force Facebook, Google and Twitter to act on hate speech ». *the Guardian*, décembre. En ligne.
- Pereira, Frédéric. 2017. « Mozilla part en guerre contre les fake news ». *La Fredzone (FZN)*, août. En ligne.
- Petillon, Catherine. 2016. « Lawrence Lessig : “La segmentation du monde que provoque Internet est dévastatrice pour la démocratie” ». *France Culture*, décembre. En ligne.
- Piquard, Alexandre. 2017. « Fidji Simo : « Facebook n'est pas juste une entreprise de technologie » ». *Le Monde*, septembre. En ligne.
- « Sam Levin ». 2017. Profil. *the Guardian*. Consulté le septembre 29. En ligne.
- « Samuel Gibbs ». 2017. *the Guardian*. Consulté le septembre 29. En ligne.
- Sandhu, Sukhdev. 2015. « How dub master Kode9 became the hero of zero ». *The Guardian*, novembre. En ligne.
- Scott, Mark, et Mike Isaac. 2016. « Facebook Restores Iconic Vietnam War Photo It Censored for Nudity ». *The New York Times*, septembre. En ligne.
- Silverman, Craig. 2016. « This Analysis Shows How Viral Fake Election News Stories Outperformed Real News On Facebook ». *BuzzFeed News*, novembre. En ligne.
- Solon, Olivia. 2017. « Underpaid and overburdened : the life of a Facebook moderator ». *The Guardian*, mai. En ligne.
- Wales, Jimmy. 2017. « With the power of online transparency, together we can beat fake news ». *the Guardian*, février. En ligne.
- Williams, Alex, et Nick Srnicek. 2013. « #ACCELERATE

MANIFESTO for an Accelerationist Politics ». Blog. *Critical Legal Thinking*. En ligne.

Wingfield, Nick, Mike Isaac, et Katie Benner. 2016. « Google and Facebook Take Aim at Fake News Sites ». *The New York Times*, novembre. En ligne.

Wormser, Gérard. 2017. « Building Global Community : La tentation hégémonique de Mark Zuckerberg et de Facebook ». *Sens Public*, mai. En ligne.

Zuckerberg, Mark. 2016a. Facebook. En ligne.

———. 2016b. Facebook. En ligne.

———. 2016c. Facebook. En ligne.

———. 2017. « Building Global Community ». *Facebook*. En ligne.

Deuxième partie

**Engagement et
consentement**

Les accrocs d'une stratégie mondiale

Facebook et Google prennent à tout instant des millions de décisions éditoriales et doivent assumer leur responsabilité pour les conséquences de ces décisions. (Roger McNamee 2018)¹

Ces thèmes renvoient à des questions d'histoire, d'éducation civique, de philosophie politique, de media, de gouvernement et bien sûr de technologie. J'envisage de réunir des groupes d'experts pour en débattre et nous aider à venir à bout de ces sujets. (Zuckerberg 2018b)²

La gratuité assure aux premiers entrants d'un système technique innovant une protection vis-à-vis de concurrents potentiels qui n'auront ni les mêmes facilités de recrutement ni la même rentabilité par usager. Ils s'attirent une manne publicitaire supérieure qui structure l'économie du secteur. La gratuité du service aux usagers est une arme létale dans la guerre économique. Les levées en bourse sont investies

dans la recherche et le rachat de concurrents, et le cours des actions monte selon un cercle vertueux que doit accompagner la mondialisation du service. YouTube diffuse un milliard d'heures de vidéo... par jour³ et Amazon s'est acquis une position quasi inexpugnable.

Avant même de s'attaquer à d'anciens oligopoles inefficaces dans la distribution, l'hôtellerie ou les transports, ces réseaux ont détruit le terrain acquis à l'économie digitale informelle, qui ne couvre pas ses propres frais et se contente pour l'essentiel de distribuer des ressources patrimoniales ou dont l'intérêt commercial est limité.

Ce rappel évoque les batailles perdues de l'idéalisme humaniste. Quelques grands journaux et quelques maisons d'édition résistent, mais ils ne sont plus à l'échelle des réseaux mondiaux dont Facebook ou YouTube (Google) sont les symboles. Ces plateformes de services déploient d'innombrables liens et permettent toutes sortes d'accès et de partages désintermédiés. Les créateurs de contenus sont démunis en raison de la baisse tendancielle de leurs marges et doivent s'arrimer à leurs nouveaux diffuseurs pour subsister. C'est le cas de la presse, directement impactée par tout changement des algorithmes des grandes plateformes. Mais sans l'accès ouvert qui reste la marque de *The Guardian*, dont chacun peut soutenir volontairement le modèle de diffusion, je n'aurais pas pu écrire ce chapitre... Qui peut désormais couvrir ses frais dans les métiers de petites séries au succès aléatoire que sont l'édition de textes et de musique ? L'époque Facebook a commencé selon le schéma, simpliste à faire peur, proposé par Zuckerberg : il y a eu les cités antiques, puis les démocraties... et maintenant la Communauté Facebook. Pour les créations originales, le choix se résume à entrer dans les critères de Netflix, parvenir au succès immédiat sur YouTube ou Spotify, ou s'essayer au financement contributif (*crowdfunding*). Même pour cela,

il faut organiser des campagnes sur ces plateformes. Quant à solliciter le mécénat, il faut afficher des ambitions hors du commun pour réussir. Réjouissons-nous : un récent rapport sur les milliardaires, dont les revenus équivalent à ceux de la moitié de l'humanité entière (!!), prévoit que leur vieillissement libérera 4 trillions de dollars dans les vingt ans qui viennent. Une part ira sûrement au mécénat (UBS 2017)... En attendant, Evgueni Morozov nous prévient : les GAFA⁴ ont sauvé Wall Street ces dernières années et les grands fonds d'investissement en sont devenus les actionnaires de référence (Adam 2018), en sorte que leur capacité de lobbying augmente. Même si les mythes qui les entourent ont perdu de leur lustre, ces entreprises assurent, avec le secteur financier, la prospérité américaine⁵. Ces sociétés sont moins le reflet du génie de leurs créateurs que de la force des industries de composants et d'autres infrastructures soutenues à leurs débuts par des investissements publics stratégiques. Leur offre de connecter la planète, apparemment gratuite, se paie au prix fort, celui de l'exploitation et de la circulation des données personnelles, de la médiocrité des contenus les plus visibles, de la concentration des entreprises dominant ces réseaux, et de la captation massive de capitaux par ces mégaréseaux au détriment des économies de proximité et de secteurs à fort taux d'emploi. Cette situation de monopole rend l'humanité captive de quelques grands systèmes de données dont il est devenu impossible de se passer, qui pratiquent des maquillages fiscaux difficiles à combattre et dont le lobbying infléchit la sélection des responsables politiques. Pour l'heure, les *tech giants* se partagent le marché et sont immensément profitables malgré une vive concurrence entre les principaux acteurs (Marin 2018). Mais l'exacerbation de leur concurrence

avec les champions nationaux chinois pour la domination mondiale peut déboucher sur des crises inédites.

Un rêve mondialiste ?

Paul Mozur, Mark Scott et Mike Isaac ont publié en septembre 2017 une enquête sur le rôle de Facebook dans la transformation mondiale du Net. Très loin de toute défense d'une neutralité des réseaux, nous assistons à sa fragmentation organisée. Ils relèvent le lien entre la visite au Vietnam de Monika Bickert, la responsable des relations internationales de Facebook, et l'arrestation d'un ingénieur vietnamien qui avait posté un poème critique des restrictions économiques dans son pays. Facebook ne cachait d'ailleurs pas sa docilité envers le gouvernement pour obtenir du régime qu'il permette à la publicité d'utiliser des sites n'ayant pas leur origine au Vietnam même. Le contrôle des régimes autoritaires sur l'Internet perturbe les stratégies mondiales. Pour leur part, les États démocratiques veulent contrôler les réseaux au nom de la probité des plateformes d'information ou en interdisant le croisement de données entre Facebook et WhatsApp. En Europe, l'entrée en vigueur du RGDP (protection des données personnelles) ne facilite pas les visées de Facebook et des autres GAFA. Si Facebook s'implique localement au Vietnam et en Afrique de l'Est, c'est que la concurrence entre les *majors* du numérique se joue sur tous les terrains à la fois, nourrissant l'accélérationnisme et une perte générale de contrôle. Facebook plaide ceci : « On fait du meilleur boulot en connectant les gens qu'en les antagonisant ». En vain Facebook a-t-il développé une application de censure de billets de blog corrélée à des données géographiques pour revenir en Chine. Même si les autorités américaines se plaignent d'apprendre tardi-

vement l'accès donné par Facebook à Huawei à ses bases techniques pour assurer la compatibilité des échanges entre réseaux⁶, il reste confiné en Chine à des partenariats pour des applications mineures et sous d'autres noms – le temps que les réseaux sociaux chinois soient assurés de pouvoir lui résister. À en juger par le succès de la Journée des célibataires d'Alibaba le 11 novembre, tout semble converger vers un succès chinois à brève échéance : un ancien de Goldman Sachs pour piloter la stratégie internationale, 25 milliards de chiffre d'affaires sur la journée, soit un milliard à l'heure (le premier milliard acquis durant les dix premières minutes), 250 000 transactions à la seconde dont la quasi totalité sur mobile, et à la fin, 800 millions de colis à expédier (Duval 2017, Leplâtre 2017). Qui dit mieux ?

Facebook est très actif en Afrique où vendre en ligne est devenu banal pour nombre de commerçants. Mais son service bridé (« FreeBasics ») ne convainc guère, même au Kenya, où Facebook est le mieux implanté. Google, Tencent ou Orange sont bien présents dans ce grand jeu planétaire, et leur rivalité ne les protège pas d'une instrumentalisation politique potentiellement dangereuse, bien au contraire. Au Sri Lanka, Facebook est accusé d'avoir laissé se développer une propagande antimusulmane aux effets meurtriers au point que le gouvernement a bloqué ses activités. De fait, Facebook manque de superviseurs pour contrôler les messages dans la langue du pays (Safi 2018). Amalini de Sayrah, éditrice de *Groundviews* au Sri Lanka, voit certes dans cette mesure l'arbre qui cache la forêt des graves divisions du pays (2018), mais on voit bien que les plateformes ne tiennent guère compte des situations locales. Infiltrées par les polices du monde entier, elles amplifient notoirement toutes les rumeurs et les délations...

Vendre un rêve mondialiste et affirmer l'engagement de Facebook pour le débat d'idées et le pluralisme, comme le fait le texte *Building Global Community*, ne doit donc pas tromper. Cela ne modifie ni le bilan de l'entreprise, ni ses pratiques sociales, mais rend le rêve plus séduisant. Destiné aux idéalistes qui désirent que Facebook serve le Bien, ce discours est d'abord un élément de communication interne. Même repris mondialement, les *posts* de Zuckerberg sont prioritairement destinés aux personnels de l'entreprise et à ses actionnaires. Ils sont indirectement des « éléments de langage » pour les usagers et les journalistes, et n'engagent l'entreprise que marginalement. Sa mission centrale n'est pas d'établir le Bien commun, concept d'ailleurs impossible à déterminer. Zuckerberg dit vouloir structurer des communautés d'usagers de Facebook (*meaningful groups*) : c'est simplement désigner les produits finaux des ressources engagées par l'entreprise ! Agréger et qualifier les cibles et les prospects justifie les tarifs publicitaires de l'entreprise : cela vaut bien une messe.

L'imaginaire utopique en déroute

C'est le retournement complet de la contre-culture qui pensait faire pièce à la financiarisation du monde en jouant avec les « *organized networks* ». Ned Rossiter, qui espérait voir des réseaux structurés instaurer une démocratie post-représentative, était loin du compte :

La marchandisation de l'Internet et sa régulation à travers le droit de propriété intellectuelle induit le tarissement des flux d'information. Cependant, il suffirait d'une réforme adaptée pour faire de la recherche des droits de propriété intellectuelle un pivot pour une architecture politique stratégique pour garantir

les échanges de données au sein de réseaux informels [...] Il nous faut explorer des modèles économiques alternatifs à l'actuel mode de production des contenus si des richesses peuvent être extraites et distribuées à partir d'activités liées au secteur des nouveaux médias⁷. (Rossiter 2006)

Voici dix ans, nombreux étaient ceux qui rêvaient encore de voir la piraterie et la gratuité interdire l'exploitation économique des réseaux. Le pari gagné d'Apple, de Facebook et d'autres plateformes fut de lancer d'énormes agrégateurs de contenus imposant des formats d'usage si puissants (la messagerie Gmail et les services associés de Google, y compris le format ouvert Android, ou bien Instagram et WhatsApp contrôlés par Facebook par exemple...) que la simple navigation, génératrice de publicité et de traces à usage marchand, couvre amplement leurs frais de développement et de maintenance. Les plus puissants de ces catalogues de liens voient leur plus-value croître au prorata de l'intégration numérique. C'est l'économie de la gratuité à deux versants selon Olivier Bomsel (2007). Le fondateur de WhatsApp, devenu milliardaire en se faisant racheter par Facebook, échouant à résister à la demande de financiarisation de ce service jusqu'ici gratuit et devenu un symbole d'accès connecté ouvert, vient de démissionner. Arrachée à la concurrence par Zuckerberg, cette pépite devra contribuer au cours de bourse de Facebook et ne sera pas durablement offerte aux usagers en prime de fidélité aux pages Facebook lorgnées par les annonceurs : ceux-ci veulent aussi mettre à profit les données de messagerie.

Comment croire que le plus puissant système d'information et de communication jamais mis en place, Facebook, n'assume aucune responsabilité éditoriale ni sociale? Perméable aux injonctions des gouvernements, grand ouvert aux annonceurs, il est aussi segmenté selon des critères géo-

politiques obscurs. Il cherche explicitement à faire que chacun reçoive presque uniquement ce qui lui plaît. L'addiction aux terminaux multitâches (*smartphones*) est un enjeu mondial, et la jeunesse semble vulnérable. Prenons Mark Zuckerberg au mot :

Je change l'objectif que j'assigne à nos équipes-produits en passant de celui de vous aider à trouver des contenus pertinents à celui de vous aider à avoir davantage d'échanges interpersonnels de valeur [*meaningful social interactions*]. Nous avons entrepris des changements dans cette direction l'an dernier, mais il faudra des mois pour que ce nouvel objectif percole tous nos produits. Les premiers changements seront visibles dans le fil d'info, où vous pouvez vous attendre à voir plus de choses venant de vos amis, de votre famille et de vos groupes⁸. (Zuckerberg 2018a)

Facebook doit évoluer pour privilégier du temps utile pour ses usagers. Le manifeste *Building Global Community* allait déjà dans ce sens. Que peut bien être ce temps utile selon la plateforme de micromessagerie qu'est Facebook ? Le *buzz* et les échanges entre pairs referment les horizons de chacun sur des groupes affinitaires structurés par des discours publicitaires ou autopromotionnels. Dans les médias comme dans les échanges interpersonnels, l'actualité *people*, les vidéos ironiques ou décalées, les séries et les dernières innovations numériques prennent le pas sur les tragédies de notre temps : cela facilite les menées de groupes d'influence organisés pour démultiplier la viralité de messages à scandale. L'opinion publique s'est polarisée à la faveur de la disparition des lieux publics de débats et du bain continu de messages renforçant chacun dans ses préjugés : les visions du monde simplistes règnent et deviennent exclusives. Faute de pouvoir débattre, on n'échange plus qu'avec des personnes qui partagent nos idées. Les réseaux sociaux ren-

forcent l'entre-soi et les appariements sélectifs, ces leviers qui structurent des inégalités cognitives sur lesquelles les politiques sociales n'ont que peu de prise. Pour la première fois dans l'histoire humaine, un puissant réseau d'échange indépendant ne se donne aucun but social et accroît les antagonismes irréconciliables.

Loin de l'esprit encyclopédique qui voulait, déjà, offrir du temps utile et des liens ouverts pour renforcer des groupes représentatifs (*meaningful groups*), nous sommes confrontés à un espace de publication régi par un mixte qui associe le Premier amendement de la Constitution américaine, qui garantit la libre expression, à des choix éditoriaux influencés par les annonceurs. Face à la porosité des réseaux et au laxisme de leurs responsables, les grands publicitaires réagissent. Unilever prévient que si les plateformes ne reprennent pas le contrôle de ce qu'elles diffusent, le groupe cessera d'acheter de la publicité ciblée. Le péril est immense et Zuckerberg le sait. Il annonce dans la foulée qu'il va consacrer toute son énergie à réparer Facebook pour servir ses actionnaires et ses donneurs d'ordre. Le contrôle des contenus n'en sera que plus constant : l'immense majorité des humains n'accédera à l'avenir qu'à des sites de loisir ou de renseignements administratifs et commerciaux. Loin des utopies lyriques du cinéma hollywoodien, le posthumanisme est un flux permanent de contenus fonctionnels standardisés qui évince progressivement les points de vue critiques de cette capture des humains par ces systèmes qui mettent en circulation et sélectionnent les contenus qu'ils moissonnent ou qui leur sont remis à titre professionnel (offres commerciales), ou sous forme d'hébergement personnel quand nous postons des photos et des documents privés.

Des lanceurs d'alerte aux réseaux sociaux

Forgé de longue date, le terme de « désinformation » désignait initialement les tentatives des services étrangers pour polluer le débat public démocratique, par des rumeurs et des fausses nouvelles : tactique ancienne pour envenimer la discorde chez l'ennemi. La période récente innove sur deux points. Tout d'abord, ces actes de guerre peuvent s'appuyer en temps de paix sur la facilité avec laquelle les plateformes de micromessagerie (réseaux sociaux) permettent de cibler des groupes spécifiques et de leur adresser des messages sans passer par un processus de validation.

La sortie du film de Steven Spielberg *The Post* (intitulé en France *Pentagon Papers*) fut l'occasion de rappeler que la démocratie dépend de l'engagement des citoyens et des médias. Qu'il s'agisse de la guerre du Vietnam ou de la surveillance électronique, d'affaires d'argent ou d'alcôves, des révélations écaillent le vernis idéologique des dirigeants politiques. Le temps que nous passons à nous informer de la météo est mis à profit par d'autres pour mener à bien des opérations frauduleuses et secrètes.

À ce jeu, les démocraties sont en péril, car elles requièrent un type de débat participatif, engagé et contradictoire, que les réseaux sociaux sont bien incapables de promouvoir. De tels débats exigent du temps ou de l'espace. La presse ou la télévision classiques savaient gérer la parole des experts, celle des politiques et celle des intellectuels et des militants. Mais ces rôles, naguère présentés sous des traits spécifiques, disparaissent avec les petites phrases circulant sur réseaux de micromessagerie (Twitter...). Yves Jeanret a pointé le mimétisme qui voit nombre d'universitaires rechercher une visibilité publique à travers leurs brefs en ligne (tweets), tandis que les experts et les politiciens

utilisent les plateformes pour se donner une consistance d'emprunt (2014). La visibilité des messages étant indexée sur leur simplicité et leur efficacité, comment s'étonner de ce que le succès aille aux plus caricaturaux d'entre eux? Twitter adresse au début de 2018 des messages à plus de 600 000 utilisateurs pour leur signaler qu'ils ont, peut-être sans en avoir eu conscience, fait circuler des informations fausses incitant à la polarisation des opinions, venues de sites et robots de messagerie implantés ou stimulés depuis la Russie. Il s'agit bien là d'un fait d'éditorialisation, directement lié au format des tweets et à la disponibilité de moyens de communication qui peuvent assez facilement être instrumentalisés pour se muer en moyens de propagande.

Des intrusions déplacées

Un tel *bug*, pour prendre le langage des programmeurs, est une faute conceptuelle dont un système technique ne se relève normalement pas – c'est l'équivalent en terme médiatique de l'erreur des ingénieurs japonais à Fukushima : n'avoir pas élevé les digues de protection à la hauteur d'un tsunami millénaire. Roger McNamee, dont nous présentons plus loin les analyses, rapporte que

Facebook a signalé que jusqu'à 126 millions d'Américains ont été affectés par les interventions russes sur sa plateforme principale, à quoi s'ajoutent vingt autres millions sur Instagram qui lui appartient. Additionnés, ces chiffres dépassent le nombre des 137 millions d'Américains qui ont voté en 2016⁹. (McNamee 2018)

Il demande que Facebook, quoi qu'il lui en coûte, expose individuellement à ses usagers comment ils ont été trompés, et il en tire des conséquences dont il espère voir le Congrès américain s'emparer. Au vu de la valeur boursière et de la

capacité de lobbying de Facebook, Twitter ou Snapchat en 2017, le démantèlement de ces entreprises n'est pas pour demain. Mais les grands journaux indépendants, *The Guardian* et *The New York Times* en tête, sont décidés à démontrer la pertinence de leur modèle éditorial face à celui des plateformes qui absorbent et diffusent des contenus qu'elles ne produisent pas ni ne hiérarchisent. Les enquêtes et les articles que nous citons sont autant d'opérations sur le terrain d'une guerre de l'éditorialisation où se joue l'avenir des pensées démocratiques. Nous voyons mal, en effet, comment des populations livrées aux plateformes de micromessagerie seraient capables de prendre à bras le corps les questions relatives aux modèles sociaux et aux transformations collectivement indispensables pour prévenir les catastrophes annoncées.

Malgré leur expansion territoriale, ces plateformes ou « réseaux sociaux » sont essentiellement monolingues : elles parlent la langue du capitalisme financier qui soutient leur déploiement massif dans une osmose entre les réseaux de télécommunications et les réservoirs de contenus numériques. Notre approche anthropologique des réseaux aperçoit les effets ravageurs de la désintermédiation. Elle accroît les tensions dans les sociétés clivées par d'anciennes rivalités ethniques et dépourvues d'arbitres légitimes. Ses conséquences sont tout aussi radicales pour les sociétés libérales fondées sur l'existence de médiations et de coopérations complexes qui assurent une circulation suffisante des informations pour que les élus et les dirigeants puissent agir, pour que les citoyens puissent se concerter, demander des comptes aux responsables et peser sur leur ordre du jour. L'action des plateformes de messagerie touche ici le cœur des habitus et des références de chacun, rabattant la vie privée sur des pratiques de harcèlement de toute nature. Tel est le mirage des réseaux sociaux : ils *mettent en*

scène une certaine proximité avec les élus, mais celle-ci est une forme constante de harcèlement de la part d'hommes politiques qui court-circuitent les débats contradictoires. Donald Trump agit en maître et les analystes ont noté comment sa campagne électorale fut alimentée par ses propres adversaires qui ont universellement propagé ses messages en s'en montrant scandalisés, au point de faire de ses provocations le centre du débat public au détriment des problèmes sociaux des Américains. La dynamique économique interne et la focalisation du discours sur une « guerre commerciale » qui stimule la base électorale du président masquent la réalité d'une concentration extrême des pouvoirs entre les mains d'une élite de la fortune soucieuse avant tout de participer aux opérations financières à plus forte marge et de s'exonérer du minimum de solidarité sociale envers le tout-venant du peuple.

Comme l'indique fortement Michel Feher (2017), le modèle financier détruit non seulement l'espace public politique mais aussi l'entreprise comme entité durable et participant des médiations de l'espace social urbain. Cette transformation radicale favorisée par le numérique a connu une première phase au siècle dernier quand la mondialisation a assuré l'approvisionnement des pays riches en biens de toute nature grâce aux usines installées dans les pays émergents aux bas salaires. Depuis une quinzaine d'années toutefois, c'est au cœur des sociétés capitalistes les plus riches que ce *re-engineering* opère en automatisant des secteurs entiers autrefois créateurs d'emplois stables. L'économie américaine est proche du plein emploi, mais les catégories sociales les plus fragiles sont loin de s'en sortir. Sans capital immobilier, habitant des périphéries éloignées, privées de services publics de qualité, médiocrement formées et souvent discriminées, elles sont laissées pour compte d'indices de prospérité qui voient la fortune accrue des plus riches nour-

rir l'illusion d'un progrès général¹⁰. La transparence auto-proclamée des médias interactifs aurait donc débouché sur l'éviction de la plèbe – quel paradoxe !

Comment éviter d'associer le déploiement des réseaux sociaux à la fermeture des espaces publics de la discussion démocratique ? Comment ne pas voir dans la promesse de la communication pour tous la mystification principale de notre temps et l'intox (*fake news*) par excellence ? Christian Salmon rappelle que les *fake news* ont eu leur heure de gloire sous la présidence Bush et durant les années qui suivirent la conquête de l'Irak par l'armée américaine (2018). Celle-ci s'est vantée de contrôler de manière occulte divers médias irakiens et d'y placer des articles ou des émissions à la gloire de l'occupant. De même, divers communiqués de la NASA ou du NOAA¹¹ furent expurgés de mentions pouvant choquer les créationnistes. Certains de ceux qui ont contribué à la campagne de Donald Trump figuraient parmi les conseillers de George W. Bush qui affirmaient leur capacité à contrôler les infos et la réalité. Puisque le système politique américain tolère de longue date la circulation publique d'informations fallacieuses, pourquoi Facebook devrait-il d'ailleurs s'ériger en arbitre de la vérité ou en redresseur de torts ? Jusqu'ici, Zuckerberg se voulait l'apologiste d'un libre échange où les divers propagandistes se disputent l'audience : sur cette ligne, le verdict électoral de 2016 atteste, selon Christian Salmon, la victoire médiatique de leurs adversaires¹² !

Même exacte, cette vision cynique de l'histoire réduit la nouveauté de ce qui se passe sur les réseaux sociaux. Regardons de plus près. L'accélération dont traite Hartmut Rosa (2010) produit des effets radicalement neufs en se logeant au cœur des algorithmes, faisant perdre aux villes intermédiaires leur vitalité relativement aux centres de décision principaux. C'est justement l'électorat de ces villes

en crise qui a porté Trump au pouvoir ! Cette tendance est à l'œuvre pour longtemps et voici des décennies que les populations pauvres, et même les classes moyennes, sont continûment expulsées des centres urbains par l'élévation des loyers. Au sein des zones urbaines, les foyers modestes sont pris dans des spirales d'endettement qui leur ont fait perdre tout ce qu'ils avaient – ainsi en Espagne ou aux États-Unis pendant la crise des *subprimes* (Sassen 2015). La crise des *subprimes* n'a fait que révéler une tendance de fond que synthétise un article récent qui donne la parole à Saskia Sassen :

« Quand les villes-mondiales traitent avec d'autres agglomérations [*communities*], c'est le plus souvent pour prélever sur elles une rente. Les financiers de New York ont besoin des dettes de l'Amérique centrale pour doper le marché obligataire. Les start-ups de San Francisco ont besoin de voitures sous-utilisées partout pour lever des milliards en bourse. Les colosses du commerce en ligne recherchent des terrains à moindre coût pour leurs entrepôts ». Le reste du pays peut bien bénéficier des innovations qui se déversent des villes-mondiales, et les gains sont réels pour les consommateurs. Mais, dans le même article, M. Sorper conclut : « au moment où cela se produit, ces villes sont déjà passées à autre chose et inventé de quoi devenir encore plus riches¹³

De là sans doute la stupéfaction de ces villes-mondes face à la réaction de populations frustrées qui ont élu Trump ou choisi le Brexit en faisant circuler des intox. De là aussi la sensibilité des maîtres de réseaux à tout ce qui vient rappeler que les services réputés gratuits rapportent à leurs promoteurs des fortunes jamais vues, localisées dans les plus grands centres urbains mondiaux, et que leur action est si puissante dans nombre de domaines que leurs

organisations concurrencent des politiques publiques, y compris pour l'éducation, sans en assumer les objectifs d'égalité dans l'exercice des droits et la capacité d'agir. L'humanité devient-elle dépendante d'ingénieurs portés par le goût de tester des innovations virales qui accélèrent encore le succès des *tech companies*? Ils peuvent modifier les critères de toute information disponible, prélèvent une dîme sur toute publicité, voire sur tout échange interpersonnel, procèdent sans contrôle à toutes sortes de recoupements. Vendant leurs services « avancés » au plus offrant, ils peuvent à l'occasion se faire instrumentaliser par toute puissance occulte organisée pour cela. Une certaine lenteur – le temps de la réflexion – siérait ainsi au débat démocratique qui ne peut que s'étioler si chacun constate son impuissance à agir en dehors de sa sphère privée – sa famille, ses amis et ses réseaux professionnels – sans pouvoir désormais rêver à une transcendance collective transformatrice.

Dénégation et vérité

Selon Roger McNamee,

on croit lire un scénario de science-fiction : une technologie célébrée parce qu'elle rapproche les gens est utilisée par une puissance hostile pour les séparer, miner la démocratie et créer de l'angoisse. C'est exactement ce qui s'est passé aux États-Unis durant l'élection de 2016. Nous avons construit une ligne Maginot – la moitié des dépenses militaires mondiales, des centres financiers numériquement blindés, tout cela conçu pour repousser les attaques extérieures – sans imaginer qu'un ennemi pourrait infecter l'esprit de nos citoyens par le biais de nos propres inventions, pour un coût minime. Cette attaque n'a pas seulement été un succès stupé-

fiant, elle fut un succès durable puisque le parti politique qui en a bénéficié refuse de reconnaître les faits. Les attaques continuent de jour en jour, faisant peser une menace existentielle sur notre vie démocratique et notre indépendance¹⁴. (McNamee 2018)

Ce scénario à la Philip K. Dick voit un politicien retors, soutenu par une pléiade d'ingénieurs russes spécialistes de la désinformation, l'emporter sur une ancienne secrétaire d'État hostile à la Russie¹⁵ (Lee et Currier 2018)! Près de la moitié de l'électorat américain étant, en toute circonstance, disposé à soutenir un candidat marquant son hostilité à l'exécutif de Washington, déplacer un pourcentage minime des électeurs permet de gagner et l'effet démultiplicateur de la surenchère en réseau y a contribué. Il faudrait corréliser son incidence avec les scores de Trump dans les *Swing States* qui ont fait l'élection. Celle-ci affaiblit les institutions fédérales et contribue au repli dominant sur la sphère privée. Le sarcasme populiste dénigrant les élites fait recette : seule une minorité se battra pour un universalisme démocratique. Rendu visible par ces interférences directes, le lien des réseaux sociaux à la politique n'est nullement épisodique. Encourager le partage de supercherries humoristiques et outrancières inhibe toute résistance aux campagnes les plus insidieuses, tenues alors pour de simples jeux verbaux « limite ». La séduction des réseaux sociaux se mesure à l'allocation temporelle et psychique qui leur est consacrée. Les commentaires des dernières photos trash ou people rendent invisibles les opérations financières stratégiques qui structurent notre avenir immédiat. Ce harcèlement médiatique réduit presque mécaniquement l'influence des acteurs engagés en faveur des droits sociaux et d'une pensée historique sérieuse. En ce sens, les réseaux sont constitutivement pris dans un tropisme de la performance narcissique qui

laisse dans l'obscurité toute injustice qui n'accède pas à la notoriété immédiate en ligne. On trouvera confirmation de cela jusque dans le succès d'une campagne contributive pour soutenir les dépenses juridiques des familles séparées à la frontière américaine en raison de l'application de lois récentes : le couple californien qui a lancé cette action sur Facebook, attendant quelques centaines de dollars, a vu affluer 7,5 M\$ de dons en quelques jours, ce qui signifie que 200 000 personnes ont souhaité financer cette action à la thématique on ne peut plus consensuelle, laquelle se poursuit et a vu plus de 600 000 donateurs (« Reunite an immigrant parent with their child » 2018) contribuer à réunir une somme atteignant 25 millions de dollars (Lyons 2018). Les *meaningful groups* sont donc le lot de consolation d'un monde en voie de privatisation générale où les réseaux personnels, le bénévolat et les groupements d'intérêts sont les seuls recours face au délitement des horizons sociaux, que cependant ils ne parviennent pas à inverser d'eux-mêmes. Les sociétés les plus riches ne sont pas à l'abri de fractures soudaines que la prospérité et la croissance ne masquent qu'à très court terme – en dépit des signes annonciateurs que sont les votes opposés à la mondialisation et réclamant un repli identitaire.

De là que parmi les motivations des lanceurs d'alerte figure leur conscience de détenir des informations qu'ignorent même ceux qui les produisent, selon les dires d'Edward Snowden. Dans un récent entretien avec Daniel Ellsberg, Edward Snowden déclare :

En fin de compte, on entre dans une dynamique telle qu'un employé donné puisse vraisemblablement – en fait, ce n'est pas simplement une vraisemblance, mais bien une réalité – avoir à sa main des accès plus ouverts que le directeur d'un bureau, d'une unité, d'un

groupe, d'une agence, voire que le président¹⁶.
(MacAskill, Snowden, et Ellsberg 2018)

En appeler à l'opinion publique réveille les consciences, mobilise les journalistes et secoue les politiciens qui se sentent floués par le sempiternel discours du *there is no alternative*. Il s'agit bien de mobilisation, terme chargé s'il en est d'associations guerrières, mais dont la signification s'est retournée avec les *technologies mobiles*. L'héritage militant de la Révolution française, de la constitution des États-nations au XIX^e siècle et des luttes anticoloniales se serait dissipé au point que la mobilisation ne renvoie plus qu'à son contraire – une mobilité associée au désengagement. Une ruse de la raison module le thème de la mobilisation guerrière totale évoquée il y a un siècle par Ernst Jünger (*Totalmobilmachung*) (Jünger 1990). En effet, le repli sur les intérêts privés voit les privilèges d'une infime minorité d'humains être confortés par une combinaison fatale à la démocratie. On observe une forte passivité de collaboration de classe. L'enrichissement général s'est accompagné depuis cinquante ans d'une soumission quasi totale de la classe moyenne consommatrice aux valeurs et aux intérêts de la classe dominante. Cette alliance tarit la source du progrès démocratique à proportion de ce que les électeurs votent en fonction de l'intérêt des classes situées au-dessus de la leur et auxquelles ils s'identifient dans leurs rêves. C'est le phénomène marquant des cinquante dernières années aux États-Unis : la dette phénoménale financée par le reste du monde et la crise des *subprimes* ont récemment accouché d'une politique fiscale plus favorable que jamais aux actionnaires sans que les *meaningful groups* d'opposants ne parviennent à imposer leur agenda. En effet, le ressentiment exprimé par ceux qui fustigent cette domination des « élites » se traduit mondialement par l'adhésion à des approches incompatibles : là où certains plébiscitent

des discours qui s'alimentent au rejet des plus pauvres et au racisme, d'autres en appellent à une transformation, se référant à une forme modernisée du contrat social dont l'un des symboles serait l'allocation universelle. Partagée entre des orientations inspirées du nationalisme populiste ou de la social-démocratie et mise en demeure de choisir entre des propos révolutionnaires de droite ou de gauche, la majorité de la population marque son appui à des orientations qui ne mettent pas en péril le pécule qu'elle est parvenue à accumuler, confortant partout le succès des conservateurs, surtout en temps d'incertitude économique. L'idéal d'une démocratie d'adhésion individuelle diffusé par Tocqueville (1835) s'est avéré être un leurre dont deux siècles de convulsions politiques n'ont pas toujours guéri ses propagandistes. Nous en verrons une preuve nouvelle en constatant que la participation individuelle aux réseaux de micromessagerie, si liée qu'elle soit à un processus d'émancipation personnelle, ne garantit nullement une motivation pour l'égalité et la justice sociale et par le rejet de la fascination pour les passe-droits des classes les plus riches. Jessé Souza l'observe pour le Brésil (2017).

Par un retour de flamme symbolique de l'état du monde, l'empire supposé libéral, les USA, s'est aujourd'hui mué en tenant d'un nationalisme économique qui ne pourra déboucher que sur des accords avec les oligarques chinois et affaiblir les alliés européens des USA attachés à une concurrence ouverte. Contestant les propos plus nuancés des tenants d'une collectivité politique pacifiée capable de se projeter dans l'avenir, ce discours exalte l'opposition du style de Donald Trump, affairiste exagéré, à celui de Barack Obama, juriste cultivé. Trump serait le défenseur des oubliés de l'âge numérique... en même temps que les tweets du candidat, si aisément relayés, lui offraient une immense campagne gratuite dans laquelle il se montrait en

victime de l'establishment. Ajoutez le spleen des habitants des petites villes en déshérence, et le tour est joué. Or, ce repli sur la sphère privée et les petites communautés est explicitement favorisé par les plateformes de micromessagerie (réseaux sociaux). Il masque la réalité du monde à nombre de ceux qui pourraient y réfléchir – et y auraient intérêt. Or l'engagement civique, s'il résiste aux dictatures, est tout aussi indispensable aux démocraties. Mais le terme d'*engagement*, aujourd'hui repris par les publicitaires, désigne la sensibilité des internautes qui cliquent pour approuver ou commenter le propos d'autrui. Zuckerberg a beau jeu de vanter l'avenir des conversations entre pairs, rappelons que nous devons nos libertés à des consciences qui se sont levées pour résister aux secrets d'État, non à des bavards qui commentent des ragots ou partagent des vidéos promotionnelles. De ses échanges avec Ben Bradlee, rédacteur en chef du *Washington Post* à l'époque, et avec Katherine Graham, propriétaire et directrice du journal qui finança la publication des Pentagon Papers après que le *New York Times* a été poursuivi, Spielberg dit ceci :

Il m'expliquait qu'il devait motiver ses équipes sur une enquête, et la poursuite de celle-ci, avec la même vigueur qu'il avait dû exhorter ses soldats à faire face aux attaques des kamikazes. Pour lui, le commandement militaire et la direction d'une rédaction relevaient du même effort. J'ai déjeuné avec Katharine Graham en 1998. C'était étrange. Elle a dû me poser une dizaine de questions, quand moi j'ai pu en placer une. Un réflexe de journaliste, j'imagine. Ce n'est pas du sang qui circulait dans ses veines, mais de l'encre. (Blumenfeld 2018)

Spielberg ajoute que la propagation de rumeurs et de « vérités alternatives » est tout aussi dangereuse pour nos sociétés clivées que la censure. Dénoncer ces amalgames les

fait aussi circuler, et le populisme réactionnel prospère au milieu de réseaux idéologiquement imperméables à toute contradiction à qui le libre accès numérique garantit la diffusion, surtout si les politiciens professionnels utilisent ces ragots pour fidéliser leur électorat :

Je n'ai jamais perçu autant de colère ou de ressentiment entre les deux camps. Il n'existe pas le moindre espace commun, et donc plus de moyen d'avoir un débat. Je ne vois pas d'issue. (Blumenfeld 2018)

Pour sa part, Roger McNamee indique que les *fake news* sont bien monétisées parce qu'elles se vendent mieux que le reste – les ficelles venues de la presse à sensation ont envahi les réseaux électroniques :

La peur et la colère provoquent bien plus d'engagement et de partages que la joie. En conséquence, les algorithmes privilégient les contenus-choc plutôt que le fond. Certes, cela a toujours été vrai dans les médias – de là le vieil adage « Si ça saigne, ça gagne ». Mais pour les médias de masse, il fallait composer avec le fait de s'adresser à tous les publics en même temps et avec des systèmes de diffusion plutôt limités. Tel n'est plus le cas pour les plateformes Internet sur terminaux portables (*smartphones*). On a créé des milliards de canaux distincts, chacun d'eux peut aller plus loin dans la négativité et l'extrémisme sans risque de se couper d'une partie du public. Au contraire, les plateformes aident les gens à s'isoler eux-mêmes dans des bulles filtrées en fonction de leurs goûts, ce qui réduit le risque d'être exposé à des idées divergentes¹⁷. (McNamee 2018)

Vingt ans durant, la communication numérique a été parée de vertus. Elle était supposée structurer le tissu social autour des centres d'intérêts de chacun, faciliter la mise en commun de connaissances et réduire les écarts entre

les métropoles et les espaces périphériques. Mais nous assistons depuis quelques temps à une évolution toute contraire. Sans qu'on sache bien quelle est la cause et quel est l'effet, nos sociétés sont devenues structurellement plus inégalitaires depuis qu'elles se sont livrées au numérique (« Davos 2016 - UBS white paper on the Fourth Industrial Revolution » 2016). La révolution numérique s'est opérée dans un désordre tel que la plupart des groupes sociaux en ont subi les effets. Des chances inespérées se sont offertes à une infime minorité, les États peinent à harmoniser les effets de ces transformations. Des études indiquent que les villes moyennes ont cessé de structurer un territoire de croissance et affrontent un déclin sans guère de perspectives (Badger 2017). Les prestataires privés et les fournisseurs de solutions techniques ont généralement pu dicter leurs conditions pour s'établir partout : le partenariat annoncé entre Google et le chinois Tencent anticipe de nouvelles grandes manœuvres mondiales (AFP 2018).

Un détour africain

C'est le cas de l'Afrique. Comment Facebook a-t-il opéré au Kenya, qui se targue d'être un pays numériquement développé ?

À la veille de la probable réélection du président Uhuru Kenyatta au Kenya, Facebook annonçait un dispositif de contrôle des *fake news*¹⁸.

Y a-t-il de quoi s'étonner ? Concrètement, il ne s'agissait pour Facebook que d'inviter ses usagers au Kenya à vérifier les métadonnées associées aux documents qu'ils consultent : date, url, les repérages de spams et de *hoax* enregistrés. Une bonne pédagogie du web, en quelque sorte ? Sur tout une excellente affaire politique. Facebook appuie le président sortant qui contrôle les médias et s'est assuré le

soutien de l'organisation Cambridge Analytica qui a participé aux campagnes victorieuses du Brexit et de Trump¹⁹ (Hume 2017).

Son opposant ne dispose pas de tels moyens et doit s'appuyer sur des rumeurs : battu, Odinga allait affirmer qu'on a utilisé les codes d'accès du responsable des bases numériques de la commission électorale, qui vient d'être assassiné, pour trafiquer les résultats. Difficile à établir – mais certainement une indication de la polarisation des esprits et de la force des rumeurs. Son offre d'accès Internet à bas coût, limitée à Facebook et à quelques sites, a fait que la compagnie domine le paysage électronique kenyan : sa stratégie contre les *fake news* est purement diplomatique.

En septembre 2016, Zuckerberg effectue son premier voyage en Afrique. À Nairobi, il visite un campus numérique. Il se prépare secrètement à annoncer la mise sur orbite du satellite de communication AMOS conçu avec Eutelsat pour la diffusion wifi en Afrique : il quittera précipitamment le pays à l'annonce de l'explosion de la fusée SpaceX au décollage (Abdelkrim 2016, Wong 2016). Trois ans perdus pour Facebook ! Ce projet devait appuyer la dynamique lancée en 2013 – quand Facebook a lancé « Internet.org » pour déployer la connectivité dans le monde : un bouquet restreint aux pages Facebook et à celles de quelques partenaires, un système captif ne respectant en rien la neutralité du net – de là son exclusion en Inde. Étroitement contrôlé dans ses contenus, Internet.org promeut la stratégie mondiale de l'entreprise. Au Kenya, la firme annonce en février 2017 l'ouverture d'un service Internet accessible à un coût moindre que celui des opérateurs du marché. Mais il ferme d'un seul coup en juin, deux mois avant l'élection, un important groupe de discussion comptant plusieurs centaines de milliers de membres actifs au Kenya²⁰.

Les initiatives de Facebook au Kenya visent à contrôler ce marché émergent avec l'appui des autorités. La réélection du président donnerait plusieurs années à Facebook pour gagner son pari : Zuckerberg en bénéficierait plus qu'Obama, qui, à la veille d'un scrutin controversé²¹, appelle à respecter le résultat du vote dans le calme. La nouvelle focalisation de Facebook sur les *fake news* est en ligne avec ses intérêts dans un pays clé d'Afrique de l'Est. La mise sur pied d'un service wifi au Kenya se fait en partenariat avec diverses multinationales qui se coalisent pour imprimer leur marque dans une région essentielle à l'expansion américaine. Après de graves violences et l'annulation de l'élection du mois d'août par la Cour suprême, Kenyatta prétend diriger le pays, mais il est passablement affaibli. L'opposition a démontré internationalement le caractère partial et violent de son gouvernement et poursuit sa campagne. Mais Facebook poursuit sa stratégie à Nairobi, réunissant début octobre les représentants de « *meaningful groups* » présents sur la plateforme (« Facebook Brings Together Kenyan Group Leaders to Foster New Connections » 2017) et annonçant son intention d'organiser un concours de *start-ups* (Sogodogo 2017).

La supposée neutralité de Facebook masque un soutien inconditionnel aux gouvernements en place, qui pousse parfois à la violence. Un article de Jason Patinkin paru le 15 janvier 2018 fait état de la situation au Sud-Soudan où les conflits internes pourraient déboucher sur des atrocités pour peu que des appels à la vengeance soient pris à la lettre par des factions locales chauffées à blanc. Facebook succédera-t-il à la Radio Mille Collines rwandaise dans l'histoire des rapports entre médias et génocide? Quand des Soudanais de l'extérieur alimentent des blogues en

fausses nouvelles, on arrive à des situations limite comme celle-ci :

Certains sites web sud-soudanais semblent brouiller intentionnellement la limite entre infos valides et intox. Un groupe Facebook antigouvernemental, MirayaFM, porte le même nom que la radio officielle des Nations Unies au Sud-Soudan, Radio Miraya, ce qui a conduit à la confusion pour des lecteurs incapables de saisir la différence entre eux. De même, le site web « équatorien » extrémiste africanspress.org rediffuse des articles provenant de sources crédibles, mais les remonte avec des titres provocants. L'un d'eux accusait récemment les Dinkas de tuer par amusement des Équatoriens et de les transformer en nourriture. Ce titre était placé au-dessus d'une vidéo de l'Agence France-Presse concernant le avertissements de l'ONU pour prévenir un génocide. Mais la diffusion de cette vidéo de l'AFP est en fait bloquée sur le site²²...

Les rapports de Facebook avec les pouvoirs publics américains sont d'ailleurs sujets à interrogations : certains affidés de Poutine ont vu leur compte bloqué, tel le tchéchène Kadyrov, mais il n'en est rien pour le syrien Bachar el-Assad, pourtant sur liste noire officielle aux USA (Solon 2018). Les pires dictatures profitent doublement de Facebook. D'un côté, Facebook aide à noyauter la population en flattant les jeunes bien nés; de l'autre, il facilite le repérage des opposants et leur exclusion de la médiassphère. S'ils déclarent vouloir sécuriser le monde et le rendre plus fraternel, les réseaux sociaux ont en réalité du sang sur leurs pages²³. Ils ciblent les « *meaningful groups* » au profit des annonceurs, mais font-ils des efforts pour résister aux États qui entravent la liberté d'opinion? Contribuent-ils vraiment par des « discriminations positives » à l'*empowerment*

des populations? Luttent-ils pour la neutralité du net? S'opposent-ils à la propagande et aux préjugés? Facebook est régulièrement accusé de se préparer à se plier aux exigences chinoises de censure²⁴. Quand il est fait état de la publication en Birmanie de pages haineuses tandis qu'il n'existait bien sûr aucun « *safety check* » pour les Rohingyas persécutés²⁵, il est difficile de prendre au pied de la lettre des propos comme ceux-ci :

Engagé civiquement. Dès lors que nous visons à construire l'infrastructure collective (*social infrastructure*) d'une communauté mondiale, nous allons travailler à construire des instruments nouveaux qui encouragent l'engagement civique réfléchi. Renforcer notre pouvoir d'utiliser notre voix n'en deviendra que plus important²⁶. (Zuckerberg 2017)

Ces bonnes intentions relèvent de la prose financière, non d'un serment humanitaire. Comment une entreprise qui se dit essentiellement technologique peut-elle s'autoproclamer au service de l'engagement civique quand son développement repose sur la mobilisation non pas des opinions, mais bien de capitaux gagés sur la croissance du revenu publicitaire? Facebook sélectionnera-t-il à l'avenir ses annonceurs selon la contribution des entreprises au développement durable? À la promotion des droits des plus pauvres? Au respect des droits syndicaux? À l'éducation de base? On assiste jusqu'ici plutôt au processus inverse. Facebook protège les publicitaires en réduisant les annonces figurant à proximité de pages litigieuses ou polémiques. Cela augmente d'autant la valeur des pages associées aux groupes liés aux idéologies consuméristes²⁷. Des études systématiques devraient être menées pour connaître les associations les plus opérantes entre les contenus rédactionnels et promotionnels et saisir leurs renforcements spécifiques. D'ailleurs, moins d'un an

après la diffusion de ce manifeste, les dernières annonces vont dans un tout autre sens. Il s'agit d'exclure les questions qui fâchent (sociales au sens du français « contrat social »...) au profit de thèmes familiaux et de la communication de proximité. Les « *meaningful groups* » ciblés par l'entreprise sont impliqués dans la vie quotidienne, dans des actions de bienfaisance, de formation ou de partages culturels. Et si des actions liées à des mobilisations collectives (social au sens américain) ont toute leur place sur Facebook, elles ont une signification bien différente selon qu'elles interviennent dans un pays respectueux ou non de ses citoyens. Contribuer à organiser une course à pied en ville n'a pas le même sens à Stockholm ou à Sumatra : à Stockholm, la page est soutenue par la marque ASICS, c'est un événement international; en 2012, une petite tentative pour organiser un marathon par *crowdfunding* à Jambi semble bien n'avoir pas eu de suite...²⁸

La presse en déroute

Building Global Community parcourt plus ou moins la pyramide de Maslow. Agir dans les champs de la sécurité physique et de la santé serait la base, l'étage intermédiaire est constitué par l'appui donné à une information crédible face aux rumeurs, au sensationnalisme simplificateur et aux propagandes incontrôlées. L'horizon serait celui d'un engagement civique et de l'inclusion de tous ceux qui le pourront dans une communauté mondiale qui est l'avenir de l'humanité. Si Facebook reconnaît que la polarisation qui a marqué la dernière élection américaine est à l'image des propos courts et clivants propres aux réseaux sociaux, rien n'indique que Facebook puisse contrôler les contenus qu'il véhicule. De plus, la volonté réaffirmée de l'entreprise de ne pas devenir une entreprise de média signifie son

indifférence vis-à-vis des effets potentiels de l'activité éditoriale de ses utilisateurs. La promotion nouvelle des interactions directes entre les usagers va dans ce sens et minore par ailleurs immédiatement la place des « articles liés », diminue la visibilité des pages affichées par des entreprises éditoriales de petite taille auxquelles peu d'usagers sont abonnés. Facebook ne peut que renforcer la polarisation que regrette publiquement Mark Zuckerberg. Emily Bell, directrice du centre de recherche en journalisme numérique de l'université Columbia de New York, rapporte la baisse de fréquentation constatée par divers éditeurs de revues et de journaux depuis quelques mois et constate l'indifférence de Facebook relativement à la presse et aux citoyens :

Définir Facebook en tant que société de média et ses engagements avec les entreprises de presse est dissonant et même nuisible pour sa présence là où la liberté d'information est menacée par le régime²⁹.
(Bell 2018)

Facebook a refusé de commenter les témoignages selon lesquels il aurait désigné le groupe militant Rohingya Arsa comme groupe dangereux, alors même que les militaires et le gouvernement birman maintiennent une forte présence officielle sur la plateforme web. L'effort de Facebook pour connecter des millions de gens dans les pays pauvres grâce à son programme *Free basics* explique son succès rapide en Birmanie. John Harris lie explicitement la facilité avec laquelle la propagande extrémiste a pu jouer au type de service offert par Facebook dans certains pays en développement. Lancé en 2013, le service *Free Basics* est issu de l'acquisition par Facebook, en 2011, du logiciel Snaptu, qui gère des applis sur des téléphones de base, tout en limitant la connectivité à quelques sites. Même l'usage d'un navigateur est alors facturé, de sorte qu'

il est aisé de lire des pages sur Facebook, mais qu'il peut être impossible de vérifier les allégations qui s'y trouvent publiées. (Harris 2018)

Toujours est-il que ce service a fait passer les utilisateurs birmans de Facebook de 2 à 20 millions, même si *FreeBasics* a été fermé sans préavis l'an dernier en Birmanie, comme dans d'autres pays, sans que Facebook ne s'explique sur le sujet, selon l'enquête de Manish Singh. Ce dernier rappelle le refus du gouvernement indien à laisser implanter ce service (Singh 2018). En Inde, l'implantation du service a été interdite après un combat pour la neutralité du net mené par Nikhil Pahwa³⁰, mais Facebook continue de faire de *FreeBasics* un cheval de Troie pour attirer des millions d'inscrits dans le monde. Ici comme au Sud-Soudan ou dans d'autres contextes politiques dégradés, constate Emily Bell dans son blog cité plus haut,

le positionnement confus et l'approche faux-cul de sa responsabilité éditoriale par l'entreprise est potentiellement criminelle. (Bell 2018)

L'audience de Google augmente relativement à celle de Facebook (Carr 2017). Faute de pouvoir cribler suffisamment les pages introduites sur la plateforme et de les étudier systématiquement, le choix est de réduire leur visibilité directe et de se contenter des renvois par les utilisateurs. Beaucoup de petits médias et de petits éditeurs vont y perdre l'essentiel de leur lectorat. C'est le paradoxe de la massification que d'invalider les médiations intellectuelles (celles par exemple assumées par des bibliothécaires, des professeurs, des libraires et des auteurs...). Une fois de plus, la crainte de commettre des bourdes et l'incapacité à assumer un travail éditorial conséquent garantit la prévalence des idées et des préjugés les plus communs et en fin de compte les plus vulgairement nocifs.

Les réseaux sociaux sont-ils donc réactionnaires par construction? Certains commencent à le dire. Mais comment faire sans eux? Le journal *Folha de São Paulo*, visage officiel de la politique brésilienne, annonce avec emphase en février 2018 qu'il cesse d'alimenter sa page Facebook³¹. Dans un contexte où son concurrent *Globo* dispose de canaux de télévision gratuits et de son site payant, et à la veille d'une année électorale, il s'agit de se centrer sur les abonnés payants et un lectorat enregistré. Ses visiteurs sur Facebook pourraient colporter toutes sortes d'intox dont le journal ne veut pas s'occuper – ce qui n'empêchera pas ses lecteurs de diffuser certains contenus sur Facebook hors de la page du journal. Ce cas fera-t-il école? Ce serait un retour à la normale pour les éditeurs, mais il est bien illusoire : la *Folha de São Paulo* est un journal de l'establishment porté par une élite rétive à tout bouleversement de ses certitudes, qui se voit en représentant du Brésil légitime et est un acteur majeur de la ruine du projet démocratique dans ce pays, faute précisément d'ouverture réelle de canaux de communication et de débat avec les minorités s'efforçant de réduire le poids écrasant des oligarchies... Entre les élites conservatrices et le populisme en réseau, le monde est sous l'emprise des jeux de pouvoir entre les conglomérats techno-publicitaires et les milieux d'affaires traditionnels. Comment promouvoir des contenus élaborés dans un monde de simplisme et de bulles de filtrage? Les fils d'actualité propulsent les infos qui donnent lieu à plus de commentaires, le sensationnalisme prévaut toujours davantage, induisant l'invisibilisation de tout ce qui s'éloigne des opinions dominantes et pourrait choquer les publicitaires.

Les algorithmes appuient donc les formes consensuelles recoupant quelques variables sémantiques statistiquement pertinentes et participent de la clôture de la pensée.

Par le nombre des liens, ces critères écrètent les extrêmes statistiques dans l'apparition de mots-clés : ils écartent certains extrêmes idéologiques et laissent dans l'ombre les innovations discrètes, réservées aux connaisseurs qui savent ce qu'ils cherchent... et forment de microcommunautés. L'intelligence artificielle durcit les oppositions simplistes, réduit les débats nécessaires, diffuse les idées les plus conventionnelles et déforme l'espace public démocratique dont nous avons besoin. Toute expérience minoritaire et créative sera expulsée du spectre représentatif au nom des statistiques, reléguée dans les fonds des pages personnelles les moins actives, au moment même où Facebook assumera de fait un rôle de direction de conscience et de soutien à l'ordre dominant quel qu'il soit (on respectera les mœurs et les lois). C'est *Le Meilleur des mondes* (*Brave New World*) de Huxley (1932) ou *Le maître du haut château* (*The Man in the High Castle*) de Philip K. Dick (1962). Facebook ne deviendra pas une « contre-agence-de-presse-officielle » : tout discours polémique ou critique sera tenu pour marginal et rejeté du côté des opinions qui n'engagent personne, rendu invisible par les filtres par défaut. Caricaturons : pour ne pas donner prise à l'islamisme, on diffusera par défaut ce qui convient aux pouvoirs dans les régions où il sévit. La contribution de Facebook à la lutte contre le terrorisme passe par la restriction dans la diffusion des opinions adverses, au motif de ne pas donner de motifs aux radicaux de se scandaliser d'une liberté d'expression hors de contrôle. La fermeture du compte Twitter d'un militant égyptien renommé est emblématique (Belam 2017). Elle appuie le pouvoir en place en Égypte, qui vit sous la menace d'attentats islamistes, et s'inscrivait dans le contexte du plébiscite en faveur du dictateur putschiste al-Sissi (Filiu 2018). À condition de savoir comment jouer sur les filtres,

les personnes émancipées pourront voir des contenus bien différents, mais se garderont de les faire circuler là où une censure d'État est à l'œuvre... Ce type d'événement n'est pas spécifique, on n'en voudra pour preuve que l'exemple de l'arrestation à Hanoï d'une personne publiant des poèmes sur Facebook et dont le texte faisait allusion à la pauvreté, repérée en fonction d'accords officiellement passés par Facebook pour tenter de surmonter l'opposition du gouvernement à laisser les entreprises locales faire de la publicité sur des sites d'origine étrangère (Mozur, Scott, et Isaac 2018).

Toute idée d'égalité civique disparaît au profit des capacités de réseaux laissées à l'aléatoire des origines, des rencontres et du caractère de chacun. Didier Fassin (2018) décrit de telles inégalités entre humains³². La financiarisation du capitalisme fait de chaque acteur du système économique global un « investi » sommé de faire évaluer son crédit en permanence. Michel Feher rappelle que tout demandeur d'emploi doit faire miroiter ses atouts en matière de flexibilité, chaque animateur de *start-up* faire valoir le retour sur investissement potentiel, et que tout gouvernement répond de son crédit devant les agences de notation plus que vis-à-vis des électeurs (2017). À ce jeu planétaire, les grandes plateformes numériques sont les grandes gagnantes. Sans avoir nécessairement été bénéficiaires à un moment quelconque de leur histoire – ce qui leur évite de payer des impôts –, elles ont attiré des milliards de dollars en bourse au point d'intéresser la planète entière à leur succès. La retraite de millions de personnes dépend actuellement de leur cote boursière³³. Les inégalités actuelles dépassent tout ce qu'a connu l'humanité dans le passé et aucune organisation internationale n'a pour vocation expresse de faire converger les économies ni de taxer les super-revenus – bien au contraire : le « chacun pour soi » et le « malheur aux vaincus »

sont de règle, en dépit des efforts consentis par quelques milliers de fonctionnaires internationaux ou nationaux et de responsables d'ONG. À qui s'étonnera de l'absence de mobilisations et de révoltes, on répondra que les gouvernements se voient concéder par les grandes entreprises juste de quoi financer des services à la population gagés sur un endettement qui les place sous le contrôle des marchés financiers et leur interdit toute politique alternative. La transparence dans les données et l'accélération des circuits d'information se traduit ainsi par un contrôle rapproché des acteurs politiques par les marchés financiers et par l'allocation à chacun d'un crédit de consommation de données qui permet au plus grand nombre d'accéder de manière minimale aux services dont chacun a besoin pour persister dans son statut social – quel qu'il soit (« Stephan-Eloïse Gras : Dans les pays du Sud, rester connecté est une question de survie » 2018). Quelle révolte pourrait-elle avoir lieu dans ces conditions? Dans un brillant ouvrage pédagogique, Patrick Boucheron pose la question : comment se révolter? (2016) S'il évoque la récurrence de la révolte et la conviction toute humaine de ceux qui ne se soumettent pas, tout comme l'avait fait Eric Hobsbawm avant lui en traitant des bandits (1972), il constate que, le plus souvent, les révoltes sont réprimées et s'achèvent sur une démoralisation durable. Qu'en sera-t-il de la révolte à venir contre les *majors* du net?

Cette leçon vaut pour le Brésil, où les médias dominants n'évoquent jamais les conditions d'existence de la majorité de la population, laissant les politiciens véreux et les annonceurs dominants occuper l'espace public. Centrées sur divers chantages psychologiques, les *telenovelas* tiennent le public en haleine parce qu'elles décrivent le monde cynique des puissants. La diffusion d'événements sportifs ou la chronique de la corruption des milieux politiques

sont autant de diversions qui nourrissent l'abstentionnisme social. Le système politique est opaque, lointain, secret à proportion de sa faible emprise sur le réel. Ainsi, la réforme des retraites a fait l'objet de débats du gouvernement avec tous les lobbies du pays, mais il n'en est jamais question publiquement : nul ne sait de quels avantages se monnaient les appuis politiques, ni quels chantages bloquent la publication d'une réforme qui exempterait la plupart des corporations organisées des règles du commun. Centrée sur des procès pour corruption qui discréditent les politiques et certains entrepreneurs, mais aussi leurs juges, dont l'impartialité est douteuse, la faiblesse de l'information économique et sociale est tout aussi criante que l'élosion des différences radicales de mode de vie entre les classes et les composantes diverses de la société brésilienne. Les grands médias sont avant tout des plateformes qui déversent la publicité tapageuse des banques, du secteur automobile, des entreprises de télécom ou d'électronique. L'emprisonnement de l'ancien président Lula, incompréhensible pour tous, est devenu une série à suspense. A contrario, quand Rodrigo Maia, président de la chambre des députés et aspirant à la présidence, parle impunément des programmes sociaux comme d'un carcan qui tiendrait ses bénéficiaires en esclavage, cela ne crée aucune vague dans les grands médias³⁴ ! La colère se manifeste donc avant tout sur les plateformes de micromessagerie (réseaux sociaux), là où chacun cultive avec ses proches le partage de photos et de liens instantanés. L'effet est garanti : ce qui relève d'une expression politique demeure pris dans ces cercles de voisinage social immédiat et ne sort pas d'une conversation ironique qui ne devient pas un événement menant à des manifestations publiques. La viralité de l'opinion publique, dont la presse traditionnelle se faisait

l'écho, se cantonne aujourd'hui à des réseaux sans porte-parole. Les administrateurs des grandes plateformes de messagerie en savent plus que la presse sur l'état de l'opinion : cribler quelques mots-clés et les corrélés avec des données géographiques établit un baromètre fiable de l'opinion. Les gouvernements et quelques entreprises n'accèdent-ils pas à de telles informations? Chacun peut vivre l'illusion d'appartenir à des groupes communautaires et de cultiver des affinités électives, vivre un monde en ligne sans contrainte. Même l'irrespect peut être une valeur... mais elle ne se voit plus dans l'espace public urbain si ses effets se limitent aux *likes* des fans déclarés. En retour, nous alimentons en permanence la désormais célèbre bulle de filtrage, qui fragilise l'univers commun cher à Hannah Arendt au détriment de toute confiance, voire de tout intérêt pour ce que pensent ou vivent les autres.

La consommation des médias commerciaux qui illustrent le monde selon des perspectives caricaturales témoigne d'une situation dans laquelle le divertissement médiatique (*entertainment*) monopolise l'attention au détriment de tout ce qui pourrait renforcer les solidarités de base. On voit cependant mal ce qui pourrait altérer leur emprise – tel est d'ailleurs leur principal message. Rien d'encourageant à voir les études indiquant que les personnes exagérément impliquées sur les écrans réduisent leurs rencontres « présentes » ou à constater le nombre de cas où des jeunes en pleine détresse confient leurs angoisses à leur écran, les partagent en vain avec leurs « amis », et que ces derniers restent sans réaction vis-à-vis de ce qui débouche souvent sur des suicides. Écoutons alors Patrick Boucheron : l'histoire

doit d'abord enseigner aux enfants à ne jamais baisser les bras lorsque tout, autour d'eux, semble dire qu'on ne s'en sortira pas. Si elle doit transmettre des

valeurs, ce sont des valeurs d'émancipation et non de résignation (Boucheron 2016, 25),

ce qu'il illustre en indiquant qu'il est le plus souvent possible d'inquiéter les puissants par diverses revendications ou par diverses formes de désertions : nul n'est condamné à ne rien tenter pour s'élever contre une situation bloquée. Pour ma part, je persiste à penser que la perspective encyclopédique, qui se définit par la valorisation des liens qualifiés, demeure l'une des plus puissantes – elle assure au moins une transmission des pratiques collectives de réflexion. Autant dire que les références internes de notre ouvrage sont une sorte de guide de lecture structuré, même si c'est à travers le prisme d'une subjectivité au travail.

Mettre en œuvre une approche documentaire inspirée de cette stratégie, et nous référer aux principaux renvois internes de textes et de publications ayant fait l'objet de fortes validations (soit en raison du sérieux dans la préparation intellectuelle et éditoriale, soit par recoupement des principaux usages faits de documents spécifiques dans l'univers des liens associés), c'est contribuer à l'émergence de liens de qualité et pas seulement à un florilège de citations. Cela suppose naturellement de sortir de toute fascination pour l'immédiateté et le « temps réel » et d'assumer que la réflexion exige du temps et ne se décante que par l'exercice de la confrontation avec la pensée des autres.

Loin d'attendre que des suiveurs tweetent nos textes et les approuvent, il importe de travailler avec et sur des documents élaborés de manière dialectique par leurs auteurs, en rapport avec la variété des efforts déjà effectués pour établir un cadre d'analyse, à la profondeur des données disponibles, aux échanges ayant existé sous forme de conversations ou de séminaires. En résumé, l'écume des vagues des millions de renvois à des documents aussi vite oubliés que parcourus ne laisse, en se retirant, qu'une

grève stérile faite de grains de sable agglomérés au hasard et que balaira la prochaine vague. C'est seulement en organisant les conversations et en qualifiant leurs références que nous pourrions résister au tout-venant idéologique et médiatique et proposer des alternatives au moins locales. Pour ce faire, il importe de penser l'émergence de collectifs connectés. C'est là qu'une revue comme *Sens public* prend toute sa valeur : circuler de texte en texte forme déjà l'un de ces « *meaningful group* » dont parle Zuckerberg, disposant de ressources communes éditorialisées et orientées sur une multiplicité de découvertes possibles pour chacun de ceux qui les parcourt. Les groupes de veille centrés sur des contenus spécifiques (au service des voyageurs dans un certain lieu, des amateurs de telle musique, des consultations psychologiques, de programmes scolaires ou pour partager une passion exclusive pour une espèce de plante ou d'animal...) sont autant de ressources. Mais il importe à tout le moins d'offrir un criblage des sources fiables dans chaque domaine considéré : des sites de référence sont indispensables pour rechercher ou de se faire adresser des liens minoritaires, quasi invisibles, que leur caractère de rareté qualifie dans l'univers documentaire des masses de liens. Face à l'océan désert, des atolls de sens ne peuvent se constituer qu'autour de singularités aperçues par les navigateurs, tout comme un lagon se crée aux alentours d'un volcan émergé.

En finir avec la politique ?

Ces questions nous ramènent au frontispice du *Leviathan* de Hobbes et sur la manière de penser les collectifs – en arrière-plan des maléfices de la vie à plusieurs, pour reprendre le titre du dernier ouvrage d'Etienne Tassin. Les malheurs survenus autour de Facebook sont intrinsèquement

liés à la structure comportementale des effets de loupe associée aux réseaux sociaux et promus par eux. Il ne s'agit pas simplement de ce qu'Eli Pariser a nommé « bulle de filtrage » (*filter bubble*) (2012), mais d'un biais sélectif valorisant toute forme de microsensationalisme. L'info doit être simple, immédiatement perceptible, elle touchera directement les personnes qui ouvrent leur page, de préférence par un petit choc, et incitera au partage : photos d'anniversaires ou « vérités alternatives » produisent cette envie sur un public qui s'autosélectionne comme réceptif. Bien sûr, en matière politique, ce biais a été très largement exploité par Cambridge Analytica, entre autres firmes gérant des données personnelles dans le cadre des conditions d'utilisation des annonceurs valides jusqu'en 2015 et exploitées l'année suivante.

Puisque nous ne pratiquons ni les analyses à la René Girard concernant l'esprit mimétique et le désir de vengeance inspiré de récits tirés de la Bible, ni celles, faciles, concernant le désir de compensation cynique éprouvé par de petites gens à l'égard des puissants, censé justifier ce qu'on nomme le « populisme », nous devons plutôt formuler des motifs « positifs » pour de tels comportements. L'ignorance et la crédulité en sont de puissants leviers. Le rire mauvais qui l'accompagne parfois, rire potache qui colporte des canulars sans se préoccuper de savoir s'ils seront pris au pied de la lettre, même au second degré, induit une perméabilité aux propagandes mensongères (armes de Saddam ou satanisme des Iraniens...) et à toutes les plus grossières diversions idéologiques du genre de celle de Trump disant - entre deux fusillades de lycées aux USA - que les attentats de Paris n'auraient pas fait tant de victimes si les ouvriers du Bataclan avaient été armés!!! On voit ici le ressort, éprouvé de longue date, du négationnisme le plus crasse : non

seulement le génocide n'a pas eu lieu puisque personne n'a été informé à l'époque, mais en plus, il est invraisemblable que les victimes n'aient pas pris les armes!³⁵

Etienne Tassin, dont la brutale disparition nous navre, indiquait fortement que le concept d'espace public selon Arendt ne pouvait pas être confondu avec celui, habermassien, d'espace communicationnel. Il suppose en effet

l'appropriation collective par les citoyens des répertoires d'action, et singulièrement de contestation, qui étaient propres aux conflits guerriers, et qui sont réinvestis sous une forme pacifique mais non sans violence dans les luttes sociales et politiques qui ont accompagné la naissance et la formation des sociétés démocratiques modernes. Ce deuxième aspect correspond à une expérience de la protestation, de la contestation, de l'opposition, bref de la *manifestation* qui recourt aux engagements corporels et aux affrontements, même s'ils ne sont plus finalisés par la destruction des forces adverses, et cela ne s'épuise pas, loin de là, dans le seul usage de la parole à des fins persuasives. Ce qui rend alors la conception arendtienne à la fois originale, irréductible à la pragmatique habermassienne, mais aussi féconde pour nous aujourd'hui, réside dans cette dimension de l'action collective qui ne se réduit pas en procédures discursives. (Tassin 2013, 27)

Un espace politique se forme quand apparaissent des actions qui produisent des acteurs (ceux qui les ont engendrées et que ces actions engendrent à leur tour comme agents), des rapports entre acteurs qui se reconnaissent entre eux, au point que « *l'action invente son peuple dans l'agir* » (Tassin 2013, 29) : c'est l'institution d'un espace d'apparence – espace public des manifestations politiques. L'espace public n'existe que de manière précaire, si les acteurs ne s'arrogent pas une auctorialité, si les communautés d'acteurs ne

se referment pas sur des appartenances et si l'instituant ne justifie pas l'institué :

L'espace public n'est pas un espace communautaire, identitaire, unificateur. Il est au contraire un lieu de tensions et de contradictions, de conflits et de heurts parce qu'il est le lieu où se produisent des acteurs s'émancipant de leurs identités sociales et culturelles, de leurs appartenances groupales ou communautaires [...] Donc lieu de manifestations et de protestations qui défigurent et reconfigurent les ordonnancements établis. (Tassin 2013, 30)

La politique mobilise un héroïsme ordinaire, celui en fonction duquel s'exposent publiquement des sujets sociaux revendiquant une visibilité qui leur est habituellement déniée. Selon Hannah Arendt, la politique démocratique, au moment de substituer les joutes verbales aux actes guerriers, intégrerait une partie essentielle de l'héroïsme homérique : le fait de s'avancer dans une sphère conflictuelle et d'y manifester sa volonté au vu et au su de tous. Ainsi en va-t-il des sans-papiers et des exilés qui réclament droit de cité. Etienne Tassin pointe ainsi ce qui oppose les réseaux sociaux aux espaces publics : ils sont centrés sur les appartenances et les identités communautaires ou individuelles et ne mettent que marginalement en question les ordonnancements desquels se satisfont les usagers de ces services. Ces plateformes n'ont été à l'origine d'aucune forme structurée de contestation qui ne soit pas le pendant d'une contestation déjà présente dans un espace sociopolitique préexistant. Leur usage qui s'est avéré privé ou instrumental n'a guère porté d'agoras politiques qui les auraient transformés en espaces publics. Ce que Zuckerberg nomme « *meaningful groups* » tient du club où la dimension d'appartenance est centrale, la contestation quasiment hors-jeu. Et l'usage de Twitter par Donald Trump est conforme à la tradition

agonistique mentionnée par Tassin : s'avancant dans une sphère de visibilité où il défie ses adversaires, il se montre en héros qui assume pleinement la dimension non consensuelle de la politique, restant ainsi à l'écart de la logique communicationnelle habermassienne.

Notes

- 1 *Facebook and Google make millions of editorial choices every hour and must accept responsibility for the consequences of those choices.*
- 2 *These issues touch on questions of history, civics, political philosophy, media, government, and of course technology. I'm looking forward to bringing groups of experts together to discuss and help work through these topics.*
- 3 Chiffre donné par l'entreprise. (Manjoo 2018) Netflix investit 8 milliards de dollars sur l'année pour disposer de contenus visuels originaux. L'article « Welcome to the post-text future » annonce la réduction drastique prévisible de la part de l'écrit sur les réseaux à présent que les moteurs de recherche savent localiser les images. Reconnaissance faciale, organisateurs vocaux et recherche par images prennent le pas sur nos habitudes textuelles. Les effets sont imprévisibles : plus que jamais les montages-choc auront une circulation virale. La course aux contenus est lancée dans tous les domaines, ainsi Facebook investit massivement dans la diffusion d'événements sportifs pour conforter son audience mondiale.
- 4 Acronyme de « Google/Apple/Facebook/Amazon ».
- 5 Voir notamment les éditoriaux de Morozov pour *The Guardian* : (Morozov 2018a). Dans ce texte, Morozov expose la toute puissance des financiers qui contrôlent les entreprises de technologie ; (Morozov 2018b). Ici, Morozov expose que la stratégie de rupture des USA avec la liberté des marchés peut se retourner contre l'Amérique qui a jusqu'ici toujours profité de la conquête de marchés extérieurs, qu'elle ne fait que retarder superficiellement la montée en puissance des acteurs chinois pilotés par des superviseurs nationalistes, et pénalise immédiatement l'Europe qui a de longue date joué la carte de l'ouverture plutôt que du protectionnisme.
- 6 Voir Romm (2018a, 2018b), LaForgia et Dance (2018) et Shih (2018).

- 7 « *The commercialization of the Internet and its regulation via intellectual property regimes functions to close information flows. But, depending on the extent of reform, IPRS (intellectual property right search) can be used as a strategic political architecture that maintains the flow of information within informal networks.* » (2006, 66), « *here is a great need to explore alternative economic models to the content production one if wealth is to be extracted and distributed from activities in the new media sectors.* » (Rossiter 2006, 111)
- 8 « *Based on this, we're making a major change to how we build Facebook. I'm changing the goal I give our product teams from focusing on helping you find relevant content to helping you have more meaningful social interactions. We started making changes in this direction last year, but it will take months for this new focus to make its way through all our products. The first changes you'll see will be in News Feed, where you can expect to see more from your friends, family and groups.* »
- 9 « *Facebook has indicated that up to 126 million Americans were touched by the Russian manipulation on its core platform and another twenty million on Instagram, which it owns. Together those numbers exceed the 137 million Americans who voted in 2016.* »
- 10 L'article de Niels Planel « *Social Structure and Culture in the Study of Race and Urban Poverty* », consacré aux travaux de William Julius Wilson, indique bien que la mesure du plein emploi aux USA masque le maintien d'un considérable sous-emploi au sein des catégories les plus vulnérables de la population pour peu qu'on tienne compte de l'identité culturelle discriminée des Afro-américains. Voir Planel (2018).
- 11 National Oceanic & Atmospheric Administration, principal centre de prévision météorologique américain.
- 12 À ceux qui soulignaient qu'il n'aurait gagné qu'en raison des découpages du système électoral américain, Trump a répondu qu'il aurait adapté sa campagne à toute configuration alternative. Le test de l'élection de mi-mandat n'en est que plus important.
- 13 « *"These types of urban economies need other major urban economies more than they need the standardized production economies of other cities in their country" said Saskia Sassen, a sociologist at Columbia who has long studied the global cities that occupy interdependent nodes in the world economy. New York, in other words, needs London. But what about Bethlehem, Pa. ? Such a picture, Ms. Sassen said, "breaks a past pattern where a range of smaller, more provincial cities actually fed the rise of the major cities."* Now

major cities are feeding one another, and doing so across the globe [...] To put it more harshly, when global cities need other communities today, Ms. Sassen said, it's often to extract value out of them. New York bankers need Middle America's mortgages to construct securities. San Francisco start-ups need idle cars everywhere to amass billion-dollar valuations. Online retail giants need cheap land for their warehouses. [...] The rest of the country may receive the innovations that flow out of global cities, and the benefits to consumers are real. "But by the time that's done, the cities have already invented something new and made themselves richer again," Mr. Storper said. "Before anywhere else can catch up, San Francisco has already leapt ahead again with new stuff they've invented." ». (Badger 2017)

- 14 « *It reads like the plot of a sci-fi novel : a technology celebrated for bringing people together is exploited by a hostile power to drive people apart, undermine democracy, and create misery. This is precisely what happened in the United States during the 2016 election. We had constructed a modern Maginot Line—half the world's defense spending and cyber-hardened financial centers, all built to ward off attacks from abroad—never imagining that an enemy could infect the minds of our citizens through inventions of our own making, at minimal cost. Not only was the attack an overwhelming success, but it was also a persistent one, as the political party that benefited refuses to acknowledge reality. The attacks continue every day, posing an existential threat to our democratic processes and independence.* »
- 15 Il n'y a pas que les Russes à avoir soutenu Trump. Quand deux journalistes engagés sont sur des lignes opposées, il peut aujourd'hui se passer des choses étonnantes : le journal *The Intercept* créé par Glenn Greenwald, qui lança l'affaire Snowden, publie le contenu d'échanges Twitter entre des membres de Wikileaks dont Julian Assange. La messagerie a été volontairement ouverte par l'un de ses membres. Le journalisme de données est devenu le lieu de tous les risques... même entre contempteurs de la surveillance d'État. La présence de Paul Manafort dans l'équipe de Trump débouche sur un procès.
- 16 « *And what this ultimately results in is a dynamic where a particular employee can plausibly – in fact, not just plausibly but demonstrably – have more access at their fingertips than the director of an office or a unit or a group or an agency – or perhaps even the president.* » (MacAskill, Snowden, et Ellsberg 2018)

- 17 « *Fear and anger produce a lot more engagement and sharing than joy. The result is that the algorithms favor sensational content over substance. Of course, this has always been true for media; hence the old news adage "If it bleeds, it leads."* But for mass media, this was constrained by one-size-fits-all content and by the limitations of delivery platforms. Not so for Internet platforms on smartphones. They have created billions of individual channels, each of which can be pushed further into negativity and extremism without the risk of alienating other audience members. To the contrary: the platforms help people self-segregate into like-minded filter bubbles, reducing the risk of exposure to challenging ideas. » (McNamee 2018)
- 18 Voir Said-Moorhouse (2017), Hume (2017), Miriri (2017) et Kouassi (2017).
- 19 Nous ne revenons pas dans cet article sur les épisodes de la chute de Cambridge Analytica, dont il a été démontré que les employés ont aspiré des millions de comptes Facebook à une époque où cette utilisation était tolérée par les règles régissant les relations de Facebook avec les développeurs externes, puis en ont fait un usage immodéré en 2016 après le changement des règles internes. Le prétexte de recherches académiques a servi de porte d'entrée pour des manipulations politiques au service de plusieurs campagnes politiques très bien financées. Des procès auront lieu en Grande-Bretagne en dépit de la dissolution de la société. Voir Hume (2017).
- 20 Voir Kitundu (2017). Le groupe a été rétabli depuis « Facebook - Group Kenya » (2018) : sa suppression momentanée reste indiquée à la page du 8 juin. En 2013, un rapport de la Open Society Fondation constatait la servilité politique des médias kenyans : « Le Kenya a vu une concentration des médias entre les mains de quelques personnes d'influence et de politiciens soutenus par le gouvernement. Les politiciens dominent toujours le secteur et influencent les contenus et les modèles économiques accessibles aux entreprises de media » (« *Kenya has witnessed a continued concentration of media in the hands of a few key influential people and politicians supported by the government. Politicians still dominate the sector, influencing content and the revenue streams available to media houses.* » (Nyabuga et al. 2013))
- 21 Voir Baker (2017). Obama ne s'est pas exprimé après les troubles qui ont suivi le scrutin ni sur son invalidation. Venu en visite

officielle dans le pays de son père en 2015, sa rencontre de 2015 avec Kenyatta fut marquée par une déclaration pour le respect des droits des homosexuels en Afrique qui choque les esprits bien pensants. Voir Myre (2015), Dixon (2015) et Associated Press (2018). Mais le président Kenyatta ne peut que s'honorer de l'appui symbolique d'Obama, qui a fait des visites régulières dans le pays de son père. Cette visite ne pouvait qu'ouvrir la voie à un soutien économique américain auprès du gouvernement de Kenyatta, tout juste réélu. Cette proximité n'a pas empêché Obama lui-même d'être victime de *fake news* en provenance du Kenya. Un document circulait sur les réseaux dès 2009 après avoir été retiré de ses listes par Ebay lorsqu'un certain Lucas Smith avait tenté de vendre un certificat de naissance kenyan de Barack Obama. Le gouvernement kenyan avait démenti et un blogueur californien avait établi que le document d'origine était australien : on avait même retrouvé le titulaire réel de ce certificat grossièrement falsifié. (Farley 2009) Démentir une fausse nouvelle requiert une recherche collective des sources par une communauté ouverte de veilleurs avertis. Obama publia en 2011 son certificat de naissance américain. Mais les mêmes intox reviennent régulièrement – et par des canaux surprenants : en 2017, le même document est diffusé par un demi-frère de l'ancien président américain, qui avait appuyé la campagne de Trump, qui se nourrissait de ce genre d'intox. (Sénécat 2017)

22 “*Some South Sudanese websites appear to deliberately blur the line between real and fake news. One anti-government Facebook group, MirayaFM, shares its name with the UN’s official radio station in South Sudan, Radio Miraya, which has led to confusion among readers who can’t tell the difference between them. Meanwhile, Equatorian extremist website africanspress.org reposts stories from legitimate news sources, but repurposed with inflammatory headlines. One recent headline accused Dinkas of killing Equatorians for fun and turning them into meat — it was posted above an Agence France Presse (AFP) video about the UN’s genocide warning. The AFP video is currently blocked from being played on the website.*” (Patinkin 2016)

23 Par exemple, c'est le partage d'une vidéo sur Facebook où elle dénonçait les harcèlements dont elle était victime qui a valu à une touriste libanaise d'être interpellée en juin à son départ d'Égypte et d'être condamnée un mois plus tard à huit ans de prison. Voir

- Barnes (2018) et « Une Libanaise condamnée à 8 ans de prison au Caire pour avoir dénoncé le harcèlement sexuel en Egypte » (2018).
- 24 Selon le *New York Times*, Facebook négocie son retour en Chine au prix d'une acceptation de la censure. Voir Lee (2016) et Marin (2016).
- 25 Cette explosion de discours haineux rappelle les horreurs de la Radio Mille Collines au Rwanda. Zuckerberg reconnaît le problème, d'autant que Facebook avait banni en 2017 les pages associées aux défenseurs de cette minorité : « *The UN Myanmar investigator Yanghee Lee said Facebook was a huge part of public, civil and private life, and the government used it to disseminate information to the public. "Everything is done through Facebook in Myanmar," she told reporters, adding that Facebook had helped the impoverished country but had also been used to spread hate speech. "It was used to convey public messages but we know that the ultra-nationalist Buddhists have their own Facebooks and are really inciting a lot of violence and a lot of hatred against the Rohingya or other ethnic minorities"* » dit Yanghee Lee. Et les organisations de défense des droits humains ont formellement protesté contre Facebook dans une lettre publique à Mark Zukerberg.
- 26 « *Civically engaged. As we look ahead to building the social infrastructure for a global community, we will work on building new tools that encourage thoughtful civic engagement. Empowering us to use our voices will only become more important.* » (Zuckerberg 2017)
- 27 « Ce changement d'algorithme pénalisera mécaniquement les médias traditionnels, alors que Facebook les courtise activement pour lutter contre le phénomène. Enfin, les critiques ne manqueront pas de voir dans ce changement du fil d'actualité, qui entraînera une baisse de la visibilité des pages professionnelles, un moyen de contraindre les entreprises à dépenser davantage d'argent dans la publicité, dont le principe sur Facebook est justement d'accroître la portée des publications ». (Untersinger 2018)
- 28 Voir « Facebook - Stockholm Marathon » (2018) et « Facebook - Jambi, Sumatra! Crowd Funding Marathon » (2018).
- 29 « *The definition of Facebook as a media company and its commitment to the news industry is inconvenient or even damaging to its presence in regimes where press freedom is threatened. Last year in Myanmar, Facebook refused to comment on reports it had marked the Rohingya*

activist group Arsa as a “dangerous organisation”, while Myanmar’s military and government maintain a strong official presence on the website. Facebook’s attempts to bring millions of people online in poorer countries through its “free basics” programme was one reason for the rapid uptake in Myanmar, but there, as with South Sudan and other fraught political environments, the company’s fumbled policies and half-cocked approach to publishing responsibility is potentially deadly. », écrit Emily Bell, directrice du Tow Center for Digital Journalism at Columbia University (Bell 2018). Emily Bell avait publié dès 2015 un bon papier sur l’inquiétante propension des réseaux sociaux à diffuser largement les contre-vérités de la campagne de Donald Trump pour les primaires sans pourtant imaginer sa possible élection : « *the new layer of emotion and engagement, empathy and feeling that we are now invited to apply to information by the social web actually relegates complexity and truth below feelings and opinion. These are not societal constructs either, but rather commercial. Embedding material in the social web, or creating a virtual reality presentation of it, or a comedy show around it, creates a new relationship with information, more vivid and meaningful than a plain account of the event. The liberals can relax about Trump for now, as there is not yet any real danger of him being elected president. The questions raised by the mechanics of his campaign, however, and what it means for the future of news, are going to be with us for some time to come.* » (Bell 2015)

30 Voir Helft (2016) et ses textes sur Medianama. En ligne.

31 Dans ce cas, il s’agit pour un groupe de presse leader sur son marché de protéger ses contrats publicitaires en incitant son lectorat à s’inscrire sur ses bases plutôt que d’y accéder par Facebook. Il a choisi de protéger l’exclusivité de sa plateforme numérique et son modèle économique : les blogs sont inaccessibles et seuls les titres du journal sont accessibles à qui n’est pas enregistré. Ce modèle resté très proche de celui de la presse imprimée ne peut pas se comparer à celui pratiqué par *Mediapart* : le groupe *Folha de São Paulo* est un acteur dominant au Brésil, et non une coopérative de journalistes indépendants. (Phillips 2018)

32 Voir la recension de Joseph Confavreux (2018)

33 Voir Fagot (2018) et Breteau (2018).

34 La page Facebook de Bob Fernandes commente cette déclaration sur la Bolsa Familia versée à 13 millions de foyers brésiliens le 21 janvier (« Fabebook - Bob Fernandes » 2018) et Leonardo

Sakamoto l'avait fait au lendemain de cette déclaration choquante sur son blog centré sur l'esclavage moderne (Sakamoto 2018). Il est à noter que le maire de Rio, pasteur évangéliste radical, avait quitté Rio pour ne pas participer au Carnaval : l'école de samba Tuiuti a mis en scène la question de l'esclavage au Brésil et a remporté un immense succès, que le premier prix donné à l'école Beija-flor qui a violemment caricaturé le pouvoir en place ne dément pas. Occuper l'espace public demeure un mode protestataire efficace quand les médias sont incapables de mener la « conversation démocratique » de manière inclusive.

- 35 Cette analyse sémantique suffit d'ailleurs à démontrer le caractère délirant de l'appui recherché et trouvé par le gouvernement israélien auprès d'un président américain qui utilise de tels arguments, ce dont ne peuvent résulter que des catastrophes maintenant qu'il est acquis que Bachar el-Assad restera au pouvoir en Syrie et que la démonisation des Iraniens et le soutien à Netanyahu sont les deux faces d'une monnaie simplement destinée à masquer l'incroyable échec américain dans une région dont les Russes avaient presque perdu le contrôle en 2012 et qu'ils ont totalement reconquise aujourd'hui. Mais ce genre de choses reste trop compliqué : il est plus facile de s'en prendre aux réfugiés d'ici et d'ailleurs.

Bibliographie

Abdelkrim. 2016. « A Nairobi, le jour où Mark Zuckerberg a vu son rêve africain se briser ». *Le Monde.fr*, septembre. En ligne.

Adam, Victoria. 2018. « VTC : Lyft, le concurrent d'Uber, valorisé 15 Mds\$ ». *Boursier.com*. En ligne.

AFP. 2018. « Technologies : Google et Tencent scellent un accord d'échange de licences ». *Le Point*. En ligne.

Associated Press. 2018. « President Obama's visits to Kenya ». *latimes.com*. Consulté le septembre 5. En ligne.

Badger, Emily. 2017. « What Happens When the Richest U.S. Cities Turn to the World? » *The New York Times*, décembre. En ligne.

Baker, Peter. 2017. « Obama Weighs In on Kenyan Election, Urging Calm ». *The New York Times*, décembre. En ligne.

Barnes, Jordan. 2018. « Lebanese woman faces jail for calling Egypt a 'son of a b***h country' ». *DailyMail.com*. En ligne.

Belam, Martin. 2017. « Twitter under fire after suspending Egyptian journalist Wael Abbas ». *The Guardian*, décembre. En ligne.

Bell, Emily. 2015. « What are Facebook and other social media doing about Donald Trump? » *The Guardian*, décembre. En ligne.

———. 2018. « Why Facebook's news feed changes are bad news for democracy Emily Bell ». *The Guardian*, janvier. En ligne.

Blumenfeld, Samuel. 2018. « Steven Spielberg : « La liberté de la presse n'a jamais été aussi menacée » ». *Le Monde.fr*, janvier. En ligne.

Bomsel, Olivier. 2007. *Gratuit! : du déploiement de l'économie numérique*. Paris : Gallimard.

Boucheron, Patrick. 2016. *Comment se révolter?* Montrouge (Hauts-de-Seine) : Bayard.

Breteau, Pierre. 2018. « Les mille milliards de dollars de capitalisation d'Apple valent celle des dix premières entreprises françaises ». *Le Monde.fr*, août. En ligne.

Carr, Clare. 2017. « Aren't you glad you adopted AMP? Google referrals up 17% on the year with AMP traffic. » *Parse.ly*. En ligne.

Confavreux, Joseph. 2018. « Didier Fassin au chevet des «vies inégales» ». *Mediapart*. En ligne.

« Davos 2016 - UBS white paper on the Fourth Industrial Revolution ». 2016. *UBS*. En ligne.

Dick, Philip K. 1962. *The man in the high castle*. New York : Berkley.

Dixon, Robyn. 2015. « Kenyans have sky-high hopes for

Obama's visit to his father's homeland ». *latimes.com*. En ligne.

Duval, Jean-Baptiste. 2017. « 25 milliards de dollars, 800 millions de colis... les chiffres hallucinants de la "Journée des célibataires" d'Alibaba ». *Le Huffington Post*. En ligne.

« Fabebook - Bob Fernandes ». 2018. Consulté le septembre 5. En ligne.

« Facebook - Group Kenya ». 2018. *Facebook*. Consulté le septembre 5. En ligne.

« Facebook - Jambi, Sumatra ! Crowd Funding Marathon ». 2018. Consulté le septembre 5. En ligne.

« Facebook - Stockholm Marathon ». 2018. *Facebook*. Consulté le septembre 5. En ligne.

« Facebook Brings Together Kenyan Group Leaders to Foster New Connections ». 2017. *PC Tech Magazine*. En ligne.

Fagot, Vincent. 2018. « La fin de l'âge d'or pour les réseaux sociaux ». *Le Monde.fr*, août. En ligne.

Farley, Robert. 2009. « Alleged Obama birth certificate from Kenya is a hoax ». *PolitiFact*. En ligne.

Fassin, Didier. 2018. *La vie : mode d'emploi critique*. Paris : Ed. du Seuil.

Feher, Michel. 2017. *Le temps des investis : Essai sur la nouvelle question sociale*. Paris : La Découverte.

Filiu, Jean-Pierre. 2018. « Tensions au sommet de l'Etat égyptien ». *Le Monde Blogs : Un si Proche Orient*. En ligne.

Harris, John. 2018. « In Sri Lanka, Facebook's dominance has cost lives John Harris ». *The Guardian*, mai. En ligne.

Helft, Miguel. 2016. « Meet The Man Who Derailed Facebook's Plan To Provide Free Internet In India ». *Forbes*. En ligne.

Hobsbawm, E. J, et J. P Rospars. 1972. *Les bandits*. Paris : François Maspero.

Hume, Tim. 2017. « Facebook is worried about fake news in Kenya's election ». *Vice News*. En ligne.

Huxley, Aldous. 1932. *Brave New World*. London : Chatto & Windus.

Jeanneret, Yves. 2014. *Critique de la trivialité les médiations de la communication, enjeu de pouvoir*. Paris : Éd. Non standard.

Jünger, Ernst. 1990. *L'État universel suivi de La mobilisation totale*. Traduit par Henri Plard. Paris : Gallimard.

Kitundu. 2017. « Shock as Kenya's biggest Facebook group is mysteriously deleted ». *Nairobi News*. En ligne.

Kouassi, Carole. 2017. « Elections au Kenya : Facebook en croisade contre les "fake news" ». *Africanews*. En ligne.

LaForgia, Michael, et Gabriel J. X. Dance. 2018. « Facebook Gave Data Access to Chinese Firm Flagged by U.S. Intelligence ». *The New York Times*, août. En ligne.

Lee, Dave. 2016. « Facebook 'made China censorship tool' ». *BBC News*, novembre. En ligne.

Lee, Micah, et Cora Currier. 2018. « In Leaked Chats, WikiLeaks Discusses Preference for GOP Over Clinton, Russia, Trolling, and Feminists They Don't Like ». *The Intercept*. En ligne.

Leplâtre, Simon. 2017. « En Chine, le « jour des célibataires » déclenche un nouveau record de ventes ». *Le Monde.fr*, novembre. En ligne.

Lyons, Kate. 2018. « Facebook campaign to help separated children seeks \$1,500 but gets \$7.5m ». *The Guardian*, juin. En ligne.

MacAskill, Ewen, Edward Snowden, et Daniel Ellsberg. 2018. « "Is whistleblowing worth prison or a life in exile?" : Edward Snowden talks to Daniel Ellsberg ». *The Guardian*, janvier. En ligne.

Manjoo, Farhad. 2018. « Welcome to the Post-Text Future ». *The New York Times*, février. En ligne.

Marin, Jérôme. 2016. « Pour conquérir la Chine, Facebook pourrait accepter la censure ». *Silicon 2.0*. En ligne.

———. 2018. « Sept ans après, Apple et Samsung enterrent

la hache de guerre ». *Silicon 2.0*. Consulté le septembre 5. En ligne.

McNamee, Roger. 2018. « How to fix Facebook—before it fixes us ». *Washington Monthly* January/February/March 2018 (janvier). En ligne.

Miriri, Duncan. 2017. « Facebook offers tool to combat fake news in Kenya ahead of polls ». *Reuters*, août. En ligne.

Morozov, Evgeny. 2018a. « Billion-dollar debts control the future of tech industry ». *The Guardian*, mars. En ligne.

———. 2018b. « US power to rule a digital world ebbs away Evgeny Morozov ». *The Observer*, juin. En ligne.

Mozur, Paul, Mark Scott, et Mike Isaac. 2018. « Facebook Faces a New World as Officials Rein In a Wild Web ». *The New York Times*, août. En ligne.

Myre, Sabrina. 2015. « Barack Obama au Kenya, les cinq moments forts d'une visite historique ». *JeuneAfrique.com*. En ligne.

Nyabuga, George, Nancy Booker, Marius Dragomir, Mark Thompson, Aboubakr Jamaï, Yuen-Ying Chan, Christian S Nissen, et al. 2013. « Mapping Digital Media : Kenya », février, 96. En ligne.

Pariser, Eli. 2012. *The filter bubble : what the Internet is hiding from you*. London : Viking.

Patinkin, Jason. 2016. « How To Use Facebook And Fake News To Get People To Murder Each Other ». *BuzzFeed News*. En ligne.

Phillips, Dom. 2018. « Brazil's biggest newspaper pulls content from Facebook after algorithm change ». *The Guardian*, février. En ligne.

Planel, Niels. 2018. « Social Structure and Culture in the Study of Race and Urban Poverty ». *Sens Public*, juin. En ligne.

« Reunite an immigrant parent with their child ». 2018. *Facebook*. Consulté le septembre 5. En ligne.

Romm, Tony. 2018a. « Facebook granted devices from Huawei, a Chinese telecom firm, special access to social data ». *Washington Post*. En ligne.

———. 2018b. « Facebook is under fire and may face fines — again — for potentially mishandling users' data ». *Washington Post*. En ligne.

Rosa, Hartmut. 2010. *Accélération : une critique sociale du temps*. Paris : Découverte.

Rossiter, Ned. 2006. *Organized networks : media theory, creative labour, new institutions*. Amsterdam : Institute of Network Cultures.

Safi, Michael. 2018. « Sri Lanka accuses Facebook over hate speech after deadly riots ». *The Guardian*, mars. En ligne.

Said-Moorhouse, Lauren. 2017. « Kenya election : Facebook takes out ads over fake news ». *CNN*. En ligne.

Sakamoto, Leonardo. 2018. « Maia diz que Bolsa Família escraviza. Mas quem escraviza é a pobreza ». *UOL Notícias*. Consulté le septembre 5. En ligne.

Salmon, Christian. 2018. « «Fake news», les étoiles éteintes de la démocratie ». *Mediapart*. En ligne.

Sassen, Saskia. 2015. *Expulsions brutalité et complexité dans l'économie globale*. Paris : Gallimard.

Sayrah, Amalini De. 2018. « Facebook helped foment anti-Muslim violence in Sri Lanka. What now? Amalini De Sayrah ». *The Guardian*, mai. En ligne.

Sénécat, Adrien. 2017. « Le faux « certificat de naissance » de Barack Obama au Kenya ». *Le Monde.fr*, mars. En ligne.

Shih, Gerry. 2018. « China's Huawei says it hasn't collected Facebook user data The Guardian ». *The Associated Press*, juin. En ligne.

Singh, Manish. 2018. « After harsh criticism, Facebook quietly pulls services from developing countries ». *The Outline*. En ligne.

Sogodogo, Youssouf. 2017. « Kenya : Facebook organise

un concours réunissant 15 start-up africaines à Nairobi ». *te-chafrika*. En ligne.

Solon, Olivia. 2018. « Facebook declines to say why it deletes certain political accounts, but not others ». *The Guardian*, janvier. En ligne.

Souza, Jessé. 2017. *A elite do atraso : da escravidão à Lava Jato*. « Stephan-Eloïse Gras : Dans les pays du Sud, rester connecté est une question de survie ». 2018. *Le Monde.fr*, août. En ligne.

Tassin, Étienne. 2013. « Les gloires ordinaires ». *Cahiers Sens public*, n 15-16 (octobre) : 23-36. En ligne.

Tocqueville, Alexis de. 1835. *De la démocratie en Amérique*. Bruxelles.

UBS. 2017. « UBS/PwC Billionaires Report ». *UBS Billionaires insights*. En ligne.

« Une Libanaise condamnée à 8 ans de prison au Caire pour avoir dénoncé le harcèlement sexuel en Egypte ». 2018. *Franceinfo*. En ligne.

Untersinger, Martin. 2018. « Facebook donne la priorité aux proches sur le fil d'actualité ». *Le Monde.fr*, janvier. En ligne.

Wong, Julia Carrie. 2016. « SpaceX rocket explosion : Mark Zuckerberg laments loss of Internet.org satellite ». *The Guardian*, septembre. En ligne.

Zuckerberg, Mark. 2017. « Building Global Community ». *Facebook*. En ligne.

———. 2018a. « Mark Zuckerberg - Statut du 11 janvier 2018 ». En ligne.

———. 2018b. « Mark Zuckerberg - Statut du 4 janvier 2018 ». En ligne.

Comment les plateformes colonisent l'espace attentionnel

Les grandes entreprises du numérique ont inscrit à leur panoplie certains services d'usage général dont chacun bénéficie : annuaires de liens, logiciels de traduction, plateformes d'échanges entre pairs, services d'archivages distants. Ils donnent accès à toutes sortes d'applications utiles pour se déplacer (cartes GPS), pour gérer ses dépenses et ses achats (interfaces bancaires, catalogues en tout genre, information « en temps réel » sur les promotions commerciales) et pour la vie administrative et culturelle (inscriptions universitaires ou gestion des contraventions, achat de places de spectacle, écoute musicale, achat de produits relativement rares et dispersés, comme les livres). Mais leur disponibilité même accroît les divergences entre les modes de vie des uns et des autres

en fonction du temps et de la formation dont dispose chacun pour en tirer parti, tout comme en fonction des lieux d'usage. Aux uns les leviers pour stimuler un réseau professionnel réactif, aux autres une communication de base qui pallie la faible capillarité des services aux individus dans les territoires de moindre densité. De profondes transformations sociales sont en cours qui n'ont pas été programmées et dont les acteurs transnationaux que sont les grandes firmes du numérique sont à la fois les opérateurs et les bénéficiaires.

Les Conquérants

Ce sont elles qui mènent le jeu. Les États se décident à percevoir les impôts dus par ces entreprises, mais la nouvelle législation américaine qui ne taxe plus ces rentrées qu'à une proportion de 10%, véritable amnistie fiscale, permet à Apple de rapatrier aux USA plus de 300 milliards de bénéfices logés dans ses filiales internationales. Cela viendra alimenter de futurs dividendes et le succès du programme économique de Donald Trump. Ce dumping fiscal symbolise un tournant protectionniste de la mondialisation qui semble aux antipodes du discours public des dirigeants de ces plateformes! « *Building Global Community* » semble une publicité naïve comparée à la distribution des gains effectuée par une entreprise publicitaire comme Facebook. Que font les réseaux sociaux font à la société et à la politique? Quelle activité peut aujourd'hui se passer d'une exposition sur les réseaux? Par-delà même les boutiques, bien des gens dépendent à présent des revenus que peut leur procurer une activité en ligne – à travers des plateformes en tout genre. Tel jeune YouTubeur disposera de revenus publicitaires importants, tandis que d'autres restent sous la barre du nombre de vues requises par les publicitaires – et peut-

être aussi de chartes de bienséance exprimées par ceux-ci. Une transgenre californienne, dont la monétisation des vidéos s'est réduite, l'exprime nettement :

Ils chouchoutent vraiment les gens qui ont de l'argent, des vues et un public, et laissent en plan la création et le soutien des petits groupes qui se réunissent et partagent leurs vécus, exprime Erin Armstrong¹.

The Guardian relate l'histoire de la première websérie développée avec succès sur YouTube il y a plus de dix ans. Il s'agissait à l'époque pour deux jeunes en formation à la California Arts Agency de se créer une popularité en ligne en jouant d'une identité d'emprunt « lonelygirl15 », dont il leur fallait animer la vie quotidienne. Cette série remporta un vif succès et lorsque les auteurs de cette mise en scène furent identifiés, ils furent aussitôt financés par de grandes marques pour continuer d'animer leur série, ce qu'ils firent deux ans durant avant de passer à autre chose (Cresci 2016).

La concurrence fait rage entre les plateformes pour s'attirer les talents, générer du trafic et justifier des investissements publicitaires croissants. Fidji Simo, responsable de la publicité chez Facebook, qui animait en 2017 le Facebook Journalism Project de l'entreprise, énonce franchement les bases d'un partage de la valeur entre les plateformes dominantes et les producteurs de contenus en tous genres :

La meilleure façon pour les éditeurs de générer du revenu est de trouver des modèles économiques pérennes. Nous cherchons donc à aider les médias à créer de la valeur en restant indépendants, tout en utilisant les plateformes. [Q : Vous lancez Facebook Watch, qui proposera des vidéos originales. Allez-vous devenir éditeur?] Ce n'est pas notre objectif ultime : Facebook Watch est une plateforme sur laquelle

n'importe quel créateur de contenus doit pouvoir publier des émissions, des séries... [...] Facebook est un nouveau type de plateforme. Ce n'est pas juste une entreprise de technologie. Nous avons énormément de responsabilités en raison de l'incidence que nous avons sur le monde. [...] Notre mission est très importante, ce n'est pas juste un slogan. Notre ancienne mission - « rendre le monde plus ouvert et connecté » - ne traduisait pas la valeur positive que la connexion du monde peut générer. Notre nouvelle mission - « rapprocher le monde » - est davantage liée aux valeurs de Facebook, qui veut non seulement connecter les gens mais aussi les rendre plus proches les uns des autres. Cette devise s'accompagne d'une autre phrase : « donner aux gens le pouvoir de construire des communautés ». Facebook s'est depuis sa création beaucoup concentré sur les amis et la famille des utilisateurs. Nous avons depuis réalisé que les communautés, au sens large, sont aussi très importantes pour associer des gens différents².

Ainsi les chantres de la « communauté » sont-ils extrêmement tendus. Ils se livrent à une fuite en avant publicitaro-financière sans merci. Peut-on imaginer contradiction plus flagrante entre les « valeurs » professées et les comportements effectifs ? Créateur de Symphony, pépite de la communication sécurisée au succès exceptionnel, David Gurlé, un Français anciennement chez Microsoft, crée une nouvelle unité à Sophia-Antipolis : le coût d'un chercheur y est 60% moindre que dans la Silicon Valley, dit-il, et leur fidélité à l'entreprise est sans commune mesure avec la rotation infernale de règle en Californie, où chacun se met à la recherche de son prochain poste dès qu'il ou elle prend un nouveau poste (Chocron 2018). Construire des commu-

nautés sur fond d'une concurrence effrénée entre individus et entreprises a toutes les chances de rester un vœu pieux. La cause est donc entendue : tout ce qui fait sensation continuera de circuler sur les plateformes, les annonceurs y seront protégés³ et les producteurs de contenus marginaux tolérés dans les zones grises d'une gratuité sans visibilité. La neutralité du net n'a pas attendu la décision officielle des USA pour disparaître des plateformes dominantes, où le Pew Research Institute constate que la majorité des internautes s'informe (Shearer et Gottfried 2017). Chaque plateforme cherche son positionnement : Snapchat réalise une performance exceptionnelle en fédérant le segment le plus jeune de l'échantillon, aux caractéristiques diamétralement opposées à celles de LinkedIn (racheté par Microsoft), dont le public est le plus éduqué et le plus masculin. Facebook est plébiscité par un public majoritairement féminin et plutôt « blanc » tandis qu'Instagram, dont Facebook est propriétaire, accueille davantage des personnes à l'éducation moins poussée, qui se recrutent majoritairement dans les groupes non blancs de la société américaine. Facebook aura fort à faire pour rétablir sa crédibilité et démontrer sa neutralité face aux tendances d'une société américaine à se polariser, ce que Zuckerberg lui-même dit craindre. Mais, fait remarquer Julia Carrie Wong, s'il tenait à ce point au pluralisme, Facebook cesserait de racheter des applis concurrentes et de copier Snapchat ou Twitter... (Wong 2018a)

Attiser les désirs et combler les annonceurs

Le défi auquel Zuckerberg doit faire face est autrement plus sérieux que ce qu'il admettait il y a deux ans

(Bezatz 2018). L'un de ses propres parrains financiers mène depuis des mois une campagne de sensibilisation qui commence à porter ses fruits. Qui eut cru que l'un des investisseurs les plus expérimentés du secteur des technologies deviendrait un lanceur d'alerte tout en restant actionnaire de Facebook ? Roger McNamee fait surgir une tout autre image. Incapable d'éviter les manipulations de la part d'organisations intéressées à propager des rumeurs pour influencer l'opinion, Facebook aurait attendu plus d'un an pour commencer à réagir – et ce serait l'explication de la transformation en cours de ses algorithmes de classement. Des essais ayant eu lieu dès l'été 2017 dans de petits pays, et le retour donné par un journaliste serbe est clair : pour éviter les manipulations idéologiques, Facebook restreint la visibilité des nouvelles et des débats sur ses pages, en donne la priorité aux échanges privés et aux interactions de petits groupes plutôt qu'à la consultation de pages institutionnelles à faible diffusion. Cela élimine certes des intrusions indésirables, mais cela conduit à refermer le spectre des publications qui circulent et à renforcer l'isolement des petits médias. Sur ce point, Google restera un vecteur plus ouvert à ceux qui sont disposés à formuler leurs critères de recherche. Facebook a semble-t-il choisi de ne pas entrer sur un terrain qui le rendrait comptable des contenus qu'il diffuse. Ce recul stratégique est l'aveu d'une incapacité à contrôler et à différencier les contenus politiques ou polémiques des contenus litigieux ou haineux.

Ce repli sonne comme un premier succès pour la campagne menée par Roger McNamee. Cet investisseur, qui a conseillé en 2006 au jeune Mark Zuckerberg de rejeter une offre mirobolante de Yahoo!, lui a fait rencontrer Sheryl Sandberg et fut son mentor avant l'entrée en bourse. McNamee tient des propos virulents dans un article

du *Washington Monthly*, où il raconte avoir été surpris dès le début de 2016 par la multiplication d'attaques exagérément polémiques présentes sur Facebook, ciblant Hillary Clinton depuis des comptes liés à la campagne de Bernie Sanders. On sait aujourd'hui que Facebook avait accueilli les conseillers de Trump pour les aider à peaufiner leurs instruments de campagne – Facebook l'aurait aussi offert à Clinton, qui a refusé, tout comme l'accès aux ciblage est offert aux grands comptes de la publicité.

La question de fond, qu'on évite trop souvent de poser, est si simple qu'on ne la voit plus : tout cela n'est-il pas la conséquence de la définition même des activités de relations publiques et d'influence dont Facebook est le centre ? Stimuler les réactions par le bouton « like » fut une incitation magistrale à multiplier les interactions entre personnes et à mesurer en permanence leur influence et leur cote. L'influence sociale, commerciale et politique décline un ensemble de préférences liées à des activités psychiquement gratifiantes, et son bruit est parfaitement mesurable par les algorithmes.

Ce thème de la manipulation psychique est un élément central de l'extraordinaire popularité de Facebook et des autres plateformes auxquelles se connectent en permanence des millions de gens, et tout autant pour comprendre la viralité comme l'objectif permanent de ces entreprises. Capter l'attention est le but ultime des services qu'elles rendent :

Les gens kiffaient la stimulation immédiate liée au fait de donner ou de recevoir une approbation publique, et Facebook collectait des données qualifiées sur les préférences des usagers qui pouvaient être revendues aux annonceurs,

dit Justin Rosenstein, l'inventeur du bouton « Like » de Facebook. La simplicité des moyens pour renforcer

l'interaction est au cœur des applis. Ceux qui les ont créées sont le mieux placés pour en mesurer l'impact :

Il est très courant pour les humains de développer des choses avec les meilleures intentions, et de créer en retour des effets négatifs involontaires » Rosenstein, qui a aussi contribué à créer Gchat pendant une mission chez Google, et dirige maintenant à San Francisco la société Asana pour améliorer la productivité, se préoccupe des effets psychiques sur les personnes qui, comme le montre la recherche (Winnick 2016), touchent, balaient ou frappent leur téléphone 2,617 fois par jour. On se soucie de plus en plus du fait qu'en même temps que ses effets addictifs, la technologie renforce ce qu'on nommera « l'attention partielle continue », qui limite radicalement la concentration des gens et pourrait bien abaisser leur QI. Une étude récente (Ward et al. 2017) a montré que la simple présence d'un téléphone affecte la capacité cognitive – même si l'appareil est fermé.⁴

La propagande russe pour influencer les électeurs est donc la métonymie du fonctionnement d'ensemble des réseaux. Ce type d'intrusion n'est possible qu'en raison de la nature intrusive des ciblage qui exploitent nos faiblesses psychiques, aux dires mêmes d'anciens employés de Facebook, dont Sean Parker⁵. Tirant la leçon de son échec à faire changer Google de l'intérieur, Tristan Harris a donné des conférences, publié des articles, rencontré des parlementaires et monté une campagne pour conscientiser le public. Les procédés censés relancer notre activité en ligne convergent pour capter notre attention sans relâche, exploiter et renforcer notre demande narcissique (en nous fournissant des éléments pour attester notre existence et notre importance pour notre entourage proche ou distant) : c'est comme si chacun attendait chaque jour

qu'on fête son anniversaire ! Ce monde connecté a créé une norme selon laquelle chacun doit répondre sur-le-champ à toute sollicitation – avec pour effet de réduire notre capacité de concentration et nos interactions avec notre environnement physique, déjà thématiques par Nicholas Carr (2010). Le fameux « engagement » en ligne recherché par les réseaux transforme radicalement les conditions de la participation sociale. On s'associe à n'importe qui pour entrer dans une partie de jeu vidéo, mais nous ne nous risquons plus à errer quelques quarts d'heure au hasard dans une ville. Quel bonheur de la trouvaille attirante pour qui a scénarisé par avance sa visite ? Une fois le guide de voyage devenu filtre d'évaluations en ligne qui conditionnent nos choix, sommés d'entrer dans une logique de tableaux de bord venus directement du monde managérial, comment prendre le risque d'une surprise ? Tristan Harris note le lien entre les comportements individuels et le champ social (au sens français) :

Cela change notre démocratie et cela change notre aptitude à développer les conversations et les relations que nous voudrions avoir entre nous⁶.

Employé chez Google, il a suffi que Harris développe ses critiques pour être placardisé dans un service chargé de l'éthique dépourvu du moindre pouvoir dans l'entreprise. Il a fini par en sortir et a conclu qu'il n'y a pas besoin de supposer la moindre volonté de nuire pour établir des liens entre la persuasion et la marchandisation :

L'entreprise peut savoir quand des ados se sentent « vulnérables », « nuls » ou « ont besoin d'une stimulation de confiance en soi ». Ce type d'infos granulaires, ajoute Harris, est typique du genre de boutons qu'on peut activer de manière individualisée. Les entreprises techno peuvent exploiter de telles fragilités pour rendre les personnes accros ; s'arrangeant par

exemple pour que les « likes » reçus arrivent au moment où une personne se sent fragile ou en manque d'approbation, ou simplement s'ennuie. Et les mêmes techniques peuvent être vendues à qui paiera le plus. « Il n'y a pas d'éthique » dit-il. La société qui paiera Facebook pour utiliser ses leviers de persuasion peut être une entreprise d'automobiles ciblant des pubs adaptées aux dives types d'usagers cherchant une voiture neuve. Ou bien cela pourra être une ferme à trolls basée à Moscou tentant de retourner des électeurs dans un canton pivot du Wisconsin⁷.

Un autre ingénieur, reconverti dans la neurochirurgie, constate que les circuits de la dopamine sont activés par ces applis, mais fait remarquer ceci : « Il n'y a rien de fondamentalement nocif à faire revenir les gens vers votre produit. C'est le capitalisme »⁸ Mais James Williams, qui a créé avec Tristan Harris le site « Time well spent » et avait publié ses réflexions sur un blog avant l'élection de Trump⁹, est plus radical :

Cela privilégie nos impulsions sur nos intentions. Ce qui signifie privilégier ce qui est sensationnel sur ce qui est nuancé, mobilisant l'émotion, l'inquiétude et la colère. Les médias d'info travaillent de plus en plus comme des alliés des entreprises de technologies, ajoute Williams, et doivent jouer avec les règles de l'économie de l'attention pour « frapper, appâter et divertir pour survivre », et il lie à ces réactions la transformation du débat public « On s'est habitué nous mêmes à un style cognitif en permanence réactionnel et avons intériorisé la dynamique de ces médias. Si la politique est une expression de la volonté humaine, alors l'économie attentionnelle mine fondamentalement les thèses sur lesquelles repose la démocratie¹⁰.

Dès avant l'élection de Donald Trump, Williams écrivait :

Il vaudrait mieux nommer les média sociaux « médias impulsifs ». L'abondance et l'immédiateté sans précédent d'information à l'ère numérique a fait de notre monde un flot incessant de nouveaux stimuli attentionnels¹¹.

Facebook semble avoir perçu le message puisque le thème du « temps bien utilisé » fut celui du message de nouvel an de Zuckerberg. Cela montre bien, comme l'indiquait déjà Georg Simmel en 1900, que la concentration territoriale est centrale pour comprendre la modernité. L'accélération capitaliste, le « tempo » selon Simmel, et sa critique la mieux pensée, partagent les mêmes ascenseurs et les mêmes parkings : parfois, seule la situation des acteurs permet de distinguer la bonne foi du cynisme. Quand, dans la foulée des révélations sur le piratage de Facebook par les *fake news*, la directrice générale de Facebook Sheryl Sandberg dit

Notre absolue priorité est la sécurité des gens. Et on ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas toutes les assurances à ce sujet¹²,

nous savons que nous sommes dans la communication de crise. Il en va de même du propos officiel de Zuckerberg¹³, empreint en 2017 d'une candeur toute californienne :

Habitant ici en Californie, nous ne sommes pas les mieux placés pour identifier les normes culturelles autour du monde. Au lieu de cela, nous avons besoin d'un système tel que nous puissions tous contribuer à en mettre en place les standards (Zuckerberg 2017).

L'idée même de possibles contradictions ou de conflit de valeurs est abolie. L'homologie de principe entre les participants d'une collectivité supposée intégrée (une communauté) semble aller de soi. En contrepoint, elle sous-entend que ceux qui ne s'y reconnaissent pas s'excluent

d'eux-mêmes. C'est d'ailleurs ce que rappellera Julia Carrie Wong des débuts de Facebook à Harvard. Pour les premiers inscrits, les autres étudiants devinrent vite ceux qui restaient sur le côté (2018b). Cette attitude mimétique neutralise les différences par cantonnement : s'ils revendiquent des particularités, appliquons-leur une exception et conservons nos habitudes – chacun chez soi. Facebook pratique le style californien pour traiter les particularités. Il se plie aux nouvelles règles juridiques européennes tout en s'efforçant d'en « protéger » le plus possible de comptes. Cette placidité flexible reste centrée sur une ligne de compromis entre la maximisation des réactions en ligne et le respect de la légalité. Quand Zuckerberg écrit que

chacun ne doit voir que le minimum de contenus alarmants selon lui et pouvoir en partager le plus possible en se heurtant au minimum d'interdiction de partager,

il évoque un processus « démocratique » qui s'appuiera sur l'intelligence artificielle. La censure au nom de normes dominantes devient donc la règle ! De là un renforcement assumé de la bulle de filtrage, seul résultat prévisible des algorithmes. Mais notre perplexité est grande en constatant que cette candeur toute californienne conduit Mark Zuckerberg à revendiquer une grande tolérance en matière d'opinions radicalement vindicatives et extrémistes. Zuckerberg passe sans solution de continuité du droit à l'erreur à l'excuse pour les pires calomnies. Au fond, une totale indifférence aux opinions d'autrui et l'opposition de principe à imputer une intention aux publications les plus vindicatives le poussent à se désintéresser de tout contenu infâme qui circule sur les pages de Facebook. Dans un entretien avec Kara Schwisher (2018), qui l'interroge sur l'espace accordé au négationnisme et la propagande mensongère sur

Facebook, Zuckerberg répond que les menaces directes à l'encontre d'une personne identifiable peuvent faire l'objet d'une suppression, mais non la publication d'opinions haineuses s'abritant derrière des contre-vérités flagrantes :

C'est difficile de fustiger une intention et de comprendre ce qu'est l'intention. Il me semble que, si repoussants que soient certains de ces cas, qu'en réalité moi aussi je commets des erreurs en m'exprimant en public, et je suis sûr que vous aussi. Alors ce qu'on fera c'est de dire : « D'accord, vous avez votre page, et si vous ne tentez pas de fomenter la vindicte contre quelqu'un ou d'attaquer quelqu'un, alors vous pouvez publier ces contenus sur votre page, même si des gens peuvent être s'y opposer ou les tenir pour offensifs¹⁴. (Swisher 2018)

Les annonces de 2018 sont donc conformes à *Building Global Community*. Les standards culturels et la mention des choix individuels servent d'alibi pour une neutralité d'indifférence. Toute représentation, même minoritaire ou extrême, est miscible dans le consensus tiède d'une vie sempiternellement bercée par le bonheur de vibrer en harmonie avec sa « communauté ». Ces opinions minoritaires sont réputées être réduites à l'invisibilité du simple fait qu'elles restent cantonnées à de petits groupes. Mais cela n'empêche ni l'activisme en réseau ni la prolifération de stupidités et d'erreurs manifestes, et limite d'autant la diffusion de pages soucieuses de corriger les pires mensonges et d'informer le public. Sans doute est-ce l'un des motifs pour lesquels Zuckerberg voit Facebook comme un soutien des communautés traditionnelles, que la vie contemporaine a fragilisé. Le pompier pyromane restaure d'une main ce qu'il a réduit préalablement en cendres. Et pour des contenus excessivement violents ou provocateurs, pourquoi les protéger? Ils ne rapportent

guère en termes de publicité et peuvent circuler ailleurs. Mais Facebook mondialise une approche conquérante qui ne tient nullement compte des cultures. Il s'agit d'animer un marché et d'offrir un service standard fondé sur un puissant réseau de serveurs interconnectés qui met des millions d'usagers captifs à la disposition des annonceurs. Peu importe, à vrai dire, quelles sont les idées et les visions du monde de chacun, et il a été montré que parmi les mots-clés utilisables sur Facebook, il était possible, jusqu'à ce que cela ait été signalé, d'utiliser des termes clairement antisémites comme élément de ciblage (Solon 2017a).

La prose apologétique de Facebook a-t-elle une effectivité quelconque, hormis celle de bercer les employés et les investisseurs? Comment catégoriser les devoirs du réseau? Leur liste est-elle cohérente? Comment garantir la concordance de ces orientations proclamées avec les moyens dont Facebook dispose ou pourrait disposer? Il aura fallu que la crise s'approfondisse vraiment pour que Zuckerberg parle d'une réflexion d'ordre normatif pour contrôler certains algorithmes (2018). Les textes portant sa signature laissent dubitatifs. Faute de pouvoir filtrer assez finement les contenus, et pour éviter toute mise en cause d'ordre rédactionnel, Facebook minore les contenus rédactionnels. Comment distinguer entre des récits sur le terrorisme et une propagande terroriste? Sans même parler des multiples ambiguïtés et zones grises,

Il est impossible pour des algorithmes seuls de gérer l'expérience humaine, et cela demande une grande maîtrise des cultures et des langues¹⁵

Certes la plupart des utilisateurs se satisferont des réglages rénovés par Facebook, la préoccupation dominante portant sur la qualité de sa connexion et de celle de ses proches. Mais l'exigence de publier sous son identité véritable interdit toute publication qui mettrait en danger ses auteurs

dans des contextes professionnels ou de surveillance de toute nature. Toujours lié aux pouvoirs, Facebook n'accepte les expressions critiques que sous des formes édulcorées qui permettent aux pouvoirs de vanter leur tolérance. Ce n'est d'ailleurs que pour l'Europe que Facebook assouplit ses standards : exiger le débat public informé semble une anomalie propre au Vieux Continent. Ni l'Afrique ni l'Amérique latine ne sont présents dans le texte *Building Global Community* et l'Asie est présentée comme une région du monde où les normes restrictives continueront de s'appliquer. Facebook répond aux critiques des « lissages » qu'il pratique en invoquant l'inclusion communautaire : il s'agit de réduire les exceptions, exclusions et censures pour prendre en compte des dimensions moins conservatrices dans le traitement des images et des discours, à condition qu'elles ne créent pas de contestation. La diversité culturelle interdisant de satisfaire tous les usagers par une norme unique, il s'agirait d'aller vers un « contrôle personnel de notre présence en ligne »¹⁶ permettant d'activer diverses options de réception et de partage des contenus désirés ou écartés par chacun. Ces constats seraient le nouvel horizon de Facebook comme service ouvert à « davantage de contenus informatifs de qualité et de contenus historiques »¹⁷. L'histoire ne s'arrêtera pas là : un tribunal allemand vient de révoquer au nom de la protection des données personnelles la règle de Facebook interdisant de s'inscrire sous un pseudonyme (en cas d'enquête la police pourrait toujours exiger la communication des IP) et la France exige de connaître l'identité des annonceurs ayant fait passer des in-tex et le montant des contrats passés avec Facebook.

McNamee / Facebook

Convaincu du péril qui guette la démocratie du fait de la radicalisation d'une opinion publique influencée par des discours radicaux que rien ne vient tempérer, McNamee a entrepris une campagne civique dont un article, intitulé « Comment contrôler Facebook avant qu'il ne vous contrôle » (2018), est un élément :

Mon habitude de stimuler l'engagement actif m'a permis de remarquer qu'il se passait quelque chose de bizarre en février 2016. La primaire du parti démocrate se préparait dans le New Hampshire, quand j'ai commencé à remarquer une marée d'interventions stéréotypées (memes) méchamment misogynes et anti-clintoniens émanant de groupes Facebook soutenant Bernie Sanders. Je sais comment créer du flux et de la mobilisation¹⁸ sur Facebook. Ce n'était pas de la mobilisation. Cela se présentait comme bien organisé, avec un budget publicitaire. Mais la campagne de Sanders n'était sûrement pas stupide au point de lancer elle-même ces memes. Je ne savais pas ce qui se passait, mais je m'alarmai d'imaginer qu'on se servait de Facebook d'une manière éloignée des intentions de ses fondateurs¹⁹.

Repérant des phénomènes analogues dans la campagne du Brexit – on a beaucoup glosé à l'époque sur les arguments démagogiques de la campagne du « *leave* », mais sans suffisamment comprendre leur caractère viral sur les réseaux – Roger McNamee réfléchit à la profonde transformation de l'activité publicitaire / propagandiste intervenue avec la diffusion des *smartphones* et les algorithmes des réseaux sociaux. Pour faire bref, il considère que les ordinateurs personnels ne pouvaient pas l'emporter contre les médias traditionnels : rivés à un bureau ou faiblement connectés, ils lais-

saient les journaux, les radios et même la télévision accompagner chacun sans se confondre avec l'espace personnel. Tout a changé avec les *smartphones* et des réseaux sociaux permettant à chacun d'être partout connecté à son environnement préférentiel.

Les usagers les plus susceptibles de réagir aux messages pro-Brexit étaient probablement moins fortunés, et on pouvait les cibler pour pas trop cher. Le prix des pubs sur Facebook (et Google) est fixé par enchères, et le prix requis pour cibler les consommateurs du haut de l'échelle est tiré vers le haut par les entreprises qui tentent de leur vendre des choses. Par conséquent, Facebook était une plateforme bien plus efficace et moins coûteuse pour les pro-Brexit en terme de coût par usager atteint. Et les bulles de filtrage garantissaient que les gens situés côté pro-Brexit ne verraient pas souvent contredites leurs croyances fumeuses. Ce modèle de Facebook a peut-être eu le pouvoir de bouleverser un continent entier²⁰.

McNamee certifie qu'il a averti la direction de Facebook, que les réponses ont été évasives, du genre « on travaille beaucoup pour sécuriser Facebook ; en plus, on n'est pas une entreprise de média, on est pas responsables des contenus ». Dès lors, au printemps 2017, McNamee, effaré des renforcements de croyance liés à la bulle de filtrage, entreprend d'agir par lui-même.

L'usage d'algorithmes pour donner aux consommateurs « ce qu'ils attendent » mène chacun vers un flux infini de liens qui confirment les convictions préexistantes de chaque usager. Sur Facebook, c'est notre fil d'info, sur Google ce sont les réponses individuellement adaptées à nos requêtes. Au final, chacun voit une version différente de l'Internet conçue pour créer l'illusion que tous les autres sont d'accord avec nous.

Les renforcements continus de nos convictions existantes ont pour effet d'enraciner plus profondément ces croyances tout en les rendant plus extrêmes et plus résistantes aux évidences contraires. Facebook accroît encore la force de ce concept avec sa mise en scène de « groupes » qui encourage les usagers aux idées similaires à se rassembler autour de leurs centres d'intérêts et convictions partagés. Même si cela profite réellement aux usagers, le profit maximum va aux annonceurs qui peuvent d'autant plus efficacement cibler les publics [...] de petits investissements dans la pub et les memes postés sur Facebook atteindront de la sorte des dizaines de millions de personnes. Des stratégies analogues sont mises en œuvre sur les autres plateformes, y compris Twitter. Développer ces deux techniques, les bots et les trolls, s'avère coûteux en temps et en argent, mais le retour sur investissement aura été superbe²¹!

Le point central est ici que la manière dont Facebook soutient l'émergence de « *meaningful groups* » permettant un ciblage publicitaire efficace est un point d'entrée fonctionnel pour toute organisation qui tente d'infléchir le comportement des membres de ces groupes. La logique affinitaire de Facebook rendait particulièrement effective les intrusions depuis des comptes ad hoc déployant de multiples incitations qui seraient naïvement reprises et rediffusées par des citoyens aux opinions extrêmes.

L'approche réglementaire très « laissez-faire » du gouvernement américain a permis aux plateformes d'Internet de mener des stratégies d'entreprises qui leur auraient été interdites dans les décennies antérieures. Personne ne les a empêchés d'utiliser la gratuité des leurs services pour centraliser l'Internet au point de se substituer ensuite à ses fonctions essentielles. Personne ne les a empêchés de siphonner les revenus des

créateurs de contenus. Personne ne les a empêchés de stocker des données sur chaque élément de la vie en ligne de chaque internaute. Personne ne les a empêchés d'atteindre des parts de marchés jamais vues depuis l'époque de la Standard Oil. Personne ne les a empêchés de mettre en route des expériences sociales et psychologiques de grande envergure sur leurs utilisateurs. Personne ne leur a demandé de policer leurs plateformes. C'était vraiment une aubaine.

Une semaine avant l'élection de 2016, j'ai contacté Zuckerberg et Sandberg par e-mail, insistant sur l'obligation pour Facebook de s'assurer que sa plateforme ne soit pas exploitée par des acteurs nocifs. Chacun me répondit le lendemain, disant : Nous apprécions ta franchise, mais pensons que tu interprètes mal ces infos. [...]

Mais nous avons vu où mène l'autodiscipline, et c'est moche. Malheureusement, il n'y a pas de solution miracle pour régler le problème. L'étendue du problème requiert une réponse à plusieurs facettes.

En premier lieu, nous devons affronter la résistance aux faits créée par les bulles de filtrage. Les sondages indiquent que le tiers environ des Américains tiennent pour une intox l'interférence russe dans l'élection en dépit de l'unanimité des agences de renseignement du pays pour dire le contraire. Aider ces gens à accepter la vérité est une priorité. Je recommande d'obliger Facebook, Google, Twitter et d'autres à contacter individuellement chacun de ceux qui ont été touchés par les contenus russes par un message disant : « Vous avez été manipulés comme nous par les Russes. Cela a vraiment eu lieu et en voici la preuve ». Le message inclurait chaque message reçu par la personne.

Cette idée, discutée avec mon collègue Tristan Harris, est fondée sur son expérience des sectes. Pour déradicaliser un membre d'une secte, il est essentiel que l'appel à agir vienne d'un autre membre de la secte, idéalement de son chef. Les plateformes diront que c'est trop cher. Facebook a signalé que jusqu'à 126 millions d'Américains ont été affectés par les interventions russes sur sa plateforme principale, à quoi s'ajoutent vingt autres millions sur Instagram qui lui appartient. Additionnés, ces chiffres dépassent le nombre des 137 millions d'Américains qui ont voté en 2016. Facebook a proposé d'ouvrir un portail auquel on accéderait par le biais de son centre d'assistance pour que les utilisateurs curieux puissent vérifier s'ils ont été atteints par les manips russes modulo le bouquet de groupes Facebook créés par une ferme de trolls. Mais cela est bien en deçà de ce qu'il faut faire pour prévenir les manipulations en 2018 et après. Il ne fait aucun doute que les plateformes ont la capacité technique pour identifier et joindre toute personne touchée. Quel qu'en soit le coût, les entreprises de plateformes doivent se résoudre à le payer en compensation de leur permissivité négligente face à ces manipulations.²²

McNamee se concentre dans la suite de son manifeste sur les aspects réglementaires. Son propos est d'une grande cohérence et ses idées ont déjà des effets sur le débat public : outre le fait que Facebook s'est fendu d'un message personnel à chacun des millions de gens dont l'identité a été ciblée par Cambridge Analytica et les sites de bots russes, Zuckerberg a dû se justifier personnellement face au Congrès et au Parlement européen.

Ce n'est pas seulement important pour le public, mais tout autant pour une autre partie : les employés qui

font tourner ces géants technologiques. Si nombre de ceux qui animent la Silicon Valley sont des libertariens exagérés, les gens qui y travaillent sont plutôt idéalistes. Ils veulent croire que ce qu'il font est bien. Contraindre des patrons des techs comme Mark Zuckerberg à justifier l'injustifiable, publiquement et sans la protection des porte-paroles ou du conseiller du président, ferait beaucoup pour /crever dégonfler percer/ aux yeux de leurs employés leur culte de la personnalité si soigneusement cultivé.

Ces deux remèdes ne seraient qu'un premier pas. Il nous faut aussi des contrôles réglementaires, ajoute McNamee. Il propose en substance de bannir les bots qui se présentent comme des personnes et de signaler toute base de diffusion automatisée. Surtout, il réfléchit aux mesures anticoncentration pour offrir à chacun de nouvelles alternatives : interdire toute nouvelle acquisition de la part des principaux acteurs, publier les noms de ceux qui sont derrière les sites de propagande, et aussi les critères de ciblage retenus par les annonceurs pour sélectionner des profils d'utilisateurs, offrir à chacun le droit de rejeter les actualisations et nouveaux termes contractuels, en sorte de restaurer une diversité partout, donner une limite temporelle à l'exploitation de nos données par la plateforme et rendre les utilisateurs maîtres de celles-ci par défaut en leur donnant à tout moment le droit de les retirer. En conclusion, McNamee écrit :

L'addiction à Facebook, YouTube et autres plateformes a un coût. La manipulation des élections a un coût. Une innovation en berne et la réduction de l'esprit d'entreprise a un coût. Tous ces coûts sont tangibles aujourd'hui. On peut les quantifier suffisamment bien pour juger que les coûts pour les consommateurs de

la concentration de l'Internet sont injustifiablement élevés. »

L'orientation proposée par McNamee va à l'encontre des propos tenus par ceux qui insistaient pour que Facebook reconnaisse son rôle éditorial dans l'analyse des contenus en circulation. Laissant ces questions de côté, McNamee tient à des excuses publiques et à une réglementation qui bannisse les comptes programmés pour adresser des messages ciblés à la cantonade sans qu'on sache qui les contrôle. Au-delà de la mise à disposition des algorithmes utilisés par les plateformes pour stimuler ou restreindre la diffusion des documents, il aborde surtout l'aspect industriel. Il prend au mot le plaidoyer de Zuckerberg et de ses proches qui se voient comme une entreprise de technologie, non comme éditeurs, et les évolutions annoncées renforcent cette dimension algorithmique : les éditeurs se plaignent déjà de la réduction du lectorat que leur procure Facebook. McNamee propose une révision radicale du contrat type de Facebook et des autres plateformes : si nous devons consentir explicitement à toute actualisation du programme et avons la possibilité de refuser certaines modifications, il en résulterait une diversité d'options fonctionnelles. Pour peu qu'une interopérabilité soit exigée des plateformes et que soit établi le droit pour chacun de faire disparaître ses données ou de les transférer vers tout autre réseau numérique de son choix, cela changerait le jeu et briserait l'impunité monopolistique. Le temps est venu, dit-il, de restituer à l'Internet sa diversité perdue et de dégonfler la bulle boursière qui a accompagné la montée en puissance de monopoles comme ceux de Google et de Facebook. Leur appliquer des lois anticoncentration leur interdirait de ratisser le marché des innovations pour le stériliser et se l'approprier. Cette approche industrielle semble davantage à la hauteur du problème que toute mise en question morale

ou demande de supervision des contenus qu'à l'évidence les responsables de Facebook sont incapables d'assurer. À peine publiée, cette opinion de Roger McNamee se voit prise en tenaille entre deux réactions opposées. D'une part, les résultats financiers de Facebook font mentir les Cassandre. Les marchés laissent du temps à Zuckerberg pour corriger les défauts de sa plateforme²³ : les investisseurs ont trop à perdre ! Qui donc relayerait avec énergie les demandes politiquement ciblées de McNamee ? Ce dernier a toute chance de rester isolé. En contrepoint, une enquête du *New York Times* (Confessore et al. 2018) confirme que des dizaines de millions de faux comptes sont actifs sur Twitter et Facebook, dans le cadre d'un commerce de la notoriété. Ceux qui ont investi dans ce business de la notoriété en ont souvent obtenu des retombées publicitaires et financières considérables. Une parlementaire britannique a fêté sa nomination au conseil d'administration de Twitter en achetant 25 000 adresses (un rien dans ce monde), probablement pour affirmer sa position dans un conseil plus sélectif que la Chambre des Lords, à laquelle elle appartient. Le *NYT* évoque l'histoire rocambolesque d'une entreprise fantôme menée par un jeune hacker de 25 ans capable d'activer des millions de fausses identités en activant des comptes existants et en les détournant à l'insu de leurs titulaires, activité en partie soustraite aux Philippines... En l'occurrence, ce jeune hacker a fait fortune en revendant des millions d'adresses à des personnalités et en les rendant actives sur des bots, puis ses correspondants philippins tentent de lui prendre son affaire, ce qui finit par déclencher des fuites et sa chute. Twitter se gardait bien de vérifier la conformité des identités à ses chartes. Du trafic en plus et des profits pour ses usagers, cela valait mieux que de payer pour dégonfler cette bulle. C'est que le cœur des réseaux sociaux, c'est l'expérience-

utilisateur²⁴. Et tout semblait fonctionner. Twitter n'est sans doute pas un cas isolé²⁵.

Mark Zuckerberg, un Pangloss milliardaire?

Cette approche de l'expérience-utilisateur était au cœur d'un entretien de Zuckerberg avec Farhad Manjoo en avril 2014²⁶. À cette date, son appétit tous azimuts et son pragmatisme total sont criants. Interrogé sur l'aptitude de Facebook à innover après avoir échoué à racheter Snapchat, Zuckerberg vante les équipes créatives de Facebook. Il indique que

Facebook n'est pas monoproduit [...] Sur les terminaux mobiles, les gens veulent des choses diverses. La facilité d'accès est capitale. Et tout autant le fait de contrôler les trucs qui vous envoient des messages. Et le matériel est vraiment petit. Dans le mobile, il y a tout à gagner à créer des expériences spécifiques de première qualité. C'est pourquoi notre intention avec les Creative Labs consiste vraiment à décompacter la grosse appli bleue. [...] Vous allez nous voir explorer des domaines pour lesquels nous sentions que nous manquions de place jusqu'ici.²⁷

Démultiplier les applis, c'est la logique sur *smartphone*, ce qui menace toute position acquise. Zuckerberg entend donc coloniser le monde des applis en même temps qu'il veut déployer les possibilités de Facebook. Racheter Instagram et WhatsApp était stratégique pour éviter de laisser des concurrents s'installer. Il insiste sur le cœur de cible que constitue la vie personnelle des usagers. En même temps, il souhaiterait faire de Facebook le carrefour des informations – l'appli Paper et le Newsfeed en sont les

instruments, dit-il en 2014. Tout à sa tentative de contrôler les communications mondiales (rôle notamment dévolu à la plateforme Internet.org, le *package* de connexion bas de gamme destiné par Facebook à casser les prix dans les pays en développement), Facebook a négligé de contrôler les contenus et leur circulation virale, d'autant que, côté développement, l'efficacité des moteurs de recherche sur applis mobiles est limitée :

la vraie question sera celle de leur efficacité sur mobile une fois que la recherche de billets (*posts*) marchera. À mon avis, cela prendra cinq ans. Nous devons y penser dans la durée. En fait, on a vu que le domaine des messages est bien plus vaste que ce que nous pensions au début, et que les situations d'usage de WhatsApp et Messenger sont plus différenciés que nous le pensions à l'origine. Messenger est surtout fait pour papoter avec les amis et WhatsApp vient remplacer les SMS. Ces trucs semblent identiques, mais si on s'arrête aux nuances des modes d'utilisation des gens, chacun d'eux est géant sur deux marchés différents. [...] Du coup, ce que nous voulons, c'est construire un canal de distribution d'expériences attirantes pour les gens [...] Nous essayons d'explorer des trucs qui ne sont pas seulement liés à l'identité de Facebook. Et dans chacun d'eux, on ne se contente pas de partager et de consommer du contenu, on construit aussi des relations avec des gens, une construction orientée vers la compréhension des gens. [...] Et nous demandons à nos chefs de produits d'aller voyager dans un pays au marché émergent pour voir comment les gens qui se lancent sur l'Internet s'en servent. Ils apprennent toutes sortes de choses intéressantes. Les gens leur demandent par exemple « je vois qu'on me dit que je

devrais installer mon mot de passe – c'est quoi un mot de passe? » Pour nous, c'est un truc qui fait réfléchir²⁸.

Les réponses de Zuckerberg commencent à arriver. Le mot *fix* est au centre de la mission que se donne le fondateur de Facebook pour 2018. Contrôler et réparer. Cela sonne comme un aveu... mais Zuckerberg semble botter en touche ou attirer les investisseurs en leur parlant de cryptomonnaies ou de cryptage des données en conclusion d'un message dont il est dit qu'il touche des questions sociales et politiques! Zuckerberg parle de tenir des réunions avec des intellectuels, mais semble une fois de plus très en arrière de la main. S'il entend réparer Facebook et contrôler la situation, c'est bien évidemment pour maintenir la puissance de son groupe – tout l'inverse de ce que demande McNamee, ancien zéléateur des réseaux sociaux devenu un opposant à leur monopole. Même si Zuckerberg consultait des philosophes et des chercheurs en sciences sociales, la question est de trancher entre une concentration toujours plus forte et un pluralisme organisationnel qui a disparu de l'Internet. Le billet de Zuckerberg est d'ailleurs un plaidoyer pour la centralisation, malgré l'évocation nostalgique de la diversité initiale de l'Internet.

L'une des questions actuellement les plus intéressantes pour la technologie est le débat centralisation versus décentralisation. Nombreux parmi nous sont ceux qui se sont tournés vers la technologie parce que nous croyons qu'elle peut être un facteur de décentralisation qui donne plus de pouvoir directement aux gens. (les cinq premiers mots qui orientent la mission de Facebook ont toujours été 'donner le pouvoir aux gens'). Dans les années 1990 et 2000, la plupart des gens croyaient que la technologie serait une force décentralisatrice. Mais à présent, bien des gens ont perdu leur foi dans ce credo. Avec la montée d'un

petit nombre de grandes entreprises de technologie – et des gouvernements utilisant les technologie pour surveiller les citoyens, beaucoup croient à présent que la technologie centralise surtout le pouvoir, bien plus qu'elle ne le décentralise. Il y a d'importantes contre-tendances à cela – comme le cryptage et les cryptomonnaies – qui se saisissent du pouvoir des systèmes centralisés pour le rendre aux gens. Mais ils comportent le risque d'être plus difficiles à contrôler. Je suis motivé à aller plus loin et à étudier les aspects positifs et négatifs de ces technologies, pour savoir comment en faire le meilleur usage dans nos services²⁹.

La question de la décentralisation du réseau est centrale. Zuckerberg a bien compris que la taille de Facebook et ses effets induits, tout comme son incapacité à répondre de ses errements, créent la responsabilité exorbitante de contrôler tout ce qui se passe en ligne, en matière de vidéos, d'appels au meurtre ou de faussetés scientifiques par écrit, orales ou en images, sans parler des fraudes commerciales et autres manipulations ! Procéder à de tels contrôles dans le respect des libertés publiques est sans doute impossible, ou bien conduit en effet tout droit à bannir les mots qui fâchent et à censurer ce qui serait vu comme incorrect. Le plus grand réseau mondial serait en même temps une instance autoproclamée de police du discours, ce méga-éditeur que la firme de Zuckerberg ne veut pas être.

En attendant de faire du sur mesure, privilégier les échanges de proximité sur les contenus tiers, hormis les publicités ciblées, payées et analysées, est un choix acceptable pour que Facebook retrouve une forme d'innocence. Les éditeurs de presse seront à la peine pour assurer leur propre diffusion, car la plupart des gens ne font rien d'autre en ligne que cliquer sur les liens qu'ils reçoivent. Faire des recherches poussées pour s'informer

est un luxe. Ce créneau de l'information ne rapporte guère : Facebook peut l'abandonner pour des secteurs plus profitables qui n'occasionnent pas de controverses³⁰. Endiguer la concurrence que Snapchat, Netflix ou Spotify représentent en bourse est l'objectif premier. Cela passe par la monétisation de WhatsApp et de Messenger, la sécurité des données personnelles et la cryptographie pour adosser Facebook aux plateformes commerciales (ne pas laisser filer Amazon!!) et créer une base de rencontres... Il faut convaincre les investisseurs que le taux de croissance de la firme va se maintenir.

Pourtant, McNamee rappelle que la négligence envers les contenus a un coût démocratique énorme. Faire circuler le « bruit » des échanges interpersonnels au lieu d'informer suffit à empêcher la conversation démocratique. On peut appeler cela formellement « désinformation » : il est clair qu'une fois l'habitude prise d'accéder aux informations sur les réseaux sociaux, les usagers ne reviendront pas vers les sites des journaux qui ont vu leur publicité phagocytée par Facebook et vivent (mal) d'abonnements. Le public captif des monopoles est indifférent à l'information et à la situation politique désespérante. Dès 2013, Yochai Benkler (2013) parlait de restaurer l'équilibre constitutionnel (« *Regaining our constitutional balance is the only victory worth winning* »), mais la fin de la neutralité du net montre que le balancier est allé dans l'autre direction. Plus que jamais, les secrets d'État et le secret des affaires sont protégés. La nébuleuse des fausses nouvelles et des intox que nous peinons à démentir nous détournent de pouvoir surveiller les pouvoirs réels. Le cofondateur d'Apple, Steve Wozniak, devenu un fervent supporteur de l'Electronic Frontier Foundation pour l'Internet ouvert et opposant de longue date au Patriot Act, qui étend de manière discrétionnaire les

justifications d'une surveillance généralisée, reconnaissait en 2013 :

nous n'avions pas réalisé qu'au sein du monde numérique, il y avait de multiples manières d'utiliser les technologies numériques pour nous contrôler, pour nous épier et pour rendre possibles des choses qui ne l'étaient pas. Aux temps anciens où nous postions des lettres, on les léchait, et quand on recevait une enveloppe encore scellée, personne ne l'avait lue ; c'était de la communication privée. Maintenant, on nous dit, comme c'est du courrier électronique, cela ne peut pas rester privé, n'importe qui peut écouter³¹.

Ces phrases sonnent comme une objection par anticipation aux propos de Zuckerberg : la fuite en avant technologique est plutôt le problème que la solution. Celle-ci passe par le respect de règles protégeant la vie privée des intrusions de toute nature – qu'il s'agisse de surveillance ou de publicité, et c'est la tendance adoptée par les instances régulatrices européennes. L'expansion sans borne des plateformes rencontre ainsi des obstacles politiques. Mais cela ne rassure pas les éditeurs de presse, comme le signale, entre autres personnes interrogées par le *New York Times*, l'éditeur de *Slate* :

« Personne ne connaît exactement l'impact que cela aura, mais sous bien des aspects, cela ressemble à la fin de l'époque des infos distribuées », disait vendredi Jacob Weisberg, président et rédacteur en chef du groupe *Slate*. « Au long de l'année, tout le monde a vu baisser le flux sur Facebook, ils ont réduit l'exposition aux infos. Mais qu'ils aient engagé un changement si essentiel sur la plateforme — je ne pense pas que les gens l'avaient anticipé. »³²

Les éditeurs craignent de perdre une part de leur lectorat et de leurs revenus publicitaires compte tenu des questions de régulation, de la restriction de l'accès direct aux pages des médias et des rapports financiers de Facebook avec la presse.

Notes

- 1 « *They really cater to the people who have the money, the views and the pull, and it's less about creating and supporting the small communities that come together and share their experiences.* » (Levin 2018)
- 2 Cette déclaration est contredite par les récentes évolutions de Facebook qui réduira la place de la presse dans son fil d'info personnalisé. Voir Piquard (2017).
- 3 Une preuve négative de cela : il était encore récemment possible d'utiliser quelque mot-clé que ce soit pour filtrer les récipiendaires des annonces ; ainsi le journal en ligne ProPublica a-t-il publié en septembre 2017 que Facebook laissait se propager des annonces explicitement destinées à des usagers antisémites. Cela démentait à l'évidence les propos de sa direction au sujet de ses responsabilités d'opérateur vis à vis d'un public de familles et de « *meaningful communities* ».
- 4 « *People enjoyed the short-term boost they got from giving or receiving social affirmation, while Facebook harvested valuable data about the preferences of users that could be sold to advertisers. [...] "It is very common," Rosenstein says, "for humans to develop things with the best of intentions and for them to have unintended, negative consequences." Rosenstein, who also helped create Gchat during a stint at Google, and now leads a San Francisco-based company that improves office productivity, appears most concerned about the psychological effects on people who, research shows, touch, swipe or tap their phone 2,617 times a day. There is growing concern that as well as addicting users, technology is contributing toward so-called "continuous partial attention", severely limiting people's ability to focus, and possibly lowering IQ. One recent study showed that the mere presence of smartphones damages cognitive capacity – even when the device is turned off.* » (Lewis 2017)

- 5 « *It's a social-validation feedback loop ... exactly the kind of thing that a hacker like myself would come up with, because you're exploiting a vulnerability in human psychology.* » (Solon 2017b)
- 6 « *It's changing our democracy, and it's changing our ability to have the conversations and relationships that we want with each other.*” Harris went public – giving talks, writing papers, meeting lawmakers and campaigning for reform after three years struggling to effect change inside Google's Mountain View headquarters. » (Lewis 2017) Harris est associé à McNamee dans leur campagne commune contre les risques personnels et collectifs que nous font courir les plateformes.
- 7 « *The company can identify when teens feel “insecure”, “worthless” and “need a confidence boost”. Such granular information, Harris adds, is “a perfect model of what buttons you can push in a particular person. Tech companies can exploit such vulnerabilities to keep people hooked; manipulating, for example, when people receive “likes” for their posts, ensuring they arrive when an individual is likely to feel vulnerable, or in need of approval, or maybe just bored. And the very same techniques can be sold to the highest bidder. “There's no ethics”, he says. “A company paying Facebook to use its levers of persuasion could be a car business targeting tailored advertisements to different types of users who want a new vehicle. Or it could be a Moscow-based troll farm seeking to turn voters in a swing county in Wisconsin”.* »
- 8 « *It is not inherently evil to bring people back to your product, It's capitalism.* »
- 9 « *However, even more interrobang-able than the prospect of a Trump presidency is the fact that those opposing his candidacy seem to have almost no understanding of the media dynamics that have enabled it to rise and thrive. Trump is perhaps the most straightforward embodiment of the dynamics of the so-called “attention economy” — the pervasive, all-out war over our attention in which all of our media have now been conscripted — that the world has yet seen. He is one of the geniuses of our time in the art of attentional manipulation. A better name for “social media” would be “impulsive media.” The unprecedented abundance and instantaneity of information in the digital era has turned our world into a never-ending flow of novel attentional rewards.* » (Williams 2016).
- 10 « *“It privileges our impulses over our intentions. That means privileging what is sensational over what is nuanced, appealing to emotion, anger and outrage. The news media is increasingly working in service to tech*

companies, Williams adds, and must play by the rules of the attention economy to “sensationalise, bait and entertain in order to survive” », et il lie à ces réactions la transformation du débat public : « “We’ve habituated ourselves into a perpetual cognitive style of outrage, by internalising the dynamics of the medium. If politics is an expression of our human will, on individual and collective levels, then the attention economy is directly undermining the assumptions that democracy rests on.” » (Williams 2016).

11 « A better name for “social media” would be “impulsive media.” The unprecedented abundance and instantaneity of information in the digital era has turned our world into a never-ending flow of novel attentional rewards. » (Williams 2016).

12 « Facebook’s chief operating officer said : “Keeping people safe is our top priority. We won’t stop until we get it right” . » (Aitkenhead 2017) Voir aussi (Gibbs 2017).

13 « *Building Global Community : Fourth, we’re operating at such a large scale that even a small percent of errors causes a large number of bad experiences. We review over one hundred million pieces of content every month [...] Sitting here in California, we’re not best positioned to identify the cultural norms around the world. Instead, we need a system where we can all contribute to setting the standards. Although this system is not fully developed, I want to share an idea of how this might work. The guiding principles are that the Community Standards should reflect the cultural norms of our community, that each person should see as little objectionable content as possible, and each person should be able to share what they want while being told they cannot share something as little as possible. The approach is to combine creating a large-scale democratic process to determine standards with AI to help enforce them. The idea is to give everyone in the community options for how they would like to set the content policy for themselves. Where is your line on nudity? On violence? On graphic content? On profanity? What you decide will be your personal settings. We will periodically ask you [...] Although we will still block content based on standards and local laws, our hope is that this system of personal controls and democratic referenda should minimize restrictions on what we can share. »*

14 « *It’s hard to impugn intent and to understand the intent. I just think, as abhorrent as some of those examples are, I think the reality is also that I get things wrong when I speak publicly. I’m sure you do. What we will do is we’ll say, “Okay, you have your page, and if you’re not trying to*

organize harm against someone, or attacking someone, then you can put up that content on your page, even if people might disagree with it or find it offensive. » (Swisher 2018)

15 « *“It’s impossible for algorithms alone to manage human experience,” said Peter Friedman, CEO of LiveWorld, which provides moderation services to big brands. “This is highly complex work,” Roberts said, “and requires a mastery of many topics, current events, other cultures and languages, so it’s interesting that it’s so devalued.” Miller agrees : “However clever Facebook is, so much of this is impressionistic and contextual and difficult to interpret.”* » (Solon 2017a)

16 « *a system of personal control over our experience* ».

17 « *newsworthy & historical content* ».

18 « *to build engagement organically* ».

19 « *My familiarity with building organic engagement put me in a position to notice that something strange was going on in February 2016. The Democratic primary was getting under way in New Hampshire, and I started to notice a flood of viciously misogynistic anti-Clinton memes originating from Facebook groups supporting Bernie Sanders. I knew how to build engagement organically on Facebook. This was not organic. It appeared to be well organized, with an advertising budget. But surely the Sanders campaign wasn’t stupid enough to be pushing the memes themselves. I didn’t know what was going on, but I worried that Facebook was being used in ways that the founders did not intend.* » (McNamee 2018)

20 « *[...] the users most likely to respond to Leave’s messages were probably less wealthy and therefore cheaper for the advertiser to target : the price of Facebook (and Google) ads is determined by auction, and the cost of targeting more upscale consumers gets bid up higher by actual businesses trying to sell them things. As a consequence, Facebook was a much cheaper and more effective platform for Leave in terms of cost per user reached. And filter bubbles would ensure that people on the Leave side would rarely have their questionable beliefs challenged. Facebook’s model may have had the power to reshape an entire continent.* »

21 « *The use of algorithms to give consumers “what they want” leads to an unending stream of posts that confirm each user’s existing beliefs. On Facebook, it’s your news feed, while on Google it’s your individually customized search results. The result is that everyone sees a different version of the Internet tailored to create the illusion that everyone else agrees with them. Continuous reinforcement of existing beliefs tends to entrench those*

beliefs more deeply, while also making them more extreme and resistant to contrary facts. Facebook takes the concept one step further with its “groups” feature, which encourages like-minded users to congregate around shared interests or beliefs. While this ostensibly provides a benefit to users, the larger benefit goes to advertisers, who can target audiences even more effectively. [...] small investments in advertising and memes posted to Facebook groups would reach tens of millions of people. A similar strategy prevailed on other platforms, including Twitter. Both techniques, bots and trolls, take time and money to develop—but the payoff would have been huge. »

- 22 « Thanks to the U.S. government’s laissez-faire approach to regulation, the Internet platforms were able to pursue business strategies that would not have been allowed in prior decades. No one stopped them from using free products to centralize the Internet and then replace its core functions. No one stopped them from siphoning off the profits of content creators. No one stopped them from gathering data on every aspect of every user’s Internet life. No one stopped them from amassing market share not seen since the days of Standard Oil. No one stopped them from running massive social and psychological experiments on their users. No one demanded that they police their platforms. It has been a sweet deal. A week before the 2016 election, I emailed Zuckerberg and Sandberg, suggesting that Facebook had an obligation to ensure that its platform not be exploited by bad actors. They each responded the next day, saying : We appreciate you reaching out, but think you’re misinterpreting the news. [...] But we’ve seen where self-regulation leads, and it isn’t pretty. Unfortunately, there is no regulatory silver bullet. The scope of the problem requires a multi-pronged approach. First, we must address the resistance to facts created by filter bubbles. Polls suggest that about a third of Americans believe that Russian interference is fake news, despite unanimous agreement to the contrary by the country’s intelligence agencies. Helping those people accept the truth is a priority. I recommend that Facebook, Google, Twitter, and others be required to contact each person touched by Russian content with a personal message that says, “You, and we, were manipulated by the Russians. This really happened, and here is the evidence.” The message would include every Russian message the user received. This idea, which originated with my colleague Tristan Harris, is based on experience with cults. When you want to deprogram a cult member, it is really important that the call to action come from another member of the cult, ideally the leader. The platforms will claim this is too onerous. Facebook has indicated that up to 126 million Americans were touched by the Russian manipulation on its core platform and another twenty million on Instagram, which it

owns. Together those numbers exceed the 137 million Americans who voted in 2016. What Facebook has offered is a portal buried within its Help Center where curious users will be able to find out if they were touched by Russian manipulation through a handful of Facebook groups created by a single troll farm. This falls far short of what is necessary to prevent manipulation in 2018 and beyond. There's no doubt that the platforms have the technological capacity to reach out to every affected person. No matter the cost, platform companies must absorb it as the price for their carelessness in allowing the manipulation. Second, the chief executive officers of Facebook, Google, Twitter, and others—not just their lawyers—must testify before congressional committees in open session. » (McNamee 2018)

La citation « *no one...* » parodie Brecht : « Quand ils ont chassé les communistes, je n'ai rien dit... ».

23 Une alerte boursière est intervenue en juillet 2018 lorsque Facebook a annoncé que la croissance de ses résultats n'accélérait plus. Les ventes spectaculaires de ce jour-là ont permis à bon nombre de gestionnaires de concrétiser leurs gains, et l'action est en passe de retrouver ses sommets...

24 « *They found, unsurprisingly, that social media is the predominant force impacting the political opinions of young people, referring to Facebook as being a “monopoly platform for public life”. They found that authoritarian regimes use it for social control, and in democracies, it is used for “computational propaganda either through broad efforts at opinion manipulation or targeted experiments on particular segments of the public”. So, again, social control. The results and tactics may appear different, but the results are similar.*

The paper also looks at how countries have tried to counter the impact. In the Ukraine, where citizens have been subjected to some of the “most globally advanced” tactics, responses have largely been from private organisations and there has been no unified government crackdown. Germany is the only country, the researchers believe, to have been proactive enough, even going so far as to consider implementing new laws that would see social networks fined for not complying – a measure that the UK is threatening to adopt to deal with the proliferation of hate speech online. But this could come with its own problems. “Governments want to task tech giants more and more to police online spaces, but we don't want tech giants to become even more powerful than they are,” says Miller. “On the other hand we are worried about what is fake news and what is real news, but we haven't tolerated

that amount of government intervention before. The government stays out of that.” “Twitter has a direct interest in protecting the user experience and that definitely means shutting down gobby bots.” For Twitter, though, Miller points out that any acknowledgement of the scale of the problem can be damaging. “When they released an estimate that they thought 10 per cent of Twitter users were bots, its share price toppled. We have got to do something about that market disincentive. They’ve got to find a way of being transparent without the share price collapsing.”

The coauthors of the paper, Samuel Woolley and Philip Howard of the Oxford Internet Institute (« *Computational Propaganda Worldwide : Executive Summary* » 2017), have warned that whatever the means, social networks must do more. Warning that there are a series of important global events upcoming, including elections in Germany, Egypt, Brazil and Mexico, the pair emphasise how important it will be to allow the promotion of legitimate news from reputable sources.

“Ultimately, designing for democracy, in systematic ways, will help restore trust in social media systems. Computational propaganda is now one of the most powerful tools against democracy. Social media firms may not be creating this nasty content, but they are the platform for it. They need to significantly redesign themselves if democracy is going to survive social media.”

The reports suggested an apparent disinterest from the social media firms in how their networks were being used. Facebook, for instance, leaves most of its anti-propaganda work to external organisations such as Snopes and the Associated Press, who operate semi-autonomous fact-checking teams aimed at marking viral news stories as true or false while Twitter’s anti-bot systems are effective at fighting commercial activity on the site, but seem less able or willing to take down automated accounts engaging in political activity.” » (Clark 2017)

- 25 D’autant que le problème était connu : « For Twitter, though, Miller points out that any acknowledgement of the scale of the problem can be damaging. “When they released an estimate that they thought 10 per cent of Twitter users were bots, its share price toppled. We have got to do something about that market disincentive. They’ve got to find a way of being transparent without the share price collapsing.” [...] “Ultimately, designing for democracy, in systematic ways, will help restore trust in social media systems. Computational propaganda is now one of the most powerful tools against democracy. Social media firms may not be creating this nasty content, but they are the platform for it. They need to significantly redesign themselves if democracy is going to survive social media.” » (Clark 2017)

26 Voir Manjoo (2014) et article connexe (2017).

27 « *Facebook is not one thing. [...] On mobile, people want different things. Ease of access is so important. So is having the ability to control which things you get notifications for. And the real estate is so small. In mobile there's a big premium on creating single-purpose first-class experiences. So what we're doing with Creative Labs is basically unbundling the big blue app. [...] You'll see us exploring new areas that we felt we didn't have the room to do before.* » (Manjoo 2017)

28 « *The real question will be how effective it will be on mobile once post-search works. I think that's a five-year thing. We have to think about it over a longer period of time. We basically saw that the messaging space is bigger than we'd initially realized, and that the use cases that WhatsApp and Messenger have are more different than we had thought originally. Messenger is more about chatting with friends and WhatsApp is like an SMS replacement. Those things sound similar, but when you go into the nuances of how people use it, they are both very big in different markets. [...] So what we want to do is build a pipeline of experiences for people to have. It would be a mistake to compare any of them in different life cycles to other ones.*

Q. Instagram and WhatsApp are not going to be branded as Facebook apps. So eventually part of your business will be apps that people don't think of as Facebook. Is that the way to think about the future of Facebook. Is it like a conglomerate?

A. One of the things that we're trying to do with Creative Labs and all our experiences is explore things that aren't all tied to Facebook identity. Some things will be, but not everything will have to be, because there are some sets of experiences that are just better with other identities. I think you should expect to see more of that, where apps are going to be tied to different audiences that you can share with. [...] Private communication is a bigger space than people realize. You were asking if I was surprised that WhatsApp and Messenger's use cases were so different. They fit into this framework of private communication. That's what people like to do, and that's why there are so many different services. I think there is going to be even more stuff like that. [...] But in any of those you're not just sharing and consuming content, you are also building relationships with people and building an understanding of people. [...] One of the things that we do is ask product managers to go travel to an emerging-market country to see how people who are getting on the Internet use it. They learn the most interesting things.

People ask questions like, “It says here I’m supposed to put in my password — what’s a password?” For us, that’s a mind-boggling thing. »

29 « One of the most interesting questions in technology right now is about centralization vs decentralization. A lot of us got into technology because we believe it can be a decentralizing force that puts more power in people’s hands. (The first four words of Facebook’s mission have always been “give people the power“.) Back in the 1990s and 2000s, most people believed technology would be a decentralizing force.

But today, many people have lost faith in that promise. With the rise of a small number of big tech companies — and governments using technology to watch their citizens — many people now believe technology only centralizes power rather than decentralizes it.

There are important counter-trends to this — like encryption and cryptocurrency — that take power from centralized systems and put it back into people’s hands. But they come with the risk of being harder to control. I’m interested to go deeper and study the positive and negative aspects of these technologies, and how best to use them in our services. » (Zuckerberg 2018)

30 Le billet du 4 janvier 2018 en totalité : « Every year I take on a personal challenge to learn something new. I’ve visited every US state, run 365 miles, built an AI for my home, read 25 books, and learned Mandarin.

I started doing these challenges in 2009. That first year the economy was in a deep recession and Facebook was not yet profitable. We needed to get serious about making sure Facebook had a sustainable business model. It was a serious year, and I wore a tie every day as a reminder.

Today feels a lot like that first year. The world feels anxious and divided, and Facebook has a lot of work to do — whether it’s protecting our community from abuse and hate, defending against interference by nation states, or making sure that time spent on Facebook is time well spent.

My personal challenge for 2018 is to focus on fixing these important issues. We won’t prevent all mistakes or abuse, but we currently make too many errors enforcing our policies and preventing misuse of our tools. If we’re successful this year then we’ll end 2018 on a much better trajectory.

This may not seem like a personal challenge on its face, but I think I’ll learn more by focusing intensely on these issues than I would by doing something completely separate. These issues touch on questions of history, civics, political philosophy, media, government, and of course technology. I’m looking forward to bringing groups of experts together to discuss and help work through these topics.

For example, one of the most interesting questions in technology right now is about centralization vs decentralization. A lot of us got into technology because we believe it can be a decentralizing force that puts more power in people's hands. (The first four words of Facebook's mission have always been "give people the power".) Back in the 1990s and 2000s, most people believed technology would be a decentralizing force.

But today, many people have lost faith in that promise. With the rise of a small number of big tech companies — and governments using technology to watch their citizens — many people now believe technology only centralizes power rather than decentralizes it.

There are important counter-trends to this — like encryption and cryptocurrency — that take power from centralized systems and put it back into people's hands. But they come with the risk of being harder to control. I'm interested to go deeper and study the positive and negative aspects of these technologies, and how best to use them in our services.

This will be a serious year of self-improvement and I'm looking forward to learning from working to fix our issues together. » (Zuckerberg 2018)

31 « *"We didn't realise that in the digital world there were a lot of ways to use the digital technology to control us, to snoop on us, to make things possible that weren't. In the old days of mailing letters, you licked it, and when you got an envelope that was still sealed, nobody had seen it; you had private communication. Now they say, because it's email, it cannot be private; anyone can listen."*

Asked about US surveillance programmes in an earlier interview with a Spanish technology news site, FayerWayer, Wozniak said : "All these things about the constitution, that made us so good as people — they are kind of nothing.

"They are all dissolved with the Patriot Act. There are all these laws that just say 'we can secretly call anything terrorism and do anything we want, without the rights of courts to get in and say you are doing wrong things'. There's not even a free open court any more. Read the constitution. I don't know how this stuff happened. It's so clear what the constitution says." » (Branigan 2013)

Voir Freedom Press, soutenu par Wozniak, qui fut le premier donateur de la Electronic Frontier Foundation.

Voir Timm (2018), à propos de James Dolan, ancien de la guerre d'Irak devenu ingénieur en sécurité pour les *whistleblowers*, et ami d'Aaron Swartz.

32 « *"Nobody knows exactly what impact it'll have, but in a lot of ways, it looks like the end of the social news era," Jacob Weisberg, the chairman and*

editor in chief of the Slate Group, said on Friday. “Everybody’s Facebook traffic has been declining all year, so they’ve been de-emphasizing news. But for them to make such a fundamental change in the platform — I don’t think people were really anticipating it.” » (Maheshwari et Ember 2018)

Bibliographie

Aitkenhead, Decca. 2017. « Sheryl Sandberg : “Everyone looked at me like I was a ghost” ». *The Guardian*, avril. En ligne.

Benkler, Yochai. 2013. « Manning and Snowden light path for the US to return to its better self Yochai Benkler ». *The Guardian*, juillet. En ligne.

Bezot, Jean-Michel. 2018. « « Mark Zuckerberg avance à l’aveugle dans l’arborescence qu’il a fait pousser » ». *Le Monde.fr*, janvier. En ligne.

Branigan, Tania. 2013. « Steve Wozniak : ‘I felt about Edward Snowden the way I felt about Daniel Ellsberg’ ». *The Guardian*, juin. En ligne.

Carr, Nicholas G. 2010. *The shallows what the Internet is doing to our brains*. New York, N.Y : Norton.

Chocron, Sandrine Cassini et Véronique. 2018. « La start-up américaine Symphony choisit la France pour se développer ». *Le Monde.fr*, janvier. En ligne.

Clark, Liat. 2017. « Twitter and Facebook have become ‘vessels of propaganda and manipulation’ ». *Wired UK*, juin. En ligne.

« Computational Propaganda Worldwide : Executive Summary ». 2017. *The Computational Propaganda Project*. En ligne.

Confessore, Nicholas, Gabriel J. X. Dance, Rich Harris, et Mark Hansen. 2018. « The Follower Factory ». *The New York Times*, janvier. En ligne.

Cresci, Elena. 2016. « Lonelygirl15 : how one mysterious vlogger changed the internet ». *The Guardian*, juin. En ligne.

Gibbs, Samuel. 2017. « Facebook Live : Zuckerberg adds 3,000 moderators in wake of murders ». *The Guardian*, mai. En ligne.

Levin, Sam. 2018. « YouTube's small creators pay price of policy changes after Logan Paul scandal ». *The Guardian*, janvier. En ligne.

Lewis, Paul. 2017. « 'Our minds can be hijacked' : the tech insiders who fear a smartphone dystopia ». *The Guardian*, octobre. En ligne.

Maheshwari, Sapna, et Sydney Ember. 2018. « The End of the Social News Era? Journalists Brace for Facebook's Big Change ». *The New York Times*, janvier. En ligne.

Manjoo, Farhad. 2014. « Can Facebook Innovate? A Conversation With Mark Zuckerberg ». *Bits Blog*. En ligne.

———. 2017. « The Future of Facebook May Not Say "Facebook" ». *The New York Times*, décembre. En ligne.

McNamee, Roger. 2018. « How to fix Facebook—before it fixes us ». *Washington Monthly* January/February/March 2018 (janvier). En ligne.

Piquard, Alexandre. 2017. « Fidji Simo : « Facebook n'est pas juste une entreprise de technologie » ». *Le Monde.fr*, septembre. En ligne.

Shearer, Elisa, et Jeffrey Gottfried. 2017. « News Use Across Social Media Platforms 2017 ». *Pew Research Center's Journalism Project*. En ligne.

Solon, Olivia. 2017a. « To censor or sanction extreme content? Either way, Facebook can't win ». *The Guardian*, mai. En ligne.

———. 2017b. « Ex-Facebook president Sean Parker : site made to exploit human 'vulnerability' ». *The Guardian*, novembre. En ligne.

Swisher, Kara. 2018. « Zuckerberg : The Recode interview ». *Recode*. En ligne.

Timm, Trevor. 2018. « A tribute to James Dolan, co-creator of SecureDrop, who has tragically passed away at age 36 ». *Freedom of the press foundation*. En ligne.

Ward, Adrian F., Kristen Duke, Ayelet Gneezy, et Maarten W. Bos. 2017. « Brain Drain : The Mere Presence of One's Own Smartphone Reduces Available Cognitive Capacity ». *Journal of the Association for Consumer Research* 2 (2) : 140-54. doi :10.1086/691462.

Williams, James. 2016. « The Clickbait Candidate ». *Quillette*. En ligne.

Winnick, Michael. 2016. « Putting a Finger on Our Phone Obsession ». *dscout*. En ligne.

Wong, Julia Carrie. 2018a. « Mark Zuckerberg sets toughest new year's goal yet : fixing Facebook ». *The Guardian*, janvier. En ligne.

———. 2018b. « I was one of the first people on Facebook. I shouldn't have trusted Mark Zuckerberg Julie Carrie Wong ». *The Guardian*, avril. En ligne.

Zuckerberg, Mark. 2017. « Building Global Community ». *Facebook*. En ligne.

———. 2018. « Mark Zuckerberg - Statut du 4 janvier 2018 ». En ligne.

La raison pratique de la société des réseaux

Formulons une hypothèse : les règles internes des réseaux sociaux sont une forme de raison pratique contemporaine. Cela requiert une cohérence suffisante pour encadrer les pratiques, et comme celles-ci varient beaucoup, ces règles doivent être pragmatiques, mais se référer à des principes généraux crédibles. Même à travers les éléments du langage codé de l'entreprise, cela nous explique pourquoi Fidji Simo, dans son interview au *Monde*, faisait simplement écho à des phrases du manifeste de février 2017. Voici la formulation telle qu'elle est parue sous la signature de Mark Zuckerberg dans *Building Global Community* :

Notre communauté évolue, à l'origine elle nous connectait à notre famille et à nos amis, maintenant elle sera aussi une source d'informations et de propos publics. Avec ce tournant culturel, nos règles communautaires doivent s'adapter pour autoriser davantage de contenus informatifs et historiques, même si cer-

tains font débat. Par exemple, une vidéo très violente d'une personne en train de mourir aurait été notée comme dérangeante et supprimée. Cependant, maintenant que nous avons Live pour capter des infos et que nous publions des vidéos contre la violence, nos règles doivent évoluer. De même, toute photo présentant des enfants nus aurait été supprimée – et à raison – mais nous avons maintenant modifié nos règles pour libérer des contenus historiquement importants comme la photo de la Terreur de la Guerre. Ces questions indiquent la nécessité d'actualiser nos règles pour nous rapprocher des attentes évolutives de notre communauté¹.

Ainsi Facebook comptait lever nombre de filtres pour privilégier le contrôle par les utilisateurs de ce qu'ils peuvent recevoir ou poster. Pouvait-on imaginer un début de prise de contrôle par les usagers sur le service? On pourrait rêver de voir une grande plateforme de contenus soutenir non pas seulement de ce qu'une majorité pourrait accepter, mais bien ce que des minorités engagées pour un avenir plus juste tentent d'obtenir. Mais les liens promus ou supprimés par les algorithmes et les standards actuels de la *community governance* sont si aléatoires que le système entier semble incapable de s'adapter, sauf à segmenter les normes en fonction de la géolocalisation des usagers et de choix optionnels laissés à leur initiative pour ouvrir le spectre documentaire. Ce sera toujours une bulle de filtrage, mais elle pourrait se complexifier. Cette réponse de Facebook est structurellement insatisfaisante.

Ne voir que ce qu'on veut voir

Entre l'aléatoire complet dans la distribution des liens et la constitution d'une bulle de filtrage forte par chacun des usagers, Facebook choisit le second terme. La censure d'œuvres d'art parfois choquantes qui participent de la culture mondiale devait être allégée, mais l'accès se fera surtout par des liens liés à ses contacts et non à travers un fil d'actu propulsé par les moteurs de contenu. Ce faisant Facebook n'assume aucun rôle éditorial et ne dérange aucun publicitaire : on ne verra que ce qu'on veut voir et les images au fort symbolisme historique, mais indéniablement violentes seront quasi invisibles de ceux qui n'en n'ont pas connaissance par ailleurs et qui les recherchent. Comment sortir d'une pudibonderie excessive alors que les pires horreurs se produisent dans le monde ? Tel est le paradoxe de Facebook. WYSIWYWTS : « *what you see is what you want to see* ».

La réalité des médias actuels est de recouvrir la violence du monde d'un voile fait d'actualités sportives ou people qui sont en elles-mêmes des manipulations du public. Ces diversions font partout le jeu des groupes les plus conservateurs. Une entreprise mondiale de communication basée en Californie au temps de Donald Trump peut-elle éviter ces débats ? La part de risque de la lettre de mission était de transformer en promesses pour demain divers échecs actuels. Mais Facebook exhibe l'inconsistance de ses discours de circonstance... face aux circonstances. Les récents billets de Zuckerberg vantent tout à la fois le retour aux valeurs familiales et l'ouverture d'un service de rencontres – rien de ce qui contribue à une communauté mondiale. Ce thème était au fond des plus dangereux. S'il devait être assumé, il conduirait à renforcer l'activité éditoriale de Facebook. Les orientations décidées pour 2018 vont à l'opposé, avouant

une contradiction organique. Les propos de Zuckerberg en 2014 montrent que cette fluctuation n'est pas récente. Fidji Simo et Adam Mosseri peuvent bien s'adresser aux médias : ayant absorbé leur lectorat et ponctionné leur publicité, Facebook laisse tomber ceux qui ne lui servent pas de caution pour améliorer la fiabilité des informations qui circulent sur la plateforme et éliminer les supercheries les plus voyantes. L'abandon des orientations « culturelles » de Facebook est un aveu d'impuissance éditoriale et de désintérêt marqué pour les questions socio-politiques. Cela donne raison à McNamee : les réseaux sociaux sont perméables à tout annonceur et non responsables face au public.

Pour parer au risque de laisser ses concurrents le déloger d'une place chèrement conquise, Facebook devra continuer de flatter les médias. Peu d'entre eux le critiquent aujourd'hui vu l'audience que la plateforme leur accorde. C'est le sens des déclarations de Adam Mosseri pour rassurer les éditeurs quant au nouvel algorithme en cours d'expérimentation. Il s'agit, dit-il, de qualifier les interactions en ligne, et plus vous serez actifs autour des thèmes qui vous importent, plus les liens consultés seront validés.

On demandera d'ailleurs aux usagers d'évaluer eux-mêmes la qualité des liens et des sites. Facebook évitera ainsi de prendre des responsabilités éditoriales : la logique collaborative a bon dos. Selon Facebook, la consultation passive de longues séquences sera pénalisée, mais pas les articles d'opinion. La « communicante » Shannon Prager note immédiatement que

l'accent est maintenant placé sur les conversations dans le fil d'info. Les interactions entre amis provoquées par les vidéos en direct, les billets des célébrités, les groupes privés et autres billets hautement stimulants brilleront sur le nouveau fil d'info. Tel sera le nouveau défi pour les annonceurs et gérants d'espaces

sur Facebook : comment publier des billets qui maximiseront les réactions? Autant les J'aime, Je partage, Je commente ont toujours servi à mesurer l'engagement, le nouvel algorithme favorisera avant tout les commentaires – et surtout ceux qui en susciteront d'autres de la part des utilisateurs déjà connus des premiers. En d'autres termes, les billets qui démarrent des conversations entre amis².

À rebours, comme il est impossible pour cette entreprise mondiale de voir sa réputation ternie pour servir d'abri aux pires opinions, vidéos et contre-vérités les plus accablantes, il y a aura bien minoration des publications moins grand public, des plus exigeantes aux plus engagées. Quand l'exemple donné par Facebook est le plateau télévisé d'Oprah Winfrey, nul ne doute que les liens privilégiés seront très liés aux médias grand public accueillant le plus de publicité ciblant les consommateurs les plus actifs. Il s'agit clairement d'un mixte de communication de crise et de messages aux marchés financiers, qui ne s'y trompent pas.

Communautés de pairs

Le mythe du sans-frontiérisme peut servir les intérêts de Zuckerberg, et la firme assume qu'elle ne peut faire que du bien, et qu'elle en fera de plus en plus, qu'elle doit garantir que le temps passé sur Facebook soit plaisant, utile et agréable. Ce propos établit que l'impact global de Facebook ne peut être que bénéfique. Là où ce serait douteux, il appartiendrait aux communautés Facebook d'agir. Bien qu'aucune représentation des usagers ne soit prévue, l'observation des échanges devrait permettre de valoriser ce qui est le plus couru, en supposant que, de la santé à la sécurité et aux médias, ce qui ne

sera pas possible à travers Facebook le serait encore moins en dehors. Ainsi du désormais célèbre *Safety Check*, une invention fulgurante qui associe Facebook, du côté du Bien, à chaque événement traumatique fortement médiatisé. Le pluralisme de l'information est-il un problème pour Facebook? Honnêtement, répond candidement Zuckerberg, connaissez-vous un média plus pluraliste que nous? Nous ferons d'ailleurs en sorte de vous présenter quelques thèmes alternatifs en marge de vos requêtes, tout comme nous vous orienterons vers des communautés aux caractéristiques proches des vôtres. Opérateur global des contacts structurés de contenus et gigantesque annuaire de liens qualifiés, c'est une entreprise jamais vue que de tirer le meilleur de tout ce que les autres font localement ou ont pu mettre en place techniquement. Facebook invoque donc la vision d'un monde où coexistent différents contextes culturels, mais sans rien retenir du scepticisme qui pourrait jaillir de la conscience des frontières et des contradictions. Toute communauté est vue plus ou moins comme une église ou un club, auxquels on adhère, mais avec lesquels on ne débat pas. La culture californienne est ici pleinement à l'œuvre, qui cultive de longue date une coexistence formellement non conflictuelle entre groupes sociaux, ethniques ou linguistiques qui s'ignorent autant qu'il est permis (la réalité est autre). La bulle de filtrage n'est nullement une invention de Facebook, elle existe depuis des décennies dans un pays d'automobilistes où tous pratiquent le chacun pour soi : en Californie, la voiture indique aussi précisément le statut social que le lieu de résidence. Un réseau social, c'est une forme clanique, une caste où chacun reste sur son quant à soi sans mélange. Les débats oppositionnels binaires sont nommés « polarisation » et, comme le dit Steven Spielberg, jamais la capacité à débattre n'a été si faible

aux États-Unis. Les oppositions simplistes se donnent libre cours (créationnisme, posthumanisme, évangélisme, climatosceptiques...), réagissant de manière forcenée contre les faits scientifiques. Bruno Latour a résumé ainsi la capacité rhétorique de ces idéologues :

Les faits, comme on dit, sont supposés têtus, c'est leur façon à eux de prescrire. On ne peut pas négocier avec eux, ni les ajuster à notre convenance. Les climatosceptiques ont donc eu l'astuce de retourner contre leurs adversaires l'épistémologie ordinaire ; il se sont limités aux seuls faits en affirmant tranquillement : « Les faits ne sont pas là, que vous le vouliez ou non. » Et ils se sont mis à taper lourdement sur la table. Le piège est bien monté : alors que les puissants jouent sur les deux tableaux, discernant bien la charge prescriptive des faits, et, en même temps, limitant le débat à la seule discussion des découvertes dont ils nient l'existence, les autres sentent bien que les faits entraînent une action, mais s'interdisent de les suivre de l'autre côté de la barrière que leurs adversaires traversent pourtant allègrement dans les deux sens. (Latour 2015, 39-40)

Dire des « cultures » qu'elles sont toutes également respectables, c'est se refuser à tout engagement envers les opprimés ou exploités – encore davantage si cette discrimination est le fait de minorités privilégiées. C'est tenir le laisser-faire qui prévaut dans l'économie pour la règle des rapports interpersonnels ! La communauté globale selon Facebook serait un monde sans médiations ni institutions où chacun tente d'organiser ses intérêts et de promouvoir sa vision, en pouvant à loisir nier les faits qui contraindraient à agir. Malheur aux pauvres ! Zuckerberg épouse donc le poncif inévitable du discours « intégrateur » américain : voyez la multitude des familles dont Facebook sert le quotidien en

partageant information et solutions : ce sont de microcommunautés. Et voyez les communautés dont Facebook appuiera l'existence – il donne l'exemple de familles de militaires de San Diego qui se rencontrent sur Facebook et organisent des sorties. Certains clubs centrés sur des personnalités dynamiques recevront du soutien par leur présence sur Facebook. Mais, à proportion de ce que les engagements sont plus « clivants », les appariements possibles seront plus rares, le buzz plus réduit, l'activité publicitaire infime. Toute parole périphérique s'éloigne du cœur de cible de Facebook et de toute visibilité algorithmique : malgré la rhétorique intégratrice, la communication *mainstream* redouble par conséquent l'effet des discriminations tout en affichant les services rendus à la société. Malgré l'utopie régulatrice d'une Communauté Facebook à laquelle s'adresse Zuckerberg en parlant de segmenter finement les groupes significatifs, les cultures minoritaires resteront des ghettos.

L'humanité est une, et, sortie des luttes tribales, elle entre dans l'ère Facebook des bons sentiments étayés par la bienpensance majoritaire. Toute norme culturelle est bonne si elle est localement majoritaire : ce présupposé élimine radicalement toute position conflictuelle et rejette toute conception politique de la culture pour lui substituer une vision instrumentale. Elle décore la vie et donne des motifs d'espérance – rien là qui donne prise au conflit. Les différences de sensibilité dont les algorithmes tiendront compte laisseront peu d'espace à la contestation des normes dominantes.

L'élargissement des critères de visibilité et de lisibilité ouvre par conséquent sur quelques dilemmes complexes³. Si la dimension historique doit être mieux prise en compte, les œuvres qui firent scandale doivent l'être, mais comment poser des limites? Le cas de la photo reste exemplaire. Comment justifier que l'historicité de certains

documents, même tenue pour un trait d'exception, ou le fait qu'ils disposent d'une notoriété constituée hors de la Toile, voire simplement appartiennent à une collection créée intentionnellement (publique ou privée) ne leur ouvre pas un droit de cité sur Facebook? Mais, bien sûr, si Facebook admet cela, ses règles de censure seront inapplicables, tant les documents les plus terribles sont effectivement rassemblés par les nombreuses archives des drames et des créations. Facebook doit choisir entre une levée de ses limitations ou un iconoclasme affirmé. Selon ses règles, même si les œuvres d'art sont un domaine de large tolérance, il ne suffit pas qu'un document provienne d'une galerie d'art ou d'une agence de presse pour être admis en diffusion ou citation. Cette situation rend la vie sur Facebook impossible à toute minorité qui assume une parole critique et provocante (hors de toute désinformation démagogique). Celles-ci n'auront qu'une présence édulcorée sur le réseau social et devront s'organiser autrement, surtout hors d'Europe, ce continent faisant l'objet d'attentions spéciales compte-tenu de sa moindre inhibition vis à vis des images et de sa vigilance en matière de données personnelles. Pour trouver des groupes ouverts à la discussion politique ou à l'exposition à d'images de violences ou de corps dénudés, mieux vaudra fréquenter des réseaux sans cotation financière comme Tumblr. Le lisse restera la norme de Facebook en dépit de quelques exceptions aux marges des groupes d'intérêt liés aux familles et à la vie ordinaire.

Communauté, collectifs et entre-soi

Par delà le plaidoyer de Facebook pour indiquer sa capacité à évoluer, il nous faut donc bien revenir au topos central de *Building Global Community* et vers ce mot américain magique : « *community* ». Il revient de manière incessante

sans faire l'objet d'une interrogation quelconque. *Building Global Community* parle de *community building* comme on parle de *body building*. Nous sommes ici au centre des pensées californiennes sur le monde. Il y a tout de même de quoi être surpris par l'apologie initiale des églises et autres communautés de base. Citons les phrases qui suivent l'introduction générale du texte :

Qu'il s'agisse d'églises, d'équipes sportives, de syndicats ou de groupes locaux, toutes ces organisations assurent un rôle important d'infrastructure collective de nos communautés. Ils gratifient chacun de nous du sentiment d'un but ou d'une espérance, de la garantie morale que nous sommes requis et participons de quelque chose de plus grand que nous, nous assurent que nous ne sommes pas seuls et qu'une communauté vient à notre rencontre; encadrement, orientation et développement personnel; un filet de sécurité; des valeurs, des normes culturelles et une responsabilité, des rencontres collectives (social), des rituels et des moyens pour rencontrer d'autres personnes et un moyen de passer son temps.⁴

La croyance de base de Facebook consiste ici à tenir le tissu social pour naturellement orienté sur des valeurs d'intégration qui rendent les services publics en partie inutiles. Ces communautés de base sont un encadrement collectif (social infrastructure) et dotent chacun d'un capital moral. Selon Zuckerberg, elles garantissent la permanence d'une espérance existentielle, la vocation à nous intégrer à un ordre supérieur et la confiance dans le sentiment de n'être pas seuls et qu'« une communauté humaine vient à notre rencontre ». Elles nous donnent des motivations pour notre développement personnel, nous offrent un filet de sécurité ainsi que de responsabilités sociales et de normes culturelles. Pour Zuckerberg, cette vision va de soi même au

moment de constater l'effritement constant de cette intégration communautaire depuis deux générations. Citant un pasteur qui se désole de ce que les cadres d'intégration d'alors ne fonctionnent plus⁵, il affirme aussitôt que Facebook peut être la solution. Facebook serait le nouveau cadre commun de la société entière ! N'est-il pas étonnant de voir Zuckerberg proposer sa vision de l'avenir discussion sur un lieu commun nostalgique ? L'individualisation des parcours personnels intervenue depuis que l'urbanisation et l'éducation supérieure caractérisent les sociétés développées s'est d'ailleurs nourrie de la mise à disposition de réseaux de communication personnelle. Ceux-ci ont émancipé les jeunes générations – avec la radio, la voiture et le téléphone – en leur permettant de sortir des cadres idéologiques et des conformismes. Faut-il rappeler à Zuckerberg la figure de James Dean ? Ou celle de Jack Kerouac, tant admiré en Californie ? Le Prix Nobel couronnant Bob Dylan n'est-il pas une reconnaissance de ces parcours singuliers et si américains ? En quoi Facebook a-t-il besoin de cette édification réactionnaire pour fonder ses évolutions futures ? Comment une « entreprise de technologie » peut-elle se couler dans un moule idéologique qui tiendrait pour politiquement incorrect le scepticisme à l'égard de cette vision passéiste ? Quand bien même certaines formes de communion se révèlent dans l'euphorie des célébrations musicales ou sportives de masse, ne faudrait-il pas partir du constat que les sociétés continuent de se différencier sous l'influence digitale californienne ?

Ce type de proclamation surprend d'autant plus que toutes les pratiques de l'entreprise tendent à segmenter toujours plus finement des publics au profit des annonceurs. Curieuse dénégation qui prend effet au moment d'affirmer que Facebook soutiendra les leaders communautaires dans leurs missions locales. Ce propos semble vraiment contra-

dictoire : malgré son soutien affiché aux communautés de base, Zuckerberg parle des écoles non pas pour apporter le soutien de Facebook à l'éducation pour tous, à une socialisation responsable et aux enseignants dans leur ensemble, mais pour affirmer qu'une école est faite de microcommunautés que Facebook doit pouvoir atteindre de manière différenciée ! Nouvelle surprise, donc. Au moment où il parle de renforcer le tissu social, Zuckerberg évoque sans ambages la manière de repérer ses divisions les plus fines pour cibler chacun individuellement et lui apporter une offre spécifique ! Loin de soutenir la « communauté scolaire », Facebook reprend le discours des médias de masse pour qui il s'est toujours agi de regarder la télé, de lire le journal, et de se réunir entre personnes qui se ressemblent (« *a shared experience and opportunity to bring together people who care about the same things* »). Au vrai, cette présentation prend donc totalement acte de la disparition rapide des communautés de base, remplacées par une individualisation qui ne signifie pas que chacun est tout seul, mais que les appariements sélectifs jouent à plein.

La représentation naïve du goûter d'anniversaire comme modèle de l'intégration sociale s'accompagne d'un aveuglement radical à l'égard des forces de dissociation partout à l'œuvre et dont Facebook est au mieux un agent neutre. Autant il serait stupide d'attribuer au numérique la responsabilité d'une individualisation aux multiples causes, autant il est clair que les réseaux sociaux accompagnent cette segmentation visible et la structurent d'une manière qui ne ressemblera jamais aux formes communautaires anciennes – paroisse, syndicat, etc. La sécurité dont parle Zuckerberg est celle de l'entre-soi. Il faut bien sûr accompagner les efforts de santé publique et nous soucier d'une information honnête, mais c'est surtout pour rester tranquille que des standards de publication restrictifs sont à l'œuvre. C'est

d'une société de proximité qu'on se soucie chez Facebook. Le *Safety Check* peut bien rendre des services aux autorités lors d'une catastrophe ou d'un attentat, mais c'est d'abord la fonction de proximité qui compte – les amis sauront que tout va bien. Cette fonction rassurante est bien sûr plébiscitée par les familles, car l'inquiétude subjective est sans rapport avec le risque objectif. Facebook se donne à peu de frais une image d'ange gardien et renforce au passage l'injonction de rester connecté : intensifier la vie en réseau est bon pour Facebook.

Il est facile de vérifier cela en revenant au propos de Mark Zuckerberg sur le développement de la globalisation et son approche des normes culturelles. Facebook est à nouveau dans l'ambiguïté puisque le texte fait explicitement allégeance à la vision spiritualiste d'une existence où chacun devrait pouvoir éprouver qu'il ou elle participe à quelque chose de plus grand que soi. Récusant ici les solutions du passé et revenant sur un topos des temps révolutionnaires, Zuckerberg indique en quelque sorte qu'il nous faut des pensées nouvelles pour penser un monde nouveau. Une citation de Lincoln succède à l'évocation du pasteur :

Nous ne réussons que de concert. Ce n'est pas « l'un d'entre nous imaginera-t-il une meilleure solution ? », mais « pouvons-nous tous faire mieux ? »

Le propos de Zuckerberg assume ainsi un évolutionnisme patriotique qui va à l'encontre d'autres traditions du nouveau. Par exemple, Mary Wollstonecraft et son époux Robert Godwin avaient déjà tenté de penser une transformation morale de l'humanité depuis l'Écosse de la première moitié du XIX^e siècle : leur fille Mary Shelley donnera pour sous-titre à *Frankenstein* « Le Prométhée moderne ». Mais ils pensaient à des ruptures et non à de fausses nostalgies. Pour ces intellectuels éclairés qui figurent parmi les premiers penseurs d'un

transhumanisme à l'époque industrielle, la famille et la religion sont autant de freins à l'humanité nouvelle⁶. Tout indique que Mark Zuckerberg et Facebook demeurent bien éloignés de prendre en compte les défis auxquels font face quotidiennement la plupart des humains, et se contenteront de surfer sur les usages les plus conformes à l'ordre dominant. Avec Facebook, Instagram, YouTube, etc., nous sommes spectateurs de l'école des fans, et la puissance de ces plateformes pactise avec le constat fait par tant de jeunes : on ne peut rien changer. Il faudra en tous cas d'autres leviers d'organisation pour que Facebook puisse être un vecteur de transformation étayé par des orientations sociales.

Monétiser le temps : un détour par Simmel

La vision évolutionniste et prophétique de Zuckerberg, (« des tribus à Facebook ») voit malgré tout dans la communauté Facebook les pionniers d'une nouvelle d'infrastructure sociale⁷ qui est à la veille de résoudre certains des problèmes de l'humanité. Selon sa métaphore, il s'agit d'un voyage au long cours. Facebook fédère ainsi des groupes de pairs qui pratiquent entre eux des rapports consensuels qui favorisent la porosité des liens et des renvois en tout genre, dans le souci de paisible coexistence et de la mise en circulation de documents destinés à attirer l'attention. Les pages sont bien évidemment poreuses à diverses publicités. Il s'agit donc d'un environnement éditorial ramifié et autorégulé dont la maintenance pérenne donne accès à bien des documents à nombre de personnes qui n'en décodent pas nécessairement tous les traits pertinents : la visibilité en ligne n'est pas synonyme de

transparence. Facebook se représente cependant un monde sans contradictions – d'ailleurs nous n'avons que des amis sur Facebook. Le meilleur des mondes sera créé à travers l'*empowerment* de groupes « *highly meaningful* » capables de transformer des situations délicates en actions responsables. Dans ce cadre pacifié, les oppositions structurées par des motifs politiques ou économiques n'ont pas de légitimité chez Facebook, sauf à créer volontairement des groupes organisant le débat en leur sein et adoptant des régulations argumentatives discrètes...

Nous revenons ici à une question troublante pour notre réflexion. En effet, si des critiques comme Tristan Harris et Sean Parker stigmatisent l'addiction aux plateformes de communication, force est de constater que leur succès capitalise des comportements humains tournés vers autrui et des besoins fondamentaux de reliance, comme dit Edgar Morin. Communiquer nous fait du bien, intensifie notre plaisir d'exister et de partager des émotions ou des opinions. Tel est le point de départ de Georg Simmel, auteur de l'ouvrage magistral *Philosophie de l'argent* (1999). Simmel tient la conversation pour un élément anthropologique fondamental, par opposition à l'échange économique. Échanger des paroles ne vise pas tant le profit ou l'utilité que le sentiment d'existence :

quand, dans l'échange de paroles, nous transmettons nos propres contenus spirituels, ceux-ci n'en diminuent pas pour autant [...] dans tous ces échanges, l'augmentation de la valeur ne résulte pas d'un calcul de profits et pertes [...] L'échange économique, au contraire, représente toujours le sacrifice d'un bien qui aurait été utilisable ailleurs, même si dans le résultat final, c'est l'augmentation du bonheur qui importe. (Simmel 1999, 54)

L'opposition de biens rivaux et non rivaux est centrale pour notre réflexion car Facebook monétise la conversation en profitant de ce fait noté par Simmel (1999, 54) :

le simple fait de pouvoir apporter sa contribution est déjà un gain en soi, de sorte que le don en retour est ressenti par nous comme un cadeau immérité, en dépit de notre propre don.

Comment mieux décrire la logique contributive? Celle-ci préside à l'engagement numérique naïf et permet aux entreprises les plus puissantes d'extraire de la valeur du sentiment de satisfaction de tous ceux qui jouissent de pouvoir manifester leur subjectivité, en ressentent de la gratitude et tiennent pour un juste retour le fait que les réseaux sociaux qui le leur permettent en obtiennent une rétribution. Le financement publicitaire de Facebook ou Google dérive de la gratification des usagers qui satisfont leurs pulsions et leurs demandes personnelles. De là qu'il soit si difficile de les sensibiliser au fait que leur activité en ligne constitue un *digital labor* qui mériterait au minimum un partage de la rétribution avec les fournisseurs d'accès et les bases de données. La dimension des échanges est irréductiblement plurielle, synthétique et psychique. Même devenu dominants, les aspects économiques restent dérivés et non premiers :

Besoin d'un côté, jouissance de l'autre ne contiennent pas encore à eux seuls ni la valeur ni l'économie en soi. les choses ont été marquées au coin de la valeur quand elles entrent dans l'échange (Simmel 1999, 65-67).

La valeur économique naît de la désirabilité des échanges et Facebook s'est logé au cœur de cette relation. À un objet désirable, peut-être même utile, doit correspondre un autre objet contre lequel je suis disposé à l'échanger, de quelque nature qu'il soit. Simmel montre qu'à la limite, le

sentiment d'un bénéfice va jusqu'au bonheur de rester en vie en remettant ses objets précieux à un bandit menaçant (1999, 73)! A fortiori si la navigation gratuite de site en site se paie « simplement » de la fourniture de métadonnées aux serveurs de Facebook. Simmel insiste sur la prégnance anthropologique des échanges et montre que la convention moderne de fixer des prix est une commodité conquise sur des siècles de marchandages où prédomine la relation interindividuelle. D'ailleurs, ajoute-t-il, « on ne croit pas quelque chose, mais quelqu'un » (1999, 80). La confiance passe par la subjectivité. Mais déjà, en 1927, Siegfried Kracauer avait suggéré à sa suite que le flux de l'échange peut devenir sa propre fin en détruisant toute valorisation extérieure.

L'institution des journaux illustrés est, aux mains de la société régnante, l'un des plus puissants moyens de grève contre la connaissance. Pour mener à bien cette grève, on se sert en premier lieu du pittoresque arrangement des images. Leur juxtaposition exclut systématiquement les corrélations qui se révèlent à la conscience. L'« idée-image » chasse l'idée, la tempête des photographies trahit l'indifférence envers ce que les choses veulent dire. (Kracauer 2008, 46)

Simmel parle longuement de l'objectivation, non de l'objectivité. C'est que la stylisation de l'existence est au centre de tout système de valeurs, ainsi dans les phénomènes de mode. La sociabilité prime tout calcul et Simmel envisage que l'humanité puisse côtoyer le vertige de la post-vérité en raison de « la dissolution de l'objectivité absolue des contenus cognitifs en modes de représentation valables uniquement pour le sujet humain. » (Simmel 1999, 86)

Simmel interprète alors le phénoménalisme kantien comme un relativisme qui fait de toute norme humaine

une hypothèse dont il est loisible de discuter la réalité, a fortiori quand il s'agit de faits sociaux et normatifs. Simmel assume que

la connaissance est donc un processus flottant librement, dont les éléments déterminent mutuellement leur position mutuelle. [...] La validité simultanée de principes contraires se trouve permise. [...] Tout individu en face de nous est, au regard de l'expérience immédiate, un automate sonore et gesticulant. La présence d'une âme derrière une pareille perception, les processus qui s'y déroulent, ne peuvent que se déduire par analogie avec notre propre intériorité, seul être psychique dont nous ayons l'appréhension directe (Simmel 1999, 90-97).

Le solipsisme psychique fonde un relativisme général que les sociétés humaines déploient toujours davantage à mesure qu'elles se libèrent des dogmes pour se rapprocher d'un individualisme généralisé. « La vérité s'engendre tout comme la valeur économique » (1999, 100) dans une transaction entre diverses possibilités dont on peut discuter l'utilité. Nos pensées tendent moins à se conformer à des dogmes qu'à esquisser des méthodes d'évaluation. A cette fin, il conviendrait de se placer au-delà de soi afin d'embrasser des points de vues diversifiés⁸, mais telle n'est pas la voie prise par nos sociétés. Simmel aperçoit une tension entre deux normes pour penser la valeur. D'un côté, nous souhaitons soustraire aux comparaisons et aux échanges ce à quoi nous associons très subjectivement un caractère sacré ou absolu, irremplaçable. Mais d'un autre côté, la plupart des biens – et parfois les mêmes – entrent dans des séries où leur valeur tient aux échanges dont ils peuvent être l'objet : l'argent est l'instrument universel de mise en équivalence de ce qui est relatif (1999, 122) – mais l'ambiguïté est permanente puisque la valeur de

l'argent tient au bout du compte à celle qui est attribuée à ce qui entre dans l'échange. Ce double caractère permet de déterminer la valeur d'une idée en fonction des paris publicitaires et financiers qu'elle suscite, comme le font les algorithmes de Facebook ou de Google pour fixer la valeur d'un terme entrant dans un message ciblé. L'anticipation des flux de consultation et des retours financiers associés à des mots-clés parlant de tourisme établit des prix pour des services de ciblage qui supposent, en fin de compte, que les valeurs recherchées intègrent la part d'absolu subjectif attribuée par les internautes aux plages ensoleillées et aux transports aériens. Kracauer commente ces pensées en écrivant dès les années 1920 sur le conflit des valeurs et la prime émotionnelle obtenue par le relativisme sur les pensées rationalistes. Le siècle écoulé a pleinement confirmé cette intuition, devenue un modèle économique pour la consommation de masse par opposition à une réflexion personnelle transcendant les usages immédiats.

La foule ne ment pas, mais elle est dépourvue de conscience de la responsabilité ; elle s'abandonne sans examen à l'impression immédiate, toute inhibition morale est exclue » (Kracauer, 2008, 213).

Le groupe pénétré de la force de la réalité (modéré) de son côté a, en un sens, la tâche plus difficile pour défendre son point de vue face aux radicaux. Il se place facilement sur la défensive et doit en appeler à la saine raison humaine... (Kracauer 2008, 141)

Simmel décrit avec acuité un monde relativiste (1999, 100-115) dans lequel l'argent, équivalent général, permet d'accéder à tout ce qui peut être échangé : de là le prix élevé accordé aux biens désirables et rares (1999, 162). Son brillant chapitre sur les séries téléologiques établit une genèse de la psychologie des consommateurs, pris entre le désir avare de conserver les signes abstraits de

leur richesse et une prodigalité qui les fait beaucoup dépenser en futilités tandis même qu'ils épargnent sur le nécessaire. Ces postures contrastées font saisir qu'en matière de « temps bien dépensé » également, le sentiment de puissance s'exalte davantage à parcourir frénétiquement des pages de ragots qu'à se cultiver avec lenteur (1999, 233-344). Simmel établit comment des tendances à plus de liberté sont au principe de la création monétaire et de l'intensification des échanges. Ces derniers ont donc une valeur intrinsèque car les deux acteurs d'une transaction sont heureux et bénéficiaires (1999, 355)! Simmel jette ainsi les bases d'une axiologie nouvelle qui déploie les conséquences de la rupture culturelle qui marque l'Occident depuis la fin des éthiques fondées sur des principes prescriptifs (qu'il s'agisse de normes religieuses ou de principes formels) auxquelles se sont substituées des normes articulées au bonheur et à la réussite. Sur ce plan, l'argent et la communication ont partie liée. Ouvrant des voies qui seront bientôt empruntées par Gilbert Simondon, il montre que le foyer de cette pensée est la moralisation par la culture et la création d'objets transindividuels. Un monde sans conflits ne pourrait être qu'un monde de l'échange. Au cours de ce processus se produit une dépersonnalisation. L'argent comme équivalent général ne permet plus aux singularités de s'exprimer autant que par le passé. L'abstraction et l'anonymat des échanges monétaires seraient par contraste un puissant motif pour le déploiement de la culture de singularités éphémères dans la mode et la création culturelle. Simmel aperçoit que, faute de pouvoir réguler le sort des individus (l'argent va à l'argent...), nos sociétés se satisfont de voir

que des contenus de vie de plus en plus nombreux se trouvent objectivés dans une forme transindividuelle : livres, arts, idéaux comme la patrie, la culture univer-

selle, la traduction de la vie en concepts ou en images esthétiques, la connaissance de mille choses intéressantes et signifiantes, tout cela peut être goûté par les uns sans qu'ils enlèvent aux autres. Plus les valeurs prennent cette forme objective, plus il y a de place en elles, comme dans la maison de Dieu, pour toutes les âmes. Peut-être le sauvage acharnement de la concurrence moderne ne serait-il pas supportable s'il ne s'accompagnait de cette objectivation croissante des contenus existentiels, hors de toute atteinte d'un ôte toi de là que je m'y mette (355). Élever, par un simple changement de porteurs, le quantum donné de valeur objective en un quantum supérieur de valeur subjective. Telle est, manifestement, à côté de la création originelle des valeurs, la tâche par excellence de la finalité sociale. (Simmel 1999, 358)

Ces pages permettent à Simmel de montrer que la multiplication d'échanges qu'accompagne la disponibilité commune d'une infinité de contenus définit la modernité : il semble décrire les réseaux sociaux avec un siècle d'avance.

Nous sommes dédommagés de la multiplicité de nos dépendances par l'indifférence envers les personnes qui en sont les instruments et par la liberté d'en changer. Il faut bien d'abord que ces autres existent et soient ressentis par nous pour pouvoir nous devenir indifférents. La liberté individuelle n'est pas la pure disposition interne d'un sujet isolé, mais un phénomène de corrélation qui perd son sens s'il n'y a pas de partenaire. Or cette indépendance est donnée, semble-t-il, lorsque les interrelations humaines sont, certes, très étendues, mais que tous les éléments proprement individuels en sont écartés : influences réciproques s'exerçant de façon totalement anonyme,

décisions prises sans égard à la personne concernée. Sans diminuer le quantum de dépendance, nous pouvons nous-mêmes choisir les instances concrètes, idéelles ou personnelles, qui entourent sa réalisation. (Simmel 1999, 365–68)

Simmel semble définir ici les rapports des individus à ceux dont ils sont les suiveurs sur les réseaux, prenant ce qui leur convient, faisant circuler ce que bon leur semble et rompant sans problème ce lien cognitif et affectif quand il leur plaît. La fusion des rapports objectifs avec les séries psychiques conduit l'auteur à noter l'expansion du moi qui se réalise parallèlement à l'intensification de l'objectivation du monde.

Plus il y a d'humains en interrelations, plus leur moyen d'échange doit être abstrait et universellement valable ; et inversement, un tel moyen, une fois créé, permet la compréhension à des distances jusqu'alors inaccessibles, l'intégration des personnalités les plus diverses dans la même action et par là l'unification d'individus à qui l'éloignement spatial, social, personnel, etc. n'aurait jamais permis d'entrer dans aucun autre type de groupement. (Simmel 1999, 433)

Simmel engage une réflexion pionnière sur le travail intellectuel et son intégration dans une économie différenciée et ses idées sont amplement vérifiées par le déploiement des réseaux numériques qui recherchent

l'éviction de toutes les contingences et une organisation des éléments vitaux qui rendent chacun d'eux prévisible. Cette maîtrise absolue de la production totale par l'intelligence et la volonté n'est certes possible, techniquement, qu'avec une centralisation absolue des moyens de production (1999, 442). Le renouvellement de l'énergie de même que la stimulation nerveuse

imposés par le travail intellectuel exigent normalement une concentration [...] il s'entoure d'une périphérie autrement vaste de rapports indirects. [...] tout le système complexe des humeurs, impressions et stimulations physico-intellectuelles se trouve organisé, coloré, proportionné d'une certaine manière relativement à la stabilité et au mouvement. [...] le développement de ses forces spécifiques, de sa productivité intrinsèque, de son originalité personnelle requerra des conditions de vie particulièrement favorables, et adaptées à son individu. (Simmel 1999, 533-34)

Les nécessités à satisfaire pour produire quoi que ce soit ne sont pas directement quantifiables tant s'y incorporent de variables attachées aux personnes – y compris des sentiments et du plaisir investis dans le travail. Cette anthropologie économique débouche sur un véritable traité du travail intellectuel. Simmel note (1999, 543) que les mises en équivalences monétaires se feront toujours au détriment de prestations intellectuelles, très gourmandes en temps, et dont le coût sera mis en concurrence avec des productions standardisées : on justifiera plus aisément la production d'une locomotive que celle d'un virtuose du piano, écrit-il... A contrario, la différenciation interne de l'économie démultiplie les emplois de techniciens intellectuels asservis à la production : ces postes du secteur tertiaire sont si génériques qu'ils ne sont que des gagne-pains.

Ces existences des grandes villes qui ne veulent gagner de l'argent que d'une manière quelconque et ont d'autant plus besoin pour cela de la fonction générale de l'intellect qu'aucune connaissance spécifique n'entre en ligne de compte pour elles, de telles existences fournissent un important contingent à ce type de personnalités peu sûres, difficiles à saisir et à situer parce que leur

mobilité et la multiplicité de leurs talents leur épargne pour ainsi dire de se fixer dans une situation quelconque. L'argent et l'intellect ont en commun ce caractère non-préconçu ou manque de caractère : c'est la condition préalable des phénomènes qui ne pourraient se développer sur aucun autre terrain que le champ limitrophe de ces deux puissances. (Simmel 1999, 551)

Ce texte génial se poursuit par l'indication du lien entre le caractère générique d'une grande partie des tâches intellectuelles et leur puissance radicale. Les meilleures prestations en chaque domaine s'imposent sur le marché, et font foi universellement, ce qui attise paradoxalement « l'atomisation de la société » (1999, 559) qui se développe dans les sociétés rationalistes et pénétrées de valeurs « communistes »⁹.

La force d'une intelligence plus grande repose précisément sur le caractère communiste de ce qui fait sa qualité [...] La conception rationaliste du monde (qui, impartiale comme l'argent, a nourri également la conception socialiste de l'existence) est devenue l'école de l'égoïsme des temps modernes et du triomphe brutal de l'individualité. (Simmel 1999, 558)

L'intensité des apprentissages requis des professions intellectuelles débouche sur un écart grandissant entre les élites intellectuelles et le peuple, d'autant que, tout comme il en va du capital financier,

l'élévation générale du niveau des connaissances ne produit aucun nivellement général, mais tout le contraire de cela » (1999, 561), car « sur les sommets de la culture, tout nouveau pas en avant demande souvent, par rapport au rythme des acquisitions aux niveaux inférieurs, beaucoup moins de peine

tout en apportant un bénéfice bien plus élevé de connaissances. (Simmel 1999, 564)

Ainsi, le caractère universel et commun des connaissances et de l'argent n'empêche nullement, tout au contraire, une répartition totalement déséquilibrée des bénéfices de leur emploi. Ce trait incompréhensible pour la plupart est une forme de trahison des idéaux communs (1999, 565). L'usage de la quantification jusque dans la politique et le bien-être domine au point que ceux qui lui résistent deviennent antiintellectuels à l'instar de Nietzsche ou de Carlyle. Il est vrai, ajoute Simmel, que

chaque jour et de tous côtés s'accroît le trésor de la culture concrète, mais les esprits individuels ne peuvent élargir les formes et les contenus de leur formation qu'en suivant loin derrière à une vitesse peu accélérable. (1999, 574)

Nos vies sont de plus en plus normées et la division du travail se renforce au point d'empêcher chacun d'unifier ses orientations face à la parcellisation des tâches qui règne jusque dans l'activité scientifique (1999, 583).

Simmel observe avec sagacité que la satisfaction des besoins des populations humbles est à présent assurée par le travail des financiers les plus créatifs (par exemple les négociants de produits de consommation courante) tout comme des techniciens de base contribuent à créer des objets de luxe (1999, 587). Cette inversion des phénomènes sociaux jusqu'ici observables est au cœur de notre temps où les algorithmes les plus sophistiqués servent indistinctement à tout un chacun, tandis que les appareils les plus perfectionnés sont assemblés dans des usines délocalisées là où les salaires sont les plus bas. Cela est crucial pour comprendre la crise générale des classes moyennes et des professions intermédiaires. Simmel expose donc clairement l'origine des monopoles du numérique et leur

caractère double de service accessible à tous, comme peut l'être la monnaie, et de base de différenciation extrême des rétributions, des compétences et des modes de vie.

Conscient de cette situation, Evgueni Morozov indique qu'il faudrait soutenir la diversité des écosystèmes numériques et la confrontation des systèmes marchands avec des accès socialisés et alternatifs bénéficiant d'encouragements publics. Voici ce qu'il écrivait en mars 2018 :

Si Facebook veut offrir des services qui monétisent la surveillance permanente, qu'ils le fassent librement – mais à un coût très élevé, dans un cadre réglementé et avec le consentement explicite des usagers – mais rien ne justifierait l'absence d'autres modèles (par abonnement, subventionnement, accès complètement gratuit en fonction des revenus, etc.) qui puissent traiter les mêmes type de données. [...] Nous pouvons nous appuyer sur les récentes controverses concernant les données pour formuler une politique émancipatrice pleinement décentralisée, qui déploierait les institutions publiques (à différents niveaux, du national au local) pour reconnaître, créer et stimuler l'attribution de droits collectifs aux données. Ces institutions organiseront des bases de données en fonction de silos aux conditions d'accès différenciées. Ils garantiraient également que ceux dont les bonnes idées n'ont que peu d'avenir commercial mais sont porteuses de grands effets collectifs puissent accéder à des fonds d'amorçage et puissent les mettre en œuvre en s'appuyant sur ces silos de données. Repenser sur ces bases nombre des institutions auxquelles les citoyens semblent ne plus faire confiance pourrait faire beaucoup pour traiter le sentiment d'éloignement globalement ressenti envers la vie publique et politique. Cela ne sera pas facile, mais peut encore être tenté¹⁰. (Morozov 2018b)

Ces questions nourrissent un intense débat : Jaron Lanier (2018b) milite pour un désabonnement général aux services intégrés, seule manière selon lui de ne pas se voir prescrire innocemment toute notre vie mentale, tandis qu'Edward Snowden (MacAskill et Hern 2018) note que cinq ans après ses révélations sur le NSA, la conscience des abus a nettement progressé, des législations sont en passe de contraindre les monopoles à s'autolimiter et à publier leurs règles d'administration des contenus. Ces espoirs sont-ils trop naïfs ? Les GAFA deviennent les champions de services lucratifs. Le *cloud computing* leur fait déborder le champ des services rémunérés par la circulation des données personnelles pour les rapprocher des entreprises classiques qui gèrent des services payants. Morozov imagine même que les services gratuits cessent de constituer leur colonne vertébrale et que les acteurs du numérique nous vendront leurs services de qualité une fois l'espace commun saturé de stupidités virales¹¹.

Les données ne sont pas le nouveau pétrole – leur importance peut rapidement baisser – alors que l'intelligence artificielle en est probablement. Avec sa montée en puissance, le secteur technologique devient l'industrie indispensable et trop grosse pour capoter. C'est une chose pour les entreprises technologiques de s'occuper de notre recherche d'une paire de chaussures de sport, et une autre de détenir des monopoles sur l'accès aux services d'intelligence artificielle requis par chacun de nous. [...] Les élites du savoir vont prospérer, pointant sur les équivalents numériques du kale et du quinoa et furetant parmi les contenus artisanaux et sur mesure masqués pour le commun des mortels. Ces derniers seront gavés de memes bas de gamme et triviaux créés par l'Intelligence artificielle jusqu'à ce que nous achetions

au moins l'abonnement premium de notre plateforme de référence et retrouvions un peu de qualité. L'argent donné à Facebook sera alors de l'argent bien dépensé. (Morozov 2018a)

L'avenir sera donc aux services intégrés exploitant les données personnelles, des assistants au domicile aux bases financières de gestion des patrimoines financiers familiaux. A l'utopie des individus connectés est en passe de se substituer un monde d'usagers captifs de services privés monopolistiques et indispensables. Entre les pouvoirs nationalistes soucieux de protéger les firmes de leur pays et les consortiums privés exerçant de facto des prérogatives publiques, les alternatives semblent plus que limitées. En ce sens, les polémiques autour de Facebook auront été un moment déjà dépassé de l'évolution des pratiques de réseau. Concluons sur les mots d'une des premières inscrites sur Facebook à Harvard en 2004, Julie Carrie Wong. Echaudé par l'échec d'un premier site (Facemash) sur lequel les utilisateurs avaient publié des contenus issus de données protégées de l'université, Mark Zuckerberg ne jurait alors que par le contrôle des utilisateurs sur leurs pages, clamait que jamais les données personnelles ne seraient vendues et qu'on n'y trouverait pas de contenus appartenant à l'université, juste des CV permettant aux entreprises de faire du recrutement moyennant finance, ce qui équilibrerait thefacebook.com (Tabak 2004). Julie Carrie Wong fut l'une des premières à ouvrir sa page ;voici ce qu'elle en dit :

Je suis gênée de me rappeler à présent ma propre décision, née de ma tendance à m'emballer excessivement pour ce qui est *trop génial*, et de mon idée que je ne ne ferai jamais que répondre à des demandes de contact d'amis de mes amis sans jamais moi-même envoyer la moindre demande, comme si c'était là une ma-

nière sensée de me définir. En vérité, la grande force de Facebook a consisté à faire en sorte que chacun d'entre nous perde contrôle. Bien sûr, nous pouvons choisir quelles photos, quelle mise à jour de notre statut et quels détails biographiques nous inscrivons dans la gueule ouverte de Facebook. Mais les aperçus les plus significatifs ont été glanés à partir d'éléments dont nous n'avions pas conscience de les laisser fuiter. Facebook sait ce que je lis sur Internet, où je rêve de partir en vacances, jusqu'à quelle heure je veille la nuit, de qui je parcours rapidement les pages en passant et sur les pages de qui je m'attarde et marque un arrêt. Il sait que j'ai fait des reportages dans le Montana, à Seattle et San Diego même si je n'ai jamais autorisé qu'on le localise par GPS. Il connaît le numéro de téléphone de mon père bien que ce dernier n'ait jamais ouvert aucun compte, parce que j'ai été assez bête, il y a des années de cela, pour avoir une fois partagé mes contacts avec la base. Il sait tout de ces choses qui, à mon sens, n'ont rien à voir avec son putain de programme. Si j'ai appris une chose de Mark Zuckerberg, c'est que ce qu'on apprend de plus sensible sur les autres vient en apprenant des choses sur eux qu'ils ne nous auraient pas confiées eux-mêmes. (Wong 2018)

Et Jaron Lanier d'ajouter dans son livre de 2018 (2018a) :

rendre les gens tristes, changer les tendances des électeurs et renforcer la fidélisation des clients. Clairement, ce sont les meilleurs exemples connus de recherches qui se sont déployées dans les premiers temps du Capter¹². L'effort des réseaux numériques pour induire des modifications comportementales rabat ces divers cas, ces différents états de la vie sur un seul état. Dans une perspective algorithmique, les émotions, la joie et la fi-

délisation aux marques ne sont que des signaux différents, même du même ordre, qu'il faut optimiser. [...] Notre problème n'est pas l'Internet, les smartphones, les enceintes connectées ou la science des algorithmes; le problème, c'est la machine à capter. Et le cœur de cette machine, ce n'est pas exactement de la technologie, mais un style de projet financier qui libère des incitations perverses et corrompt les gens. Ce n'est même pas un projet financier si répandu. La Chine mise à part, les seuls géants qui dépendent pleinement de ce système sont Facebook et Google. Les trois autres des cinq plus grosses entreprises y recourent de temps à autre, parce que c'est dans l'air du temps, mais elles n'en dépendent pas.¹³

Cette réflexion nous reconduit aux pensées d'Etienne de la Boétie, ce jeune ami de Montaigne dont l'auteur des *Essais* pleure le précoce décès. La Boétie rédigea, encore étudiant, le *Contre Un* ou *Discours de la servitude volontaire* (2018), texte resté célèbre pour avoir pointé que le consentement irréflecti des peuples serait la source principale du pouvoir des despotes. Ne dirons-nous pas qu'il en va ainsi dans l'époque Facebook, celle où nous consentons malgré nous aux règles d'usage mises en place par nos divers fournisseurs d'accès? Le génie comportemental une fois devenu une nouvelle science de l'ingénieur, nos sociétés resteront confrontées au défi d'exercer une clairvoyance démocratique à l'ère de la programmation algorithmique des identités numériques.

Notes

1 « *First, our community is evolving from its origin connecting us with family and friends to now becoming a source of news and public discourse as well. With this cultural shift, our Community Standards must adapt to permit*

- more newsworthy and historical content, even if some is objectionable. For example, an extremely violent video of someone dying would have been marked as disturbing and taken down. However, now that we use Live to capture the news and we post videos to protest violence, our standards must adapt. Similarly, a photo depicting any child nudity would have always been taken down – and for good reason - but we've now adapted our standards to allow historically important content like the Terror of War photo. These issues reflect a need to update our standards to meet evolving expectations from our community. » (Zuckerberg 2017)*
- 2 Shannon Prager : *« The emphasis in people's feeds now is on conversations. Interactions among friends stemming from live videos, celebrities' posts, private groups and other highly interactive post types will be among those highlighted on the new News Feed. This, then, will become the major challenge for Facebook marketers and ad managers : how to publish posts that will maximize reactions. While Likes, Shares and Comments have always been used as engagement metrics, the new algorithm will mainly favor comments – and mostly ones that generate more comments from users known to the previous commenters. In other words, posts that spark conversations among friends. » (Prager 2018)*
- 3 Curieusement rien n'est dit de l'écoute des musiques, comme si, sur ce plan, la domination des circuits commerciaux avait réglé le problème, ou que la musique se prêtait au seul divertissement.
- 4 *« Whether they're churches, sports teams, unions or other local groups, they all share important roles as social infrastructure for our communities. They provide all of us with a sense of purpose and hope; moral validation that we are needed and part of something bigger than ourselves; comfort that we are not alone and a community is looking out for us; mentorship, guidance and personal development; a safety net; values, cultural norms and accountability; social gatherings, rituals and a way to meet new people; and a way to pass time. » (Zuckerberg 2017)*
- 5 *« Large percentages of our population lack a sense of hope for the future. It is possible many of our challenges are at least as much social as they are economic - related to a lack of community and connection to something greater than ourselves. As one pastor told me : "People feel unsettled. A lot of what was settling in the past doesn't exist anymore." » (Zuckerberg 2017)*
- 6 Sonia Dayan-Herzbrun précise à leur propos que « le monde nouveau se prépare ainsi en dehors de ces deux institutions majeures que sont la religion et la famille. La famille est un lieu

de reproduction. La fabrication d'hommes nouveaux, d'hommes meilleurs, se fait en dehors d'elle. Dans les fictions qui déjà s'écrivent, elle pourrait bien se faire en dehors du ventre des femmes. Dieu n'est plus le démiurge. Ce rôle est dévolu à quelques individus supposés exercer une activité sociale rationalisée, mais dès lors investis d'un pouvoir considérable qui quelquefois effraie. Ils seront loin d'être d'accord sur les formes et les modalités à donner à ces instances de fabrication d'une humanité plus libre et plus heureuse. Faut-il laisser jouer librement les passions, comme le rêvait Fourier, et l'harmonie pourrait-elle naître de ce jeu? Cette conception a inspiré quelques expérimentations pédagogiques, vite interrompues. Faut-il, au contraire, s'ingénier à créer une nouvelle humanité entièrement raisonnable et donc capable de se diriger sans autorité extérieure? Cette éducation à la pleine liberté doit-elle se faire, au contraire, sous la contrainte d'un État supposé rationnel, comme l'a préconisé Fichte, et après lui Ferdinand Lassalle, le fondateur de la social-démocratie allemande? L'État deviendrait d'autant moins utile, jusqu'à s'éteindre, comme la flamme d'une chandelle, que la liberté et la raison s'épanouiraient. Et enfin quelle place accorder dans cette nouvelle humanisation aux jeux du corps, qu'il s'agisse de jeux amoureux ou d'exercices physiques? La légèreté des vêtements inspirés des kilts des Highlands et des tuniques romaines, dans lesquels Owen faisait exécuter danses et mouvements de gymnastique aux garçons et aux filles de l'école qu'il avait fondée en 1812, a suffisamment frappé les esprits pour qu'on la trouve encore aujourd'hui représentée sur les cartes postales que l'on vend aux visiteurs de l'usine modèle de New Lanark, aujourd'hui transformée en musée. Mais elle a choqué les contemporains plus préoccupés de la transgression des normes que de l'éducation de l'humanité future ». (Dayan-Herzbrun 2005)

7 « *As we've made our great leaps from tribes to cities to nations, we have always had to build social infrastructure like communities, media and governments for us to thrive and reach the next level. At each step we learned how to come together to solve our challenges and accomplish greater things than we could alone. We have done it before and we will do it again.* » (Zuckerberg 2017)

8 « se placer au-delà de soi, voilà ce qui apparaît désormais comme le fondement de tout esprit ». (Simmel 1999, 105-7)

9 c.-à-d., s'imposant objectivement à tout un chacun.

10 « *If Facebook wants to offer services that monetise perpetual surveillance, they should be free to do it – at a very high cost, under complete supervision, and with full consent of their users – but there should be no reason why other types of models (subscription fees, subsidised access, completely free access based on income, etc) shouldn't be offered around the same datasets. [...] we can use the recent data controversies to articulate a truly decentralised, emancipatory politics, whereby the institutions of the state (from the national to the municipal level) will be deployed to recognise, create, and foster the creation of social rights to data. These institutions will organise various data sets into pools with differentiated access conditions. They will also ensure that those with good ideas that have little commercial viability but promise major social impact would receive venture funding and realise those ideas on top of those data pools. Rethinking many of the existing institutions in which citizens seem to have lost trust along such lines would go a long way towards addressing the profound sense of alienation from public and political life felt across the globe. It won't be easy but it can still be done.* » (Morozov 2018b)

11 « *Today's digital economy is not what it seems – and tech giants know this. As Andrew Ng, the founder of Google Brain project and then the head of AI at Baidu, the Chinese search giant, said in a January 2017 talk at Stanford, "at large [tech] companies, we often launch products not for the revenue but for the data ... and we monetise the data through a different product. There is hardly a better illustration of what I call "data extractivism". To see its logic in action, look no further than Google. Recently, it has launched Cloud AutoML, a service that helps businesses tap into its machine learning infrastructure (built with the data its user generated) to train and build their own AI models – much of it for a fee, of course. On the other hand, being nice to users – giving them free funky features to find art that matches their faces, as Google has recently done with its Arts & Culture app – still pays off, as it helps to fine tune existing AI. But for how long will tech firms need us to train them? The economics of data extractivism suggests that it won't continue forever – it will stop once AI, trained with all that extracted data, works well enough. The future, in other words, belongs to the stingy, fee-charging Google of Cloud AutoML, not the generous, fee-waving Google of Arts & Culture. Our defining analogy of the digital economy, thus, might be wrong : data is not the new oil – its importance might be short-lived – but AI probably is. And, with its rise, the tech sector becomes the truly indispensable, too-big-to-fail industry.*

It's one thing for tech firms to worry about us affording a pair of trainers. It's another thing for them to hold monopolistic access to precious AI-based services needed by, well, almost everyone. Consider fights against fake news, cyber attacks, cancer : AI is deployed in all these efforts. The world could easily survive the demise of providers of digital advertising but it won't dispense – not today – with AI solutions to its crises. Just ask Emmanuel Macron or Justin Trudeau, two ambitious leaders who are competing to lure Google or Facebook to expand AI operations in their countries. What, then, can we make of Mark Zuckerberg's latest pledge to fix his platform, ensuring "time spent on Facebook is time well spent"? Since it came after several Silicon Valley engineers confessed to helping fuel user-addiction, one can infer the general direction of this new and revamped Facebook 2.0. Tapping into the rhetoric of compassion, it will promise to eliminate junk content, deploying AI to find life-enriching posts. It will also say that the more it knows about us, the better its recommendations would be. But pause for a second. How did we end up in a world where tech firms build addictive services to grab our data – only to pitch AI solutions for the very addiction problem they created? And what happens once, under the pressure of competition and considering the looming end of data extractivism, the logic of indifference overtakes the logic of compassion? And why would Facebook, once it no longer needs our data, offer its "mental yoga-as-a-service" offering for free? The likely coda of the digital economy is not pretty : addicted to junk content and losing our way in the infinite memes of dubious provenance, we, the online surplus population, will be eventually asked to fend for ourselves. The tech firms will surely have superb AI protection to sell us. The cognitive elites will prosper, fasting on the digital equivalent of kale and quinoa and browsing the artisanal, handcrafted content hidden from the uninitiated. The rest will be gorging on cheap, trivial, AI-generated memes – until, at least, we buy the premium package of our favourite platform and regain some sanity. Money spent on Facebook will be money well spent. » (Morozov 2018a)

- 12 *Bummer* signifie ordinairement « déception ». Jaron Lanier en fait l'anagramme approximatif de « *Behavior of Others, Modified and Transformed into a Empire for Rent* », « Le comportement d'autrui pompé et transformé en un empire de rentes », ce qui donne l'anagramme français « CAPTER », assez approprié à la situation évoquée.
- 13 (Lanier 2018a) : « *making people sad, changing voter turnout, and reinforcing brand loyalty. Indeed, these are some of the best-known*

examples of research that were revealed in the formative days of Bummer. The digital network approach to behaviour modification flattens all these examples, all these different slices of life, into one slice. From the point of view of the algorithm, emotions, happiness, and brand loyalty are just different, but similar, signals to optimise. [...] Our problem is not the Internet, smartphones, smart speakers, or the art of algorithms; the problem is the Bummer machine. And the core of the machine is not a technology, exactly, but a style of business plan that spews out perverse incentives and corrupts people. It's not even a widely used business plan. Outside of China, the only tech giants that fully depend on this system are Facebook and Google. The other three of the big five tech companies indulge occasionally, because it is normalised these days, but they don't depend on it. » Voir aussi Lanier (2018b).

Bibliographie

Dayan-Herzbrun, Sonia. 2005. « Un homme nouveau pour un monde nouveau ». *Tumultes*, n 25 : 85-96. doi :10.3917/tumu.025.0085.

Kracauer, Siegfried. 2008. *L'ornement de masse : essais sur la modernité weimarienne*. Traduit par Sabine Cornille et Olivier Agard. Paris : La Découverte.

La Boétie, Étienne de. 2018. *De la Servitude volontaire, Ou le Contr'un*. Paris. Consulté le septembre 5. En ligne.

Lanier, Jaron. 2018a. *Ten arguments for deleting all your social media accounts right now*.

———. 2018b. « Six reasons why social media is a Bummer ». *The Observer*, mai. En ligne.

Latour, Bruno. 2015. *Face à Gaïa : huit conférences sur le nouveau régime climatique*. Paris : La Découverte.

MacAskill, Ewen, et Alex Hern. 2018. « Edward Snowden : 'The people are still powerless, but now they're aware' ». *The Guardian*, juin. En ligne.

Morozov, Evgeny. 2018a. « Will tech giants move on from the internet, now we've all been harvested? » *The Observer*,

janvier. En ligne.

———. 2018b. « After the Facebook scandal it's time to base the digital economy on public v private ownership of data ». *The Observer*, mars. En ligne.

Prager, Shannon. 2018. « What Do The New Facebook Feed Changes Mean for Advertisers and Publishers? » *Leadit Marketing Blog*. En ligne.

Simmel, Georg. 1999. *Philosophie de l'argent*. Paris : Presses universitaires de France.

Tabak, Alan J. 2004. « Hundreds Register for New Facebook Website ». *The Harvard Crimson*. En ligne.

Wong, Julia Carrie. 2018. « I was one of the first people on Facebook. I shouldn't have trusted Mark Zuckerberg Julie Carrie Wong ». *The Guardian*, avril. En ligne.

Zuckerberg, Mark. 2017. « Building Global Community ». *Facebook*. En ligne.

Postface

Fred Turner se souvient de la capture des médias par les partis fascistes au cours des années 1930, jusqu'aux États-Unis, et de l'engagement d'intellectuels comme Margaret Mead ou Franz Boas pour encourager leur diversité. Contre le mimétisme social induit par la domination des plus puissants canaux de diffusion, promouvoir l'individualisme et la variété divertissante serait une réponse appropriée. Cette approche nourrit depuis un siècle le flux des initiatives médiatiques.

Aujourd'hui, les promoteurs des entreprises de médias sociaux comme Facebook ou Twitter ont la même prétention : les médias sociaux permettront à chacun de se présenter aux autres sous son visage authentique, disent-ils, d'être « connectés », et par là même de créer une solidarité égalitaire, et si ce n'est même « anti-autoritaire »¹. (Turner 2018, 146)

La liberté d'informer et de plaire séduisait les tenants d'une société ouverte à la connaissance et encourageait la créativité. Mais la communication individualiste-autoritaire, aujourd'hui symbolisée par Donald Trump, indique que cette hypothèse a fait faillite. Elle a été battue en brèche par les tenants des brevets et des droits d'auteur, de la vente aux en-

chères des mots-clés et de la marchandisation publicitaire ou du design comportemental. La dépolitisation est devenue la politique au service des puissants. Les services indispensables rendent apparemment indolores les grandes mutations, dont on ne débat guère. Les réseaux numériques ont préempté notre vie sociale et intellectuelle. Décrire leur mode opératoire, c'est penser notre monde. Les opérateurs exploitent aujourd'hui les conversations privées et nos données sont le cœur de leur modèle, au point d'empêcher nos sociétés de se penser elles-mêmes.

Un destin prescrit

Chacun de nous pourrait se projeter vers de nombreux possibles. Nous pourrions endosser des profils contrastés et alimenter nos aspirations les plus variées. Si nous ne le faisons pas, est-ce faute d'assumer la capacité transformatrice du retraitement sémantique massif de l'information? Jusqu'où nous projeter dans des vies alternatives? Comment nous saisir des chances que nous proposent les opérateurs d'appariements sélectifs? Au gré des sites de rencontres, des destinées se forment : frotter trois fois sur la lampe, exprimer trois vœux, c'est une tentation omniprésente dans un monde de serendipité. Mais, une fois les places de marché installées au cœur de l'économie internationale et locale, leurs « *community managers* » sont les petites fées des réseaux. Internet bruit de classements, de préférences, d'associations occasionnelles et d'offres à saisir dans un monde de contrats, de licences et de services. La fantaisie se limite à propager des blagues et des photos triviales, des musiques faites à la diable sur des rythmes standard. Gabriel Tarde avait noté que, sous couvert de choisir son existence, l'individu moderne choisit de se laisser influencer :

L'obéissance passive aux ordres, aux coutumes, aux influences des ancêtres est neutralisée en partie par la soumission aux impulsions, aux conseils, aux suggestions des contemporains. En agissant suivant ces derniers mobiles, le citoyen des temps nouveaux se flatte de faire un *libre choix* entre les propositions qui lui sont faites ; mais, en réalité, celle qu'il agréé, celle qu'il suit, est celle qui répond le mieux à ses besoins, à ses désirs préexistants et résultant de ses mœurs, de ses coutumes, de tout son passé d'obéissance. (Tarde 1895, 256)

On ne conçoit plus de faire un pas sans être accompagné de multiples applis qui confirment à tout instant l'absence de surprise, on engage librement son énergie à se soumettre à des normes émises par ceux que l'on se flatte de suivre. Claudio Tognonato commente ceci :

L'individu ne va pas plus loin, se contente de recevoir, ne cherche pas, et à moins qu'il ne crée sa proposition, il n'y a pas de place pour l'initiative. Le pratico-inerte perd comme par magie la passivité de l'inertie et devient un agent qui propose². (Tognonato 2018, 136)

Les techniques incorporent et automatisent les actions et les inventions passées devenues des manières de faire indiscutables. Au moment d'en modifier des éléments dirimants, nous prenons conscience de notre dénuement et des limites de nos capacités créatives : nous dépendons de ces techniques même pour agir sur elles. La calculabilité et la prévisibilité contrarient la créativité. L'informatique de réseau prendrait donc place dans la lignée des appareils de cadrage qui édictent les règles et les processus régissant nos interactions. Le tri incessant de données est d'une normativité radicale : loin de changer nos destinées, les bases d'interactions cognitives nous en fixent une.

Elles sont comme un exosquelette, une armature faite pour conjurer le hasard. Fondés sur l'accès contrôlé de chacune des machines qui implémentent des données, ces algorithmes forment un univers de corrélations sans contours, un monde d'éléments étiquetés et offerts : chacun affiche ses « pouvoirs », indique son rang, son potentiel, et s'offre de manière itérative à notre considération.

Le prix à payer en est-il l'euphémisation de la misère et l'invisibilisation des tâches industrielles, l'indifférence aux exactions politiques et la démesure des inégalités? Que certains humains cultivent encore l'illusion d'une existence personnelle, cela confine au désordre cognitif auquel un traitement pourrait remédier... La concentration des données et leur exploitation par quelques acteurs dominants fragilisent la diversité des cultures et la richesse des rapports humains. Bien des adolescents connectés ne savent pas marcher et n'ont qu'une faible relation au monde. Le temps bien employé ne peut pas être celui qui écarte les découvertes et les émotions liées aux interactions physiques avec le milieu, aux apprentissages progressifs dans des cadres sociaux diversifiés. Il reste des ensembles hors-contrôle pour nos télécommandes.

Le balayage du monde encapsule les individus

À la société des individus (Elias) a succédé celle des algorithmes générant les liens, les offres, les contacts et les rumeurs que répercutent nos appareils. L'utopie des algorithmes n'est pas la surprise ou la rencontre, mais la sécurité dans la satisfaction matérielle, le design des profils et la stimulation d'une demande qui annihile toute prétention à la singularité. La presse, les médias, Internet et les

réseaux sociaux sont tout à la fois des ressources et des cadres conditionnant nos possibles, y compris les savoirs auxquels nous pouvons accéder. Ils engagent notre existence, notre liberté. Nous devons saisir leurs modèles de fonctionnement pour nous y adonner et cultiver les alternatives répondant à nos envies. C'est ce que Sartre nommait le « prático-inerte », l'ensemble des conditionnements en extériorité qui nous désignent notre façon d'être. Le souverain renforce son emprise comportementale sur chacun en étayant son pouvoir sur nos conduites. Tout système technique étant un ensemble d'activités humaines stabilisées, les individus s'y rapportent diversement et deviennent des groupes : les opérateurs et les clients ne se confondent pas, et le comportement d'ensemble tient à de complexes interrelations, car nous tentons d'orienter notre action selon des finalités particulières, contribuant ainsi à fixer des conduites communes :

L'extéro-conditionnement pousse à l'extrême l'altérité puisqu'il détermine l'individu sériel à faire comme les Autres pour se faire le Même qu'eux. Mais en faisant comme les Autres, il écarte toute possibilité d'être le Même, sinon en tant que chacun est autre que les Autres et autre que lui. [...] Nous saisissons immédiatement la véritable puissance du groupe dans l'impuissance de ses membres. [...] Le client doit être manipulé comme un appareil complexe selon certains modes d'emploi fondés sur certaines lois. Mais pour manipuler ses clients, l'employé apprend à se manipuler³... (Sartre 1960, 733-34-746-52)

De là le mystère qui fait qu'au sein d'un monde sérialisé,

le groupe n'a aucune puissance commune à opposer aux forces de tel ou tel individu. (Sartre 1960, 711)

La concomitance de la révolution des données avec la généralisation du mécontentement social est donc probablement le symptôme de ce vécu d'extéro-conditionnement où chacun vit sa propre impuissance dans une solitude mimétique. En 1964, Sartre tirait les conséquences de son analyse :

Le « tu dois donc tu peux » signifie à la fois que l'homme se reconnaît au futur comme souverain sur les circonstances et qu'il refuse un engagement qui serait déterminé par le calcul des chances. Ce calcul s'effectue sans cesse, bien sûr, dès que l'homme est soumis au pratico-inerte. Mais il est nécessairement rejeté quand, par le besoin, c'est l'homme lui-même comme libre organisme pratique qui est mis en cause. La culture est nécessairement sociale. L'homme réel se trouve donc enserré dans le réseau du pratico-inerte. Autrement dit, *l'impossible* – enlèvement de la pratique dans l'inerte – ne peut se déchiffrer qu'à partir du *possible*. L'impossible est, pour employer un mot américain, le *containment* du possible. *Containment* qui se sait toujours provisoire puisque les structures sont brisées par les révolutions techniques et parce que les hommes meurent. (Sartre 2016, 94-96)

Un terme issu de la guerre froide (l'impératif de bloquer l'avancée du communisme) détermine comment les sociétés contemporaines nous assignent notre avenir : les réseaux sociaux sont d'autant plus normatifs qu'ils nous invitent à vivre à travers eux, ce qui complique le choix d'un avenir divergent – que Sartre qualifie alors d'*impossible*. L'auteur de la *Critique de la raison dialectique* affirme que l'invention est indispensable à la liberté. Par-delà les sérialités, les répétitions et les mimétismes, celle-ci exige l'horizon d'une quête personnelle et de groupe pour questionner les

conditionnements. Soutenir cet au-delà de l'impossible faisait dire à Sartre qu'il n'y aura pas d'homme intégral

tant que les hommes, au lieu d'être leurs produits, ne seront que les produits de leurs produits, tant qu'ils ne s'uniront pas dans une *praxis autonome* qui soumettra le monde à l'assouvissement des besoins sans être asservis et divisés par leur objectivation pratique. (Sartre 2016, 97)

Il y a donc tout lieu d'observer la puissance de ces réseaux qui invitent chacun de nous à abdiquer notre liberté au moment même où ils nous offrent en apparence d'en exercer les prérogatives. Dans cette école des fans que sont les plateformes de données, expérimenter les possibles aperçus, n'est-ce pas ordinairement simuler l'exercice de choix quand nous rallions des consensus extérieurs ? Nous reviendrons bientôt sur cette interrogation.

Morgat, Brasília, Paris, septembre 2018

Notes

- 1 « Today, the founders of social media firms like Facebook or Twitter make the same claims : social media will allow us to present our authentic selves to one another, they say, to “connect” and so by implication form an egalitarian, even potentially anti-authoritarian, solidarity » (Turner 2018, 146).
- 2 « L'individuo non va oltre, si limita a ricevere, non cerca, e meno che mai crea la sua proposta, non vi è spazio per l'iniziativa. Il pratico-inerte perde magicamente la passività dell'inerzia e diventa agente che propone » (Tognonato 2018).
- 3 Sartre attribue le concept « d'extéro-conditionnement » à la sociologie américaine (Sartre 1960, 727-28).

Bibliographie

- Sartre, Jean-Paul. 1960. *Critique de la raison dialectique*. Paris : Gallimard.
- . 2016. « Les racines de l'éthique ». *Études sartriennes* 19 (2015) : 216.
- Tarde, Gabriel. 1895. *Les Lois de l'imitation*. Saguenay : Classiques des Sciences sociales. En ligne.
- Tognonato, Claudio. 2018. *Teoria sociale dell'agire inerte*. Napoli : Liguori Editore.
- Turner, Fred. 2018. « Trump on Twitter : How a Medium Designed for Democracy Became an Authoritarian's Mouthpiece ». In *Trump and the Media*, 143-50. Cambridge ; London : The MIT Press. En ligne.

Ce livre a été élaboré avec \LaTeX dans la chaîne éditoriale de [sens public]. Le document tex a été généré avec pandoc à partir des fichiers sources markdown, bibtex et yaml, composés sur l'éditeur de texte Stylo.

